

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203686]

**11 AVRIL 2014. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001  
relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, remplacé par le décret du 17 juillet 2008, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le présent décret transpose la Directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 2003/54/CE. Il organise également la transposition de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE et de la Directive 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE.

Le présent décret met en œuvre la compétence tarifaire visée à l'article 19 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat. ».

**Art. 2.** A l'article 2 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 5<sup>o</sup> les mots « telle que visée à l'article 2, c de la Directive 2001/77/CE » sont remplacés par « telle que visée par l'article 5.3 de la Directive 2009/28/CE »;

2<sup>o</sup> le 15<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 15<sup>o</sup> « réseau » : ensemble constitué de lignes aériennes et de câbles souterrains de transmission d'électricité connectées à un nombre important d'utilisateurs, y compris les branchements, postes d'injection, de transformation, de sectionnement et de distribution, des installations de télé-contrôle et de toutes les installations annexes servant à la transmission d'électricité; »;

3<sup>o</sup> au 23<sup>o</sup>, les mots « et qui n'est pas reconnu comme « réseau fermé professionnel » » sont insérés après les mots « au sens de l'article 3 »;

4<sup>o</sup> les 23<sup>o</sup>*bis* et 23<sup>o</sup>*ter* rédigés comme suit sont insérés entre les 23<sup>o</sup> et 24<sup>o</sup> :

« 23<sup>o</sup>*bis* « réseau fermé professionnel » : un réseau raccordé au réseau de distribution ou de transport local qui distribue de l'électricité à l'intérieur d'un site industriel, commercial ou de partage de services géographiquement limité, qui peut accessoirement approvisionner un petit nombre de clients résidentiels employés par le propriétaire du réseau, ou associés à lui de façon similaire et dans lequel :

a) pour des raisons spécifiques ayant trait à la technique ou à la sécurité, les opérations ou le processus de production des utilisateurs de ce réseau sont intégrés ou étaient historiquement intégrés; ou

b) l'électricité est fournie essentiellement pour leur propre consommation au propriétaire ou au gestionnaire du réseau fermé professionnel ou aux entreprises qui leur sont liées;

23<sup>o</sup>*ter* « gestionnaire de réseau fermé professionnel » : personne physique ou morale propriétaire d'un réseau fermé professionnel ou disposant d'un droit de jouissance sur le réseau; »;

5<sup>o</sup> le 24<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 24<sup>o</sup> « ligne directe » : une ligne d'électricité reliant un site de production isolé à un client isolé ou une ligne d'électricité reliant un producteur d'électricité et une entreprise de fourniture d'électricité pour approvisionner directement leurs propres établissements, filiales et clients éligibles; »;

6<sup>o</sup> le 31<sup>o</sup>*bis* rédigé comme suit est inséré entre les 31<sup>o</sup> et 32<sup>o</sup>:

« 31<sup>o</sup>*bis* : « MIG » (Message Implementation Guide) : le manuel décrivant les règles, les procédures et le protocole de communication suivis pour l'échange, entre le gestionnaire du réseau de distribution et les fournisseurs, des informations techniques et commerciales relatives aux points d'accès; »;

7<sup>o</sup> le 34<sup>o</sup> est abrogé;

8<sup>o</sup> au 35<sup>o</sup>, les mots « dans les cas suivants : 1<sup>o</sup> aux clients devenus éligibles tant que ceux-ci n'ont pas choisi un fournisseur; 2<sup>o</sup> » sont insérés entre les mots « fourniture d'électricité » et « aux clients finals en cas de défaillance »;

9<sup>o</sup> au 41<sup>o</sup>, les mots « ou d'un réseau fermé professionnel » sont insérés après les mots « par le biais d'un réseau privé »;

10<sup>o</sup> le 51<sup>o</sup> et le 52<sup>o</sup> sont abrogés;

11<sup>o</sup> un 54<sup>o</sup>*bis* et 54<sup>o</sup>*ter*, rédigés comme suit, sont insérés entre le 54<sup>o</sup> et le 55<sup>o</sup> :

« 54<sup>o</sup>*bis* « Directive 2009/28/CE » : la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/Ce et 2003/30/CE;

54<sup>o</sup>*ter* « Directive 2009/72/CE » : la Directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 2003/54/CE; »;

12<sup>o</sup> l'article est complété par un 61<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 61<sup>o</sup> « ACER » : l'agence de coopération des régulateurs de l'énergie instituée par le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 713/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 instituant une Agence de coopération des régulateurs de l'énergie. ».

**Art. 3.** A l'article 6 du même décret, modifié par décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire d'un réseau de distribution est :

1° une personne morale de droit public, qui peut notamment prendre la forme d'une intercommunale; ou

2° une personne morale de droit privé, détenue et contrôlée, directement ou indirectement, au minimum à 70 pour cent par des personnes morales de droit public.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les articles du Code des sociétés sont applicables sans préjudice des dispositions applicables organisées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution. »;

2° un paragraphe 3, rédigé comme suit, est inséré :

« § 3. Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut gager, nantir, mettre en garantie ou engager de quelconque manière les actifs liés à l'activité de gestionnaire de réseau de distribution, en ce compris l'infrastructure du réseau, pour d'autres causes et activités que celle de gestionnaire de réseau de distribution.

En cas de faillite d'un gestionnaire de réseau de distribution constitué conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, et afin de préserver l'intégrité du réseau de distribution, dont le gestionnaire de réseau de distribution en question est propriétaire, dans l'intérêt général et au vu de la mission de service public et économique qu'il permet de remplir :

1° la ou les personnes morales de droit public qui le détenaient et/ou le contrôlaient, directement ou indirectement, peuvent faire valoir un droit de préemption sur la branche d'activité régulée de distribution dans les quinze jours de la publication de la décision prononçant la faillite;

2° en tout état de cause, la branche d'activité régulée de distribution ne peut revenir qu'à une personne susceptible d'être reconnue en qualité de gestionnaire de réseau de distribution. ».

**Art. 4.** A l'article 7*bis* du même décret, introduit par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « gestionnaire du réseau » sont remplacés par les mots « gestionnaire de réseau de distribution »;

2° au 3°, les mots « les parts » sont remplacés par les mots « la proportion de parts »;

3° au 3°, les mots « capital du » sont insérés entre les mots « qu'il détient dans le » et « gestionnaire du réseau ».

**Art. 5.** Dans le même décret, un article 7*ter*, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 7*ter*. Lorsque le gestionnaire d'un réseau de distribution est constitué conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les conditions complémentaires suivantes sont d'application :

1° les personnes morales de droit public détenant, en tout ou en partie, directement ou indirectement, un gestionnaire du réseau de distribution ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée;

2° dans les organes de gestion, les représentants des actionnaires publics sont majoritaires et disposent de tout temps de la majorité des voix;

3° la majorité des représentants des actionnaires publics sont des membres de conseils et collèges communaux et provinciaux. Les mandats sont répartis conformément au système de la représentation proportionnelle organisée par les articles 167 et 168 du Code électoral;

4° le Conseil d'administration compte au minimum 20 pour cent d'experts indépendants au sens de l'article 526*ter* du Code des sociétés nommés par l'assemblée générale pour leurs connaissances en matière financière ou pour leurs compétences utiles en matière technique;

5° toute décision du Conseil d'administration doit, à tout le moins, recueillir une majorité des voix au sein du groupe des administrateurs visés au 3°;

6° un Code de gouvernance s'inspirant des pratiques de référence en la matière est approuvé par l'Assemblée générale et fixe notamment les règles en matière de transparence organisationnelle;

7° le gestionnaire du réseau de distribution institue en son sein un comité d'audit, au sein duquel siège une majorité d'administrateurs émanant du groupe d'administrateurs visé au 3° et au moins un administrateur émanant du groupe d'experts indépendants visé au 4°, et qui pourra, notamment, d'office ou à la demande de deux membres du conseil d'administration, donner un avis motivé sur tout projet de décision susceptible de préjudicier gravement les activités du gestionnaire de réseau de distribution;

8° le gestionnaire du réseau de distribution institue en son sein un comité de rémunération, au sein duquel siège une majorité d'administrateurs visés au 3° et au moins un administrateur visé au 4°, chargé de fixer la rémunération des membres du conseil d'administration et d'élaborer la politique de rémunération des membres du comité de direction;

9° le conseil d'administration du gestionnaire du réseau de distribution est tenu d'assurer la transparence lors de la prise de décision. Ceci comprend l'obligation pour le conseil d'administration de communiquer aux membres du comité d'audit ses ordres du jour, ses projets de décision ou tout autre document ayant trait directement ou indirectement à l'activité du gestionnaire du réseau de distribution, au même moment qu'aux membres du conseil d'administration;

10° le conseil d'administration du gestionnaire du réseau de distribution statue en toute hypothèse par une décision motivée si cette décision fait suite à un avis motivé du comité d'audit.

En ce qui concerne la politique de rémunération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, le Gouvernement détermine, un montant minimal et un montant maximal entre lesquels les rémunérations imputables à l'activité de gestionnaire de réseau devront être fixées.

Le Gouvernement peut préciser les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut également fixer des règles complémentaires relatives au processus décisionnel interne et à la politique de rémunération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, au gestionnaire du réseau de distribution.

**Art. 6.** A l'article 8 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le gestionnaire de réseau de distribution peut détenir directement et/ou indirectement des participations dans des producteurs d'électricité ou des gestionnaires de transport dans les limites fixées par la réglementation européenne applicable. »;

2° le paragraphe 2 est complété par les alinéas suivants :

« Le gestionnaire du réseau de distribution peut, conformément à son objet social, exercer ces activités, y compris commerciales, directement ou au travers de prises de participation dans des organismes, sociétés ou associations publics ou privés, existant ou à créer.

Ces activités ne peuvent être exercées, directement ou au travers de prises de participation, que si elles n'ont pas d'influence négative sur l'indépendance du gestionnaire du réseau de distribution ou sur l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées par la loi et le décret.

Les décisions et/ou engagements pris par le gestionnaire du réseau de distribution exerçant d'autres activités que celles liées à la distribution d'électricité et/ou de gaz, ne peuvent avoir pour but, ou pour effet, d'impacter négativement la bonne exécution des missions et l'activité de gestionnaire de réseaux, en ce compris le respect de ses obligations de service public.

Toute aliénation de l'infrastructure et de l'équipement faisant partie du réseau de distribution, faite par le gestionnaire du réseau de distribution et ses filiales, est soumise à l'avis conforme de la CWaPE. »;

3° un paragraphe *2bis*, rédigé comme suit, est inséré entre les paragraphes 2 et 3 :

« § *2bis*. Le gestionnaire du réseau de distribution tient, dans sa comptabilité interne, des comptes séparés pour ses activités de distribution, et le cas échéant, pour toutes les autres activités, en ce compris pour l'ensemble des activités en dehors du secteur de l'électricité, de la même façon que si ces activités étaient exercées par des entreprises juridiquement distinctes.

Les comptes annuels reprennent, dans leur annexe, un bilan et un compte de résultats pour chaque catégorie d'activités, ainsi que les règles d'imputation des postes d'actif et de passif et des produits et charges qui ont été appliquées pour établir les comptes séparés.

Les revenus de la propriété du réseau de distribution sont mentionnés dans la comptabilité.

Le Gouvernement peut préciser les règles relatives à la transparence de la comptabilité applicables au gestionnaire du réseau de distribution. »;

4° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le gestionnaire de réseau de distribution désigne un ou plusieurs fournisseur(s) de substitution. ».

**Art. 7.** A l'article 10 du même décret modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 du paragraphe premier est abrogé;

2° au paragraphe 2, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et 2 :

« Lorsque une personne morale de droit public visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, désignée en qualité de gestionnaire du réseau de distribution, transfère tous les droits qu'elle détient sur un réseau à une personne morale de droit privé visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, à l'occasion d'un apport de branche d'activité, la désignation initiale en qualité de gestionnaire du réseau de distribution de la personne morale de droit public réalisant l'apport est transférée de plein droit et dans les mêmes conditions, dans le chef de la personne morale de droit privé bénéficiaire de l'apport jusqu'au terme de la période pour laquelle la désignation avait initialement été octroyée. ».

**Art. 8.** A l'article 11, § 2, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le gestionnaire de réseau est tenu de garantir l'exploitation, l'entretien et le développement du réseau pour lequel il a été désigné, dans des conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables, y compris les interconnexions avec d'autres réseaux électriques, en vue d'assurer la sécurité et la continuité d'approvisionnement dans le respect de l'environnement et de l'efficacité énergétique. Le Gouvernement précise la notion de conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables. »;

2° à l'alinéa 2, un 1°*bis*, rédigé comme suit, est inséré après le 1° :

« 1°*bis* le développement de capacités d'observation, de contrôle et de prévision des flux d'électricité en vue d'assurer la gestion opérationnelle du réseau; »;

3° à l'alinéa 2, 2°, les mots « dans ce cadre » sont remplacés par les mots « notamment, dans le cas où ces activités lui incombent »;

4° à l'alinéa 2, 3°, les mots « dans ce contexte » sont remplacés par les mots « notamment, dans le cas où ces activités lui incombent »;

5° l'alinéa 2 est complété par les 8° à 11°, rédigés comme suit :

« 8° donner la priorité aux installations qui utilisent des sources d'énergie renouvelables ou aux installations de cogénération de qualité lors de la gestion des congestions;

9° la production ou l'achat d'énergie pour couvrir les pertes et maintenir une capacité de réserve, selon des procédures transparentes et non-discriminatoires en donnant la priorité à l'électricité verte lorsque celle-ci n'engendre pas de surcoût;

10° examiner, lors de la planification du développement du réseau des mesures d'efficacité énergétique, de gestion de la demande et d'accueil des installations de production afin d'éviter l'augmentation ou le remplacement de capacités du réseau;

11° rechercher les fraudes aux installations électriques, remplacer les installations détériorées suite à ces fraudes et récupérer directement auprès du client final et/ou des bénéficiaires de l'énergie dont le paiement a été éludé, les coûts relatifs à cette énergie ainsi que les frais techniques et administratifs liés à la gestion de la fraude ou de la détérioration des installations, et ce dans l'intérêt de la collectivité. ».

**Art. 9.** A l'article 12 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, un paragraphe 1<sup>er</sup>*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 :

« § 1<sup>er</sup>*bis*. Le gestionnaire du réseau de distribution préserve la confidentialité des informations commercialement sensibles dont il a connaissance au cours de l'exécution de ses activités et empêche que des informations sur ses activités, qui peuvent être commercialement avantageuses, soient divulguées de manière discriminatoire.

Le gestionnaire du réseau s'abstient de transférer les informations susvisées à des entreprises actives, directement ou indirectement, dans la production et/ou la fourniture d'électricité.

Il s'abstient également de transférer son personnel à de telles entreprises.

Le gestionnaire du réseau, lorsqu'il vend ou achète de l'électricité à une entreprise d'électricité, n'exploite pas de façon abusive les informations commercialement sensibles qu'il a obtenues de tiers lors de leur accès au réseau ou de la négociation de leur accès au réseau.

Les informations nécessaires à une concurrence effective et au bon fonctionnement du marché sont rendues publiques. Cette obligation ne porte pas atteinte à la protection de la confidentialité des informations commercialement sensibles.

Le Gouvernement peut préciser les règles relatives à la confidentialité applicables au gestionnaire du réseau de distribution. ».

**Art. 10.** A l'article 13 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots « et après consultation du conseil général, » sont insérés entre les mots « En concertation avec les gestionnaires de réseaux » et les mots « la CWaPE arrête »;

2° au 6°, les mots « la garantie de raccordement conformément à l'article 25<sup>decies</sup>, et d'accès, conformément à l'article 26, et » sont insérés avant les mots « la priorité à donner »;

3° au 13°, les mots « et aux réseaux fermés professionnels » sont insérés entre les mots « réseaux privés » et les mots « d'électricité », et le mot « du » est remplacé par le mot « dudit » et le mot « privé » est abrogé;

4° au 14°, les mots « pour les gestionnaires de réseaux de distribution, les conditions, les critères et la procédure de désignation ainsi que » sont insérés avant les mots « les modalités d'intervention »;

5° l'article est complété par un 17° rédigé comme suit :

« 17° les cas dans lesquels la suspension de l'accès, la mise hors service ou la suppression d'un raccordement, l'imposition d'adaptations aux installations de l'utilisateur du réseau voire la suppression de celles-ci par le gestionnaire du réseau sont autorisées et les modalités y afférentes. ».

**Art. 11.** Dans le même décret, il est inséré un article 13<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Art. 13<sup>bis</sup>. Le MIG applicable en Région wallonne est élaboré par les gestionnaires de réseaux après concertation des fournisseurs au sein d'une plateforme de collaboration où sont représentés l'ensemble des fournisseurs, gestionnaires de réseaux fermés professionnels et gestionnaires de réseaux actifs en Région wallonne. La CWaPE dispose d'un droit de veto contre les décisions prises au sein de la plateforme. Le droit de veto est applicable en cas de décision contraire au décret, à ses arrêtés d'exécution ou à l'intérêt général. Le Gouvernement définit la procédure et les modalités d'exercice du droit de veto. ».

**Art. 12.** A l'article 14 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° un paragraphe 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit, est inséré devant les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 dont le texte actuel formera le paragraphe 3 :

« § 1<sup>er</sup>. L'article 12 <sup>bis</sup> de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et l'article 15/5<sup>ter</sup> de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, en ce qu'elles visent les droits, les obligations et les tarifs des gestionnaires de réseau de distribution, restent applicables pour la Région wallonne après l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'État attribuant la compétence sur les tarifs de distribution de gaz et d'électricité aux régions, sous réserve des modifications suivantes :

1° les mots « commission » sont remplacés par « CWaPE »;

2° les mots « Chambre des représentants » sont remplacés par les mots « Parlement wallon »;

3° dans la première phrase du paragraphe 2, les mots « Après concertation avec les régulateurs régionaux et » sont abrogés;

4° au paragraphe 14, les mots « cour d'appel de Bruxelles » sont remplacés par les mots « cour d'appel de Liège ».

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la méthodologie tarifaire relative à la période 2015-2016 est établie selon une procédure *ad hoc*, en ce compris de publicité, laquelle s'inscrit dans le respect des lignes directrices applicables, et des délais raisonnables convenus par la CWaPE après concertation avec les gestionnaires de réseaux de distribution. »;

2° un paragraphe 2, rédigé comme suit, est inséré devant les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 dont le texte actuel formera le paragraphe 3 :

« § 2. La méthodologie détermine les modalités d'intégration et de contrôle des coûts non gérables constitués par les charges de pension des agents sous statut public du gestionnaire de réseau ou de la filiale ou sous-filiale ayant une activité régulée de gestion de réseau de distribution. »;

3° l'alinéa 1<sup>er</sup>, devenu alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 3, est complété par les mots « , tels qu'approuvés par la CWaPE »;

4° l'alinéa 2, devenu l'alinéa 2 du paragraphe 3, est abrogé.

**Art. 13.** A l'article 15 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « dans des conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables. Le Gouvernement précise la notion de conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables. » complètent l'alinéa 1<sup>er</sup> ;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et 2 :

« Lors de l'élaboration de leur plan d'adaptation, les gestionnaires de réseaux envisagent notamment les mesures de gestion intelligente du réseau, de gestion active de la demande, d'efficacité énergétique, d'intégration des productions décentralisées et d'accès flexibles pour permettre d'éviter le renforcement de la capacité du réseau. »;

c) à l'alinéa 2, devenu 3, les mots « et de mise à jour » sont insérés entre les mots « modalités d'établissement » et « du plan d'adaptation »;

d) à l'alinéa 3, devenu 4, les mots « de trois ans » sont remplacés par les mots « correspondant à la période tarifaire »;

e) l'alinéa 4, devenu 5, est abrogé;

f) l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Il couvre une période de sept ans, est actualisé tous les deux ans et est mis à jour annuellement. Le règlement technique prévoit une procédure simplifiée pour les mises à jour. »;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « tenant compte de l'évolution probable de la consommation et des productions décentralisées ainsi que des mesures liées à la gestion intelligente des réseaux » sont insérés entre les mots « hypothèses sous-jacentes » et « , et énonce le programme »;

b) les mots « dans des conditions socialement, techniquement et économiquement raisonnables » sont insérés entre les mots « ces besoins » et les mots « et les moyens budgétaires »;

c) le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le plan d'adaptation contient au moins les données suivantes :

1° une description de l'infrastructure existante, de son état de vétusté et de son degré d'utilisation, en précisant pour les principaux équipements structurant au niveau de la moyenne tension, leur pyramide d'âge et la comparaison entre les mesures de pointe et leur capacité technique;

2° une estimation et une description des besoins en capacité, compte tenu de l'évolution probable de la production, de la consommation, des scénarii de développement de l'éco-mobilité, des mesures d'efficacité énergétique et de gestion de la demande, et des échanges avec les autres réseaux;

3° une description des moyens mis en œuvre et des investissements à réaliser pour rencontrer les besoins estimés, y compris, le cas échéant, le renforcement ou l'installation d'interconnexions, ainsi qu'un répertoire des investissements importants déjà décidés, une description des nouveaux investissements importants devant être réalisés durant la période considérée et un calendrier pour ces projets d'investissement;

4° la fixation des objectifs de qualité de service poursuivis, en particulier concernant la durée des pannes et la qualité de la tension;

5° la liste des interventions d'urgence intervenues durant l'année écoulée;

6° l'état des études, projets et réalisations des réseaux intelligents et systèmes intelligents de mesure, le cas échéant;

7° les mesures prises dans le cadre de l'approvisionnement et du raccordement des unités de production, l'identification et la quantification des éventuels surcoûts liés à l'intégration des productions d'électricité verte, notamment la priorité donnée aux unités de production qui utilisent des sources d'énergie renouvelables, ou aux cogénération de qualité;

8° sur la base des objectifs de production des énergies vertes, une cartographie du réseau moyenne tension et haute tension identifiant les zones nécessitant une adaptation en vue d'intégrer les productions d'électricité vertes, conformément à l'article 26;

9° la politique en matière de réduction des pertes techniques et administratives. »;

3° l'article est complété par deux paragraphes 4 et 5, rédigés comme suit :

« § 4. Les gestionnaires de réseau sont tenus d'exécuter les investissements dont ils mentionnent la réalisation dans leurs plans d'adaptation, sauf cas de force majeure ou raisons impérieuses qu'ils ne contrôlent pas.

§ 5. La CWaPE surveille et contrôle la mise en œuvre des plans d'adaptation. La CWaPE peut imposer la réalisation par les gestionnaires de réseau de tout ou partie des investissements qui auraient dû être réalisés en vertu de ces plans d'adaptation. ».

**Art. 14.** A l'article 15bis du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les réseaux privés sont interdits sauf dans les cas suivants :

1° les réseaux privés dont les consommations des clients avals sont temporaires, d'une durée de douze semaines par an maximum tels les marchés, les évènements, les fêtes foraines,...;

2° les réseaux privés dont les consommations des clients résidentiels avals ne sont que la composante d'un service global qui leur est offert par le propriétaire du site tels la location de garages, de chambres d'étudiants, de chambre dans une maison de repos ou la location d'une maison de vacances;

3° les habitats permanents, dont la liste est arrêtée par le Gouvernement; dans ce cas, le gestionnaire du réseau privé est la personne physique ou morale assurant la gestion de l'habitat permanent ou son délégué;

4° les réseaux privés situés à l'intérieur d'un même immeuble de bureaux. »;

2° au paragraphe 2, les mots « et de l'entretien du réseau privé » sont remplacés par les mots « , de l'entretien et de la sécurité du réseau privé »;

3° au paragraphe 2, les mots « Pour le reste, les droits et obligations respectifs du gestionnaire de réseau privé et du gestionnaire de réseau, notamment envers le client aval, sont déterminés par le Gouvernement, après avis de la CWaPE. » sont remplacés par les mots « Les droits et obligations respectifs du gestionnaire de réseau privé et du client aval sont déterminés par le Gouvernement, après avis de la CWaPE. »;

4° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le gestionnaire de réseau privé conclut un contrat de raccordement avec le gestionnaire du réseau de transport local ou du réseau de distribution auquel il est connecté et un contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de transport local. »;

5° l'article 15bis est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le réseau privé n'est raccordé que par un seul point au réseau de distribution ou au réseau de transport local, sauf autorisation préalable de connexion multiple par le gestionnaire de réseau auquel il est connecté. ».

**Art. 15.** L'article 15ter du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les réseaux fermés professionnels sont soumis à l'octroi d'une autorisation individuelle délivrée par la CWaPE après consultation du gestionnaire de réseau auquel le réseau fermé entend se raccorder. Elle est publiée sur le site de la CWaPE.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les réseaux fermés professionnels existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition ou issus d'une cession à un tiers d'une partie d'un réseau interne existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition suite à l'acquisition d'une partie du site par une autre entreprise, le gestionnaire de réseau déclare son réseau à la CWaPE dans les six mois de la date d'entrée en vigueur de la présente disposition ou de ladite acquisition. Par cette déclaration, il acquiert la qualité de gestionnaire de réseau fermé professionnel.

En cas de mise en service de nouvelles unités de production d'électricité (hors groupe de secours) au sein d'un réseau fermé professionnel existant ou à venir, au minimum cinquante pourcent de la capacité de production d'électricité doit être de source verte lorsque celle-ci est technico-économiquement justifiée. La valorisation énergétique des déchets produits sur place sera envisagée au sein des réseaux fermés professionnels dans le respect de la législation applicable et pour autant qu'elle soit techniquement et économiquement justifiée.

Pour les réseaux fermés professionnels visés à l'alinéa 2, le gestionnaire de réseau est tenu de faire vérifier à ses frais, la conformité technique par un organisme agréé dont le rapport est transmis à la CWaPE dans l'année de la déclaration de son réseau.

Les conditions, modalités et la procédure d'octroi de l'autorisation individuelle sont déterminées par le Gouvernement, après avis de la CWaPE. L'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> contient en outre la désignation d'un gestionnaire de réseau fermé professionnel.

§ 2. Par dérogation au présent décret, les gestionnaires de réseaux fermés professionnels sont tenus aux obligations suivantes :

1° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel déclare auprès de la CWaPE son réseau fermé professionnel et le développement éventuel d'unités de production d'électricité raccordées à ce réseau;

2° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel s'abstient, dans le cadre de cette fonction, de discrimination entre les utilisateurs de son réseau fermé professionnel;

3° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel modalise le raccordement et l'accès à ce réseau par contrat avec les utilisateurs du réseau fermé professionnel. Ces contrats précisent notamment :

- a) les exigences techniques minimales de conception et de fonctionnement des installations raccordées au réseau fermé professionnel, les puissances maximales au raccordement et les caractéristiques des alimentations fournies;
- b) les modalités commerciales du raccordement au réseau fermé professionnel et d'accès à celui-ci;
- c) les conditions de coupure du raccordement pour non-respect des engagements contractuels ou pour la sécurité du réseau fermé professionnel.

L'autorité de régulation compétente en matière de tarifs de distribution ou de transport local est compétente en cas de contestation par un utilisateur du réseau fermé professionnel des conditions de rémunération du gestionnaire du réseau fermé professionnel;

4° la rémunération des gestionnaires de réseau fermé professionnel respecte le cadre contraignant édicté en la matière par l'autorité compétente;

5° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel remet aux utilisateurs du réseau fermé professionnel qu'il gère :

- a) une facturation détaillée et claire, basée sur leurs consommations ou injections propres et sur les principes tarifaires et/ou les rémunérations susvisées au présent article;
- b) une juste répartition, sur leurs factures, des surcoûts appliqués sur les factures de transport, de transport local et de distribution dans le respect des principes de chaque surcoût;
- c) la communication des données pertinentes de leurs consommations et/ou injections ainsi que les informations permettant un accès efficace au réseau;

6° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel préserve la confidentialité des informations commercialement sensibles des utilisateurs du réseau dont il a connaissance dans le cadre de ses activités, sauf obligation légale contraire;

7° tout gestionnaire de réseau fermé professionnel démontre à la CWaPE la conformité technique de son réseau fermé professionnel avec le règlement technique, selon les modalités définies par la CWaPE;

8° le gestionnaire de réseau fermé professionnel est tenu de garantir l'exploitation, l'entretien et le développement du réseau pour lequel il a été désigné dans des conditions économiquement acceptables, y compris les interconnexions avec d'autres réseaux électriques, en vue d'assurer la sécurité et la continuité d'approvisionnement dans le respect de l'environnement et de l'efficacité énergétique;

9° le gestionnaire de réseau fermé professionnel est tenu de garantir l'éligibilité effective du client qui en fait la demande, lorsqu'aucun mandat n'a été consenti conformément à l'article 31, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le gestionnaire de réseau fermé professionnel conclut un contrat de raccordement avec le gestionnaire du réseau de transport local ou du réseau de distribution auquel il est connecté et un contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de transport local.

§ 4. Sauf autorisation écrite préalable du gestionnaire de réseau ou convention explicite dans le contrat de raccordement avec précision des modalités, il n'y a qu'un seul raccordement entre le réseau de distribution ou le réseau de transport local et le réseau fermé professionnel. Cette disposition ne concerne pas les alimentations de secours. ».

**Art. 16.** L'article 15<sup>quater</sup>, inséré par le décret du 17 juillet 2008, du même décret est abrogé.

**Art. 17.** L'article 16, paragraphe 2 du même décret est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un « 2<sup>bis</sup> » rédigé comme suit est inséré après le « 2 » : « 2<sup>bis</sup> la filiale est détenue conformément à l'article 7 »;

2° à l'alinéa 2, le « 5° », est remplacé comme suit : « 5° la filiale peut réaliser d'autres activités que celles liées à l'exploitation journalière des activités exercées dans les secteurs électrique et gazier par le ou les gestionnaires de réseaux associés.

Dans cette hypothèse, les différentes activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont mentionnées dans les statuts de la filiale comme secteurs d'activités distincts disposant d'organes consultatifs spécifiques au secteur composés en fonction des parts représentatives de ce secteur et dotés d'une comptabilité distincte de la même façon que si ces activités étaient exercées par des entreprises juridiquement distinctes. Les comptes annuels de la filiale reprennent, dans leur annexe, un bilan et un compte de résultat pour chaque catégorie d'activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ainsi que les règles d'imputation des postes d'actif et de passif et de produits et charges qui ont été appliquées pour établir des comptes séparés. Ces règles ne peuvent être modifiées qu'à titre exceptionnel et ces modifications doivent être indiquées et dûment motivées dans l'annexe aux comptes annuels. »;

3° un nouveau paragraphe 4 est rédigé comme suit est ajouté :

« § 4. Dans l'hypothèse où le gestionnaire de réseau de distribution ou sa filiale s'étant vu déléguer l'exercice de la mission conformément au paragraphe 2, délègue à une sous structure, l'exercice de leurs missions et obligations, les dispositions du présent article lui sont applicables. Le gestionnaire de réseau de distribution, ou le cas échéant, sa filiale, est réputé être titulaire des missions et obligations découlant du présent décret. ».

**Art. 18.** L'article 20 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les phrases suivantes :

« En cas de fusion de gestionnaires de réseau de distribution, une redevance régionale annuelle correspondant à la zone géographique desservie par les anciens gestionnaires de réseaux de distribution existants au 31 décembre 2012 peut être déterminée par le gestionnaire de réseau. Dans ce cas, les paramètres de la formule à prendre en compte pour l'établissement de la redevance sont ceux relatifs à la zone géographique desservie par l'ancien gestionnaire de réseaux de distribution. »;

2° il est inséré un alinéa, rédigé comme suit, entre les alinéas 4 et 5 :

« Le gestionnaire de réseau répercute la redevance de l'année n de manière étalée sur l'année n en facturant aux détenteurs d'accès une surcharge pour l'utilisation du réseau par leurs clients finals sur base des kWh facturés dans l'année « n » ».

**Art. 19.** Dans l'article 25<sup>bis</sup> du même décret, introduit par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « trente » est remplacé par le mot « soixante »;

2° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sous peine d'irrecevabilité, la plainte est notifiée à la CWaPE dans un délai d'un an à dater de la notification de la décision contestée ou, en l'absence de décision, à dater de la date ultime à laquelle le gestionnaire de réseau devait se prononcer sur la demande d'indemnisation. ».

**Art. 20.** L'intitulé du chapitre IV, section III, sous-section II est remplacé par ce qui suit : « Indemnisation due suite à une erreur administrative, un retard de raccordement ou un retard du guichet unique ».

**Art. 21.** Dans l'article 25<sup>ter</sup> du même décret, introduit par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « trente » est remplacé par le mot « soixante »;

2° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Cette plainte est introduite au maximum trois mois après la date d'envoi de la demande d'indemnisation. » sont remplacés par les mots « Sous peine d'irrecevabilité, cette plainte est introduite au maximum dans les trois mois à dater de la notification de la décision contestée ou, en l'absence de décision, à dater de la date ultime à laquelle le gestionnaire de réseau de distribution, ou le cas échéant, le fournisseur, devait se prononcer sur la demande d'indemnisation. »;

3° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « , dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, » sont insérés entre les mots « apporter » et « la preuve écrite »;

4° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « Il peut requérir par écrit des compléments d'informations auprès du demandeur, du gestionnaire de réseau ou du fournisseur. Le service régional de médiation fixe le délai endéans lequel les informations doivent être transmises, à défaut le délai est de 15 jours calendrier à dater de la réception de la demande. Dans les trente jours calendrier de la réception du dossier ou des compléments d'information, » sont insérés avant les mots « S'il estime »;

5° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « dans les trente jours calendrier » sont abrogés;

6° au paragraphe 3, alinéa 6, les mots « les articles 53 et suivants sont d'application » sont abrogés.

**Art. 22.** A l'article 25<sup>quater</sup> du même décret, introduit par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « à partir de l'accord écrit du client sur l'offre du gestionnaire de réseau concernant le raccordement » sont remplacés par les mots « qui, sauf convention contraire, commence à courir à partir de la date de réception du paiement du montant de l'offre de raccordement par le gestionnaire de réseau »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « , ce délai commence à courir à partir de l'accord écrit du client » sont remplacés par les mots « qui, sauf convention contraire, commence à courir à partir de la date de réception du paiement du montant de l'offre de raccordement par le gestionnaire de réseau »;

3° le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est complété par les mots « , à défaut de disposition contractuelle expresse, ce délai commence à courir à partir de la date de réception du paiement du montant de l'offre de raccordement par le gestionnaire de réseau. »;

4° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Aucune indemnité n'est due dans les cas suivants :

1° si le non-respect des délais visés ci-avant résulte de la non-réalisation, par l'utilisateur du réseau, des travaux à sa charge;

2° si les obligations préalables à la réalisation du raccordement n'ont pas été respectées par l'utilisateur du réseau. »;

5° au paragraphe 2, le mot « courrier » est abrogé;

6° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, la deuxième phrase est remplacée par ce qui suit :

« Sous peine d'irrecevabilité, cette plainte est introduite au maximum dans les trois mois à dater de la notification de la décision contestée ou, en l'absence de décision, à dater de la date ultime à laquelle le gestionnaire de réseau devait se prononcer sur la demande d'indemnisation. »;

7° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « , dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, » sont insérés entre les mots « apporter » et les mots « la preuve écrite »;

8° l'alinéa 3 du paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Service régional de médiation instruit le dossier. Il peut requérir par écrit des compléments d'informations auprès du demandeur, du gestionnaire de réseau ou du fournisseur. Le service régional de médiation fixe le délai endéans lequel les informations doivent être transmises, à défaut le délai est de quinze jours calendrier à dater de la réception de la demande. Dans les trente jours calendrier de la réception du dossier ou des compléments d'information, s'il estime que la demande d'indemnisation est fondée, il établit une proposition d'avis en ce sens, qu'il notifie par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau. Celui-ci dispose de quinze jours calendrier, à dater de la réception de la notification, pour faire valoir ses observations. Il les transmet au Service régional de médiation par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement. »;

9° au paragraphe 3, alinéa 4, les mots « courrier » sont abrogés;

10° au paragraphe 3, alinéa 5, la phrase « Les articles 53 et suivants sont d'application. » est abrogée. »;

11° au paragraphe 4, les mots « le gestionnaire de réseau est passible d'une amende administrative en application des articles 53 et suivants. » sont remplacés par les mots « la CWaPE peut initier la procédure visée aux articles 53 et suivants, et infliger, le cas échéant, une amende administrative au gestionnaire de réseau. ».

**Art. 23.** Dans le chapitre IV, section III, sous-section 2, du même décret, il est inséré un article 25<sup>quater</sup>/1 rédigé comme suit :

« Art. 25<sup>quater</sup>/1. § 1<sup>er</sup>. Tout producteur, possédant une installation photovoltaïque d'une puissance inférieure ou égale à 10 kVA raccordée au réseau de distribution basse tension ayant introduit un formulaire de demande de mise en service pour ladite installation, a droit à une indemnité forfaitaire journalière fixée par le Gouvernement et à charge du gestionnaire de réseau si celui-ci n'a pas encodé le dossier dans la banque de données de la CWaPE, notifié son accord de mise en service de l'installation et, le cas échéant, octroyé le droit à la compensation au producteur dans les 45 jours calendrier à dater de la réception du formulaire complet.

Aucune indemnité ne sera due si les obligations préalables à la mise en service de l'installation n'ont pas été respectées par l'utilisateur du réseau ou si la demande est irrecevable.

§ 2. Le producteur adresse la demande d'indemnisation au gestionnaire de réseau auquel il est raccordé, par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement, dans les trente jours calendrier du dépassement du délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>. Le producteur y mentionne les données essentielles au traitement de sa demande. En vue de faciliter la démarche du client concerné, le gestionnaire de réseau met à disposition des producteurs un formulaire de demande d'indemnisation approuvé par la CWaPE. Ce formulaire est notamment disponible sur le site internet du gestionnaire de réseau.

Le gestionnaire de réseau indemnise le client dans les trente jours calendrier de la réception de la demande d'indemnisation.

§ 3. A défaut d'une réponse du gestionnaire de réseau dans le délai requis, ou en cas de refus d'indemnisation, le client peut saisir du dossier le Service régional de médiation visé à l'article 48. Sous peine d'irrecevabilité, cette plainte est introduite au maximum dans les trois mois à dater de la notification de la décision contestée ou, en l'absence de décision, à dater de la date ultime à laquelle le gestionnaire de réseau devait se prononcer sur la demande d'indemnisation.

Pour que la demande soit recevable, le demandeur doit apporter, dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la preuve écrite qu'il a, au préalable, tenté sans succès d'obtenir le paiement de l'indemnité directement auprès du gestionnaire de réseau.

Le Service régional de médiation instruit le dossier. Il peut requérir par écrit des compléments d'informations auprès du demandeur, du gestionnaire de réseau ou du fournisseur. Le service régional de médiation fixe le délai endéans lequel les informations doivent être transmises, à défaut le délai est de quinze jours calendrier à dater de la réception de la demande. Dans les trente jours calendrier de la réception du dossier ou des compléments d'information, s'il estime que la demande d'indemnisation est fondée, il établit, une proposition d'avis en ce sens, qu'il notifie par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau. Celui-ci dispose de quinze jours calendrier, à dater de la réception de la notification, pour faire valoir ses observations. Il les transmet au Service régional de médiation par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement.

Dans les trente jours calendrier de la réception des observations du gestionnaire de réseau, l'avis définitif du Service régional de médiation est notifié par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau et au client final. A défaut de réception d'observations du gestionnaire de réseau dans les cinquante jours calendrier de la notification de la proposition d'avis visée à l'alinéa précédent, l'avis définitif du Service régional de médiation est notifié sans délai par recommandé ou par tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement au gestionnaire de réseau et au producteur.

Si l'avis définitif conclut à la nécessité, pour le gestionnaire de réseau, d'indemniser le producteur mais que le gestionnaire s'abstient, sans motif légitime, de verser l'indemnité due au producteur dans les trente jours calendrier de la réception de l'avis définitif, la CWaPE peut lui enjoindre de procéder à ce versement. ».

**Art. 24.** Dans l'article 25*sexies* du même décret, introduit par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le mot « précédant » est remplacé par le mot « 1<sup>er</sup> » et les mots « et en informe ledit client » sont insérés après les mots « au gestionnaire de réseau »;

2° au paragraphe 3, alinéa 5, la phrase « La survenance de l'événement fait présumer la faute dans le chef du gestionnaire de réseau, à charge pour celui-ci d'établir par tout moyen probant que l'événement est dû à un cas de force majeure, une situation d'urgence telle que visée dans les règlements techniques, un cas d'interruption planifiée ou une erreur administrative. » est insérée après les mots « la partie la plus diligente. »;

3° le paragraphe 3, alinéa 5, est complété par la phrase suivante :

« Sous peine d'irrecevabilité, la plainte est notifiée à la CWaPE dans un délai d'un an à dater de la notification de la décision contestée ou, en l'absence de décision, à dater de la date ultime à laquelle le gestionnaire de réseau de distribution devait se prononcer sur la demande d'indemnisation. ».

**Art. 25.** Dans le chapitre IV, section III, du même décret, il est inséré une sous-section VI intitulée « Information du service régional de médiation », après l'article 25*octies*.

Dans la sous-section VI, insérée par le présent décret, il est inséré un article 25*nonies*, rédigé comme suit :

« Art. 25*nonies*. Dans un délai de 60 jours à dater de la notification de l'avis rendu en vertu des dispositions du présent chapitre, le gestionnaire de réseau informe le service régional de médiation quant aux suites données à son avis, ou à celui de la CWaPE. ».

**Art. 26.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre IV*bis* intitulé « Raccordement aux réseaux » entre l'article 25*nonies* et l'article 26.

**Art. 27.** Dans le même décret, il est inséré un article 25*decies* rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les gestionnaires de réseau définissent et publient des procédures transparentes et efficaces pour le raccordement non discriminatoire des installations de production à leur réseau.

§ 2. Le gestionnaire de réseau de transport local ne peut refuser le raccordement d'une installation de production pour cause d'éventuelles limitations dans les capacités disponibles du réseau, telles que des congestions sur des parties éloignées du réseau ou dans le réseau en amont ou au motif que celui-ci entraînerait des coûts supplémentaires résultant de l'éventuelle obligation d'accroître la capacité des éléments du réseau dans la zone située à proximité du point de raccordement.

§ 3. Le raccordement au réseau de distribution des installations d'une puissance supérieure à cinq KVA fait l'objet d'une étude préalable par le gestionnaire de réseau. L'étude préalable n'est pas requise pour les installations de production d'électricité verte d'une puissance inférieure ou égale à cinq KVA.

Les gestionnaires de réseau sont tenus de fournir les informations relatives au raccordement et à l'accès des installations de production aux réseaux.

§ 4. Afin de garantir la sécurité du réseau, concernant les installations raccordées en moyenne et haute tension, le producteur doit être capable de réduire sa production en cas de congestion. ».

**Art. 28.** Dans l'article 26 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, une troisième phrase libellée comme suit « Ils sont exclusivement alimentés par un réseau exploité par un gestionnaire de réseau, sauf exception relevée dans le décret pour un réseau privé, un réseau fermé professionnel ou une ligne directe » est insérée après la phrase « Tout les clients finals sont éligibles »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « justifiée par des critères objectifs, techniquement et économiquement fondés. Elle est » sont insérés entre les mots « motivée et » et « notifiée »;

3° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est complété par une phrase rédigée comme suit :

« Cette décision peut être soumise au service régional de médiation ou à la chambre des litiges visés aux articles 47 et 48. »;

4° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans les trente jours suivant le refus d'accès visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 4°, le gestionnaire de réseau transmet à la CWaPE les informations pertinentes sur les mesures nécessaires pour adapter le réseau. »;

5° il est inséré des paragraphes 2*bis* à 2*quinquies*, rédigés comme suit :

« § 2*bis*. Sans préjudice des dispositions visées au paragraphe 2, le gestionnaire de réseau donne priorité à l'électricité verte.

Pour les raccordements au réseau de distribution en moyenne et haute tension et au réseau de transport local, le contrat mentionne la capacité permanente d'injection disponible immédiatement dans le réseau pour l'électricité verte produite ainsi que, le cas échéant, les accroissements de capacité jugés économiquement justifiés au regard de l'étude visée au § 2*quater* et leur agenda de réalisation, afin de répondre le plus complètement possible à la demande d'injection totale du client.



§ 2<sup>ter</sup>. Pour les installations mises en service à une date postérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, lorsque le réseau ne permet pas d'accepter la capacité contractuelle dans des conditions normales d'exploitation, pour les installations raccordées au réseau moyenne et haute tension et pour les installations de plus de 5 kVA raccordées au réseau en basse tension, une compensation est octroyée au producteur d'électricité verte pour les pertes de revenus dues aux limitations d'injection imposées par le gestionnaire de réseau, sauf dans les cas suivants :

1° lorsque le gestionnaire de réseau applique les mesures prévues en cas de situation d'urgence, conformément au règlement technique;

2° lorsque le raccordement et/ou la capacité d'injection demandée, excédentaire par rapport à la capacité d'injection immédiatement disponible, est jugé en tout ou en partie non économiquement justifié au terme de l'analyse coût/bénéfice visée au § 2<sup>quater</sup>.

Si le gestionnaire de réseau ne peut accepter la totalité de la capacité d'injection mentionnée dans le contrat d'accès et que le raccordement concerné a été jugé, en tout ou en partie, économiquement justifié sur la base de l'étude visée au § 2<sup>quater</sup>, le gestionnaire de réseau procède aux investissements nécessaires et la compensation pour limitation de capacité ne sera pas due pendant la période d'adaptation du réseau pour la partie dépassant la capacité d'injection immédiatement disponible. Cette limitation est plafonnée à cinq ans. Ce délai pourra être prolongé par une décision motivée de la CWaPE lorsque le retard dans l'adaptation du réseau est dû à des circonstances que le gestionnaire de réseau ne maîtrise pas.

Sur proposition de la CWaPE concertée avec les gestionnaires de réseaux, le Gouvernement précise les modalités de calcul et de mise en œuvre de la compensation financière.

§ 2<sup>quater</sup>. Sur la base d'une analyse coût-bénéfice, la CWaPE évalue, en concertation avec le producteur/développeur de projet, le caractère économiquement justifié d'un projet de raccordement. Cette analyse examine le caractère économiquement justifié des investissements nécessaires pour permettre une injection excédentaire par rapport à la capacité immédiatement disponible dans des circonstances d'exploitation normales au regard des bénéfices attendus de la production d'électricité verte. Cette analyse coût-bénéfice est notamment basée sur les critères suivants : coût des investissements nécessaires pour le gestionnaire de réseau, adéquation au plan d'adaptation, importance relative de la contribution de la production visée à l'objectif wallon de production d'énergie renouvelable et alternatives possibles à cette production pour atteindre, à moindre coût, les objectifs wallons en matière de production d'énergie renouvelable, impact tarifaire.

La CWaPE analyse le projet sur la base d'un dossier technico-économique intégrant les données fournies par le gestionnaire de réseau et le producteur, notamment les coûts des investissements nécessaires pour le gestionnaire de réseau, l'adéquation au plan d'adaptation et l'impact tarifaire du projet de raccordement.

Sur proposition de la CWaPE concertée avec les gestionnaires de réseaux et les producteurs/développeurs de projet, le Gouvernement précise les modalités de calcul de l'analyse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2<sup>quinquies</sup>. La compensation est due par le gestionnaire de réseau de distribution ou le gestionnaire de réseau de transport local en fonction de l'infrastructure qui limite la capacité contractuelle. »;

6° le paragraphe 3, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Tout client raccordé au réseau public de distribution et, le cas échéant, tout client raccordé au réseau privé et au réseau fermé professionnel, a le droit d'exiger le placement d'un compteur individuel d'électricité.

Il peut être dérogé aux alinéas précédents en cas d'impossibilités techniques et en fonction des exceptions définies dans le règlement technique.

Pour le 1<sup>er</sup> janvier 2024 au plus tard, le propriétaire d'un immeuble à appartements non équipé de compteurs individuels d'électricité procède, à ses frais, à la rénovation de l'immeuble à appartements afin d'y faire placer des compteurs individuels d'électricité. »;

7° le paragraphe 4 est complété comme suit :

« Le client peut communiquer, suivant les modalités spécifiées par le gestionnaire de réseau de distribution, sur la base d'une périodicité qui ne peut être inférieure à trois mois, ses relevés d'index à des fins d'informations, de simulation des consommations, ou d'adaptation des acomptes. ».

**Art. 29.** L'article 28 du même décret est abrogé.

**Art. 30.** Dans l'article 29 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Ministre après avis de » et « par extrait au *Moniteur belge* et » sont abrogés;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'application éventuelle de l'amende administrative visée à l'article 53, la CWaPE peut régulariser une ligne directe construite sans autorisation préalable et répondant aux conditions prévues pour obtenir une autorisation. En cas de refus, la CWaPE peut ordonner le démantèlement de la ligne en question. »;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine les critères objectifs et non discriminatoires, ainsi que la procédure d'octroi ou de régularisation des autorisations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, la redevance à payer pour l'examen du dossier, ainsi que les droits et obligations du titulaire de l'autorisation. ».

**Art. 31.** A l'article 30 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « la CWaPE »;

2° au paragraphe 3, dans la phrase introductive, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

3° au paragraphe 3, 2°, les mots « la licence limitée » sont complétés par les mots « octroyée dans une des situations suivantes »;

4° au paragraphe 3, 2°, deuxième tiret, les mots « et/ou » sont abrogés;

5° au paragraphe 3, 2°, troisième tiret, les mots « , à l'exception des situations d'autoproduction visées à l'article 31, § 2, alinéa 2, 1<sup>o</sup> » sont insérés entre les mots « sa propre fourniture » et les mots « . Sont soumis à l'octroi »;

6° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le 3° est abrogé;

7° au paragraphe 3, deuxième alinéa, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

8° au paragraphe 3, dernier alinéa, les mots « visée au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° » ainsi que les fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture accordée au niveau fédéral, dans les autres Régions ou dans un autre État membre de l'Espace économique européen, » sont insérés entre les mots « licence limitée de fourniture » « de certains de ces critères d'octroi. »;

9° au paragraphe 4, 1°, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « la CWaPE »;

10° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut prévoir une procédure simplifiée pour les fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture accordée au niveau fédéral, dans les autres Régions ou dans un autre État membre de l'Espace économique européen. ».

**Art. 32.** Dans l'article 31 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup> rédigé comme suit avant le premier alinéa :

« § 1<sup>er</sup>. Tout client final est libre de choisir son propre fournisseur.

Au sein d'un réseau privé ou d'un réseau fermé professionnel, les clients avals connectés à ce réseau peuvent mandater le gestionnaire du réseau en question d'exercer, en leur nom et pour leur compte, leur éligibilité. Pour être valable, ce mandat doit être prévu de manière expresse. »;

2° il est inséré les mots « § 2. » devant les mots « Tout client final est tenu de recourir ».

**Art. 33.** A l'article 31*bis*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « à la demande du fournisseur » sont abrogés et les mots « ayant conduit à la mise en œuvre de la procédure de défaut de paiement, commise par le » sont remplacés par le mot « du ».

**Art. 34.** L'article 31*ter*, § 3, alinéa 3, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le fournisseur est tenu de rectifier sa facturation dans un délai de 2 mois à dater de la réception des corrections sous peine d'application de l'indemnité visée au présent article. La rectification porte sur l'ensemble de la période concernée par l'erreur. ».

**Art. 35.** L'article 31*quater* du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans un délai de 60 jours à dater de la notification de l'avis rendu en vertu d'une des dispositions du présent chapitre, le fournisseur informe le service régional de médiation quant aux suites données à son avis, ou à celui de la CWaPE. ».

**Art. 36.** A l'article 32 du même décret, les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « à la CWaPE ».

**Art. 37.** L'article 32*bis* du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est abrogé.

**Art. 38.** L'article 33 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les clients résidentiels relevant d'une des catégories suivantes sont des clients protégés :

1° tout consommateur considéré comme client protégé bénéficiant du tarif social spécifique par ou en vertu de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

2° tout consommateur qui bénéficie d'une décision de guidance éducative de nature financière prise par un centre public d'action sociale ou qui fait l'objet d'un suivi assuré par une institution agréée en application du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes et les médiateurs visés à l'article 1675/17 du Code judiciaire;

3° les consommateurs qui bénéficient du maximum à facturer en vertu de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifiée par la loi du 5 juin 2002, titre III, chapitre III*bis*, Section III et de ses arrêtés d'exécution, sur la base des tranches de revenus définis par le Gouvernement.

§ 2. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine la procédure et les modalités d'octroi et de perte du statut de client protégé. Il peut étendre la liste des clients protégés à d'autres catégories de clients finals. ».

**Art. 39.** L'article 33*bis* du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Le gestionnaire de réseau de distribution fournit l'électricité au tarif social au client protégé visé à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 2° à et 3°, et § 2, sauf si le client demande à être fourni, au tarif commercial, par un fournisseur de son choix.

Le gestionnaire de réseau de distribution est habilité à fournir l'électricité au tarif social au client protégé visé à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 1°, du présent décret, lorsque le client le demande.

Le transfert du client vers le gestionnaire de réseau de distribution, entraîne la résiliation automatique du contrat de fourniture en cours sans frais ni indemnité de résiliation. ».

**Art. 40.** Dans le chapitre VII, section I<sup>re</sup>, du même décret, il est inséré un article 33*bis*/1, rédigé comme suit :

« Art. 33*bis*/1. En cas de mise en demeure du client, le fournisseur est tenu de proposer un plan de paiement raisonnable et d'informer son client de la possibilité de bénéficier de l'assistance d'un C.P.A.S. dans sa négociation. Le Gouvernement définit la notion de plan de paiement raisonnable.

En cas d'absence de réaction du client déclaré en défaut de paiement, de refus ou de non-respect d'un plan de paiement raisonnable, ou à la demande du client, le fournisseur demande au gestionnaire de réseau le placement d'un compteur à budget. Pour les clients protégés, ce compteur est couplé à un limiteur de puissance, en vue d'assurer une fourniture minimale garantie d'électricité. Cette fourniture minimale garantie porte sur une puissance de dix ampères et est garantie au client protégé pendant une période de six mois. Le client protégé est alimenté par son gestionnaire de réseau de distribution dès que son fournisseur l'a déclaré en défaut de paiement. Le gestionnaire de réseau de distribution procédera également au placement d'un compteur à budget couplé à un limiteur de puissance.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine la procédure de placement des compteurs à budget et définit les raisons techniques, médicales, structurelles ou sociales qui pourraient empêcher le placement du compteur à budget et détermine la ou les alternatives. En cas de contestation notifiée par écrit ou par voie électronique au gestionnaire de réseau de la procédure de placement du compteur à budget par le client, celle-ci est suspendue pour permettre au gestionnaire de réseau d'analyser la situation du client avant de poursuivre ou non la procédure de placement du compteur à budget. Le Gouvernement précise la procédure de contestation du placement du compteur à budget.

Aucun retrait de la fourniture minimale garantie d'électricité ne peut intervenir à l'encontre d'un client protégé en défaut de paiement pendant la période hivernale, dans tout logement occupé au titre de résidence principale. Sans préjudice de l'article 33*ter*, § 2, 2°, l'électricité consommée au cours de cette période reste à charge du client protégé. ».

**Art. 41.** A l'article 33ter du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le mot « aide » est remplacé par le mot « action »;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est complété par les mots « excepté lorsque celui-ci intervient en tant que fournisseur du client »;

3° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « Avant le 31 mars de chaque année » sont remplacés par les mots « Dans les six mois du renouvellement du Conseil de l'action sociale » et les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « à la CWaPE »;

4° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du fournisseur ou du C.P.A.S. » sont insérés entre les mots « du gestionnaire de réseau » et les mots « , soit à l'initiative du client »;

5° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « et charge le C.P.A.S. d'assurer la guidance sociale énergétique du client concerné » sont remplacés par les mots « le C.P.A.S. peut proposer au client d'assurer une guidance sociale énergétique »;

6° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, un 3°, rédigé comme suit, est inséré :

« 3° sur la proposition de conclusion d'un plan de paiement raisonnable adressée à un client résidentiel protégé ou négociée avec le C.P.A.S. »;

7° au paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Au moins quinze jours avant la tenue de la réunion, le fournisseur est invité à assister à la réunion en cas de saisine de la Commission portant sur un plan de paiement ou sur les mesures à prendre lorsqu'il y a une impossibilité de placer un compteur à budget pour raisons techniques, médicales, structurelles ou sociales. »;

8° au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et les fournisseurs » sont insérés après les mots « les gestionnaires de réseaux »;

9° au paragraphe 4, alinéa 2, le mot « adresse » est remplacé par les mots « peuvent adresser »;

10° au paragraphe 5, le second alinéa est abrogé;

11° l'article 33ter est complété par un paragraphe 6, rédigé comme suit :

« § 6. Les décisions des Commissions locales pour l'énergie peuvent faire l'objet d'un recours devant le juge de paix du lieu de raccordement du client concerné. ».

**Art. 42.** A l'article 33quater du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Cette guidance consiste en des actions de nature préventive et curative. Elle est proposée auprès des clients résidentiels en difficulté de paiement et prioritairement les clients protégés. ».

**Art. 43.** Dans l'article 34 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, le *b*) est remplacé par ce qui suit : « installer les appareils de mesure et de comptages et gérer l'ensemble des données de mesure et de comptage nécessaires à la gestion des réseaux et aux processus de marché »;

2° au 2°, le *d*) est complété par les mots suivants : « en ce compris le placement des compteurs à budget, de gestion des plaintes des utilisateurs du réseau et de gestion des demandes d'indemnisation et de procédure donnant droit à celle-ci, la CWaPE publie annuellement sur son site internet les performances respectives de chaque gestionnaire de réseau de distribution au regard de ces objectifs »;

3° au 2°, le *e*) est abrogé;

4° le 2° est complété par un *i*), rédigé comme suit :

« *i*) valider et transmettre au fournisseur les relevés d'index réalisés par les clients avec une périodicité qui ne peut être inférieure à trois mois à des fins d'information, de simulation des consommations ou d'adaptations des acomptes tenant compte d'un lissage des consommations sur 12 mois;

5° au 2°, il est inséré un *j*) rédigé comme suit :

« *j*) assurer un rôle de facilitateur de marché. Après avis de la CWaPE et concertation des gestionnaires de réseaux de distribution, le Gouvernement définit la description de ce rôle de facilitateur de marché et les modalités pratiques de son exercice; »;

6° au 3°, le *b*) est complété par les mots « l'éventuelle différence constatée entre le tarif social appliqué au client protégé exclusivement régional visé à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 2°, et celui appliqué au client protégé fédéral visé à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, reste à charge du gestionnaire de réseau de distribution; »;

7° le 3°, *c*), est remplacé par ce qui suit :

« *c*) sauf lorsque le placement du compteur à budget est impossible pour des raisons techniques médicales, structurelles ou sociales, assurer le placement d'un compteur à budget conformément à l'article 33bis/1, alinéas 2 et 3. Si le gestionnaire de réseau de distribution dépasse, pour des raisons qui lui sont imputables, le délai de placement établi par le Gouvernement, il sera redevable au fournisseur qui a introduit la demande de placement du compteur à budget, d'une intervention forfaitaire dont la méthode de calcul du montant est fixée par le Gouvernement après avis de la CWaPE; »;

8° au 3°, *d*), les mots « ou dans les liens d'un contrat de fourniture qui a été suspendu » sont supprimés;

9° au 4°, *a*), les mots « d'accès et de raccordement » sont insérés entre les mots « la priorité » et « à l'électricité verte »;

10° au 4°, un point *h*), rédigé comme suit, est inséré :

« *h*) donner la priorité à l'électricité verte pour couvrir les pertes lorsque celle-ci n'engendre pas de surcoût conformément à l'article 11, § 2, alinéa 2, 9°; »;

11° au 6°, la « , » entre les mots « article 14 » et « le Gouvernement » est remplacée par un « ; » et le mot « et » entre les mots « la CWaPE » et « concertation » est remplacé par le mot « en »;

12° au 9°, le « . » est remplacé par un « ; »;

13° l'article 34 du même décret est complété par un 10°, rédigé comme suit :

« 10° assurer une compensation financière du producteur d'électricité verte conformément à l'article 26, § 2ter à *quinquies* ».

**Art. 44.** Dans l'article 34*bis* du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, *c)*, les mots « et communiquer avec les indicateurs » sont insérés entre les mots « objectifs » et « de performance » et la « , » entre les mots « gestion des plaintes » et « la CWaPE » est remplacée par un « ; »;

2° au 2°, *d)*, le mot « éventuel » est abrogé;

3° au 4°, *b)*, le mot « défaut » est remplacé par le mot « difficulté »;

4° le 4°, *b)*, est complété par les mots suivant :

« , notamment proposer un plan de paiement raisonnable; »;

5° le 4° est complété par les *c)* et *d)* rédigés comme suit :

« *c)* dans le cadre d'une procédure de non-respect du plan de paiement, en cas d'impossibilité de placement d'un compteur à budget pour raisons techniques médicales, structurelles ou sociales confirmées par le gestionnaire de réseau, le fournisseur introduit une demande de coupure pour défaut de paiement devant la commission locale pour l'énergie, le délai de placement du compteur à budget est suspendu jusqu'à la décision de la commission locale pour l'énergie;

*d)* procéder à une adaptation des factures d'acompte du client sur la base des index relevés par le client et validé par le gestionnaire de réseau de distribution tout en tenant compte d'un lissage des consommations sur douze mois; ».

**Art. 45.** A l'article 34*ter* du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « imposées aux gestionnaires de réseau en vertu de l'article 34 » sont remplacés par les mots « contrôlées par la CWaPE ».

**Art. 46.** Dans l'article 36*bis* du même décret, inséré par le décret du 4 octobre 2007, les mots « article 5 de la Directive 2001/77/CE » sont remplacés par les mots « article 15 de la Directive 2009/28/CE ».

**Art. 47.** A l'article 39, § 1<sup>er</sup>, du même décret, tel que remplacé par le décret du 4 octobre 2007, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« La fourniture d'électricité verte en ligne directe est exonérée de l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La CWaPE évalue annuellement l'impact de l'exonération visée à l'alinéa 3 sur le volume de certificats verts concernés, dans le cadre de son rapport annuel spécifique sur le marché des certificats verts. ».

**Art. 48.** A l'article 43 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° un paragraphe 1<sup>er</sup>*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 :

« § 1<sup>er</sup>*bis*. Dans le cadre de ses missions, la CWaPE poursuit les objectifs suivants :

1° promouvoir un marché régional de l'électricité concurrentiel, compétitif sûr et durable et une ouverture effective du marché pour l'ensemble des clients et des fournisseurs de l'Espace économique européen, et garantir des conditions appropriées pour que les réseaux fonctionnent de manière effective et fiable, en tenant compte d'objectifs à long terme;

2° contribuer à la mise en place de réseaux électriques sûrs, fiables, performants, à un accès non-discriminatoire au réseau, à l'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi qu'aux développements et à l'intégration des productions d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et de la cogénération de qualité et faciliter l'accès au réseau des nouvelles capacités de production, notamment en supprimant les obstacles qui pourraient empêcher l'arrivée de nouveaux venus sur le marché;

3° faire en sorte que les gestionnaires et les utilisateurs des réseaux d'électricité en ce compris des réseaux privés et des réseaux fermés professionnels soient incités, tant à court terme qu'à long terme, à améliorer les performances de ces réseaux et favoriser l'intégration du marché;

4° contribuer à assurer un service public et universel de qualité dans le secteur de la fourniture d'électricité, et contribuer à la protection des clients protégés et à la compatibilité des mécanismes nécessaires d'échange de données pour permettre aux clients de changer de fournisseur. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, 1°, les mots « les gestionnaires de réseaux privés et les gestionnaires de réseaux fermés professionnels, » sont insérés entre les mots « par les gestionnaires de réseaux, » et les mots « de leurs obligations imposées »;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, un 1°*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre le 1° et le 2° :

« 1°*bis* la surveillance de la gestion de la congestion des réseaux, y compris des interconnexions, et la mise en œuvre des règles de gestion de la congestion; »;

4° au paragraphe 2, alinéa 2, 2°, les mots « contrats-types » sont remplacés par les mots « conditions générales »;

5° au paragraphe 2, alinéa 2, le 3° est complété par les mots « ainsi que l'octroi des licences de fourniture »;

6° au paragraphe 2, alinéa 2, 4°, les mots « , les gestionnaires de réseaux privés et les gestionnaires de réseaux fermés professionnels » sont insérés entre les mots « par les gestionnaires de réseaux » et les mots « et les fournisseurs » ainsi qu'entre les les mots « si les gestionnaires de réseaux » et les mots « ont confié »;

7° au paragraphe 2, alinéa 2, 7°, les mots « et, le cas échéant, les gestionnaires de réseaux privés et les gestionnaires de réseaux fermés professionnels » sont insérés entre les mots « par le gestionnaire de réseau » et les mots « , en vue notamment » et les mots « du rapport prévu par la Directive 2006/32, pour ce qui concerne l'électricité » sont remplacés par les mots « de l'élaboration des bilans énergétiques et des obligations de rapportage de la Région wallonne auprès de l'Union européenne en matière d'énergie »;

8° au paragraphe 2, alinéa 2, 12°, les mots « au niveau fédéral, régional et européen » sont insérés entre les mots « les autres régulateurs » et les mots « des marchés de l'électricité », et les mots « l'ACER et » sont insérés entre les mots « , ainsi qu'avec » et les mots « toute autre autorité ou organisme belge, étranger ou international »;

9° au paragraphe 2, alinéa 2, le 14° est complété par les mots « ainsi que, conformément aux articles 15*bis* et 15*ter*, les conditions de rémunération des réseaux privés et des réseaux fermés professionnels »;

10° au paragraphe 2, alinéa 2, un 14°*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre le 14° et le 15° :

« 14°*bis* l'exercice des compétences tarifaires, notamment la fixation de la méthodologie tarifaire et la surveillance et le contrôle de la mise en œuvre des plans d'adaptation des gestionnaires de réseau, conformément à l'article 15, §§ 4 et 5; »;

11° le paragraphe 2, alinéa 2, est complété par un 16° rédigé comme suit :

« 16° lorsque le GRD, ou la filiale désignée conformément à l'article 16, réalise d'autres activités que la gestion des réseaux électrique ou gazier, la CWaPE est habilitée à vérifier qu'il n'y a aucune subvention croisée entre les activités de gestion des réseaux électrique et gazier et les autres activités, à cette fin le gestionnaire ou la filiale est tenu de répondre à toute question ou demande de documents émanant de la CWaPE. »;

12° au paragraphe 3, les mots « La CWaPE soumet chaque année au Gouvernement » sont remplacés par les mots « Pour le 30 juin au plus tard, la CWaPE communique au Gouvernement et au Parlement wallon » et les mots « Le Ministre communique ce rapport au Parlement wallon pour le premier semestre au plus tard. Il veille à une publication appropriée du rapport. » sont remplacés par les phrases « La CWaPE présente son rapport annuel au Parlement. Le rapport est publié sur le site internet de la CWaPE. ».

**Art. 49.** A l'article 43bis du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou du Gouvernement, » sont insérés entre les mots « du Ministre, » et « soit à la demande de tiers »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du Gouvernement, en application de l'article 47ter, § 3bis » sont remplacés par les mots « du Parlement wallon »;

3° au paragraphe 2, alinéa 5, les mots « ne lient pas » sont remplacés par les mots « n'ont pas de caractère contraignant ».

**Art. 50.** L'article 44 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« La CWaPE arrête un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est transmis au Gouvernement pour prise d'acte. ».

**Art. 51.** A l'article 45 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008 et par le décret du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le mot « cinq directeurs » sont remplacés par « quatre directeurs, dont un vice-président » et les mots « conformément à la procédure organisée par le présent article, » sont insérés entre les mots « par le Gouvernement, » et les mots « après appel public aux candidats »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, dernière phrase, les mots « et du Ministre-Président » sont insérés après les mots « entre les mains du Ministre »;

3° au paragraphe premier alinéa 2, les mots « , vice-président » sont insérés après les mots « un nouveau président »;

4° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « leur fonction » sont remplacés par les mots « leurs fonctions » et les mots « conformément à l'article 45quater » sont insérés après les mots les mots « ou peut les révoquer anticipativement »;

5° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, les mots « , du vice-président » sont insérés après les mots « Le mandat du président »;

6° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 6, les mots « , vice-président » sont insérés après les mots « de président » et les mots « au § 3 » sont remplacés par « aux paragraphes 2 à 2quater »;

7° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 8, les mots « un directeur choisi par ses pairs » sont remplacés par les mots « le vice-président »;

8° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le président et les directeurs, dont le vice-président, sont désignés par le Gouvernement sur base d'une procédure SELOR et sur propositions d'un jury de sélection, composé comme suit :

1° l'Administrateur du SELOR ou son délégué;

2° pour les postes de directeurs, trois membres ayant les profils suivants, dont au minimum un membre dans chaque profil :

a. un ou deux membres, soit :

- exerçant ou ayant exercé une fonction de haut niveau dans la régulation de marchés de réseau tels que les télécommunications, les chemins de fer ou les services postaux;

- faisant partie du personnel académique d'une université;

b. un ou deux membres ayant exercé une fonction de haut niveau dans le secteur de l'électricité ou du gaz;

3° pour les postes de président et vice-président, deux membres ayant respectivement les profils visés au 2° et un membre ayant une fonction de très haut niveau dans un secteur public.

Dans le cadre de leur mission, les membres du jury respectent les règles de confidentialités et sont soumis au secret professionnel. »;

9° les paragraphes 2bis à 2quinquies, rédigés comme suit, sont insérés entre les paragraphes 2 et 3 :

« § 2bis. L'appel à candidature, accompagné de la lettre de mission pour le président, le vice-président et les directeurs, est approuvé par le Gouvernement et publié au *Moniteur belge* ainsi que dans quatre journaux belges de couverture régionale. Un délai minimum de 30 jours calendrier et de maximum 45 jours calendrier doit s'écouler entre cette publication au *Moniteur belge* et la date limite de dépôt des candidatures.

Le SELOR examine les conditions de recevabilité des candidatures reprises dans l'appel à candidature. Il écarte les candidats dont le dossier ne répond pas aux conditions requises pour exercer la fonction. ».

§ 2ter. Pour être valablement reçus, les candidats doivent rencontrer les critères de recevabilités suivants :

1° jouir des droits civils et politiques;

2° être porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long ou du deuxième cycle de l'enseignement universitaire;

Les candidats seront évalués sur la base des critères de sélections suivants :

1° justifier d'une expérience d'au moins cinq ans dans le domaine de l'électricité et du gaz ou dans des marchés de réseaux tels que les télécommunications, les chemins de fer ou les services postaux;

2° disposer d'aptitudes managériales;

3° avoir la capacité de travailler en équipe multidisciplinaire;

4° outre le français, démontrer une très bonne connaissance du néerlandais et l'anglais;

5° démontrer le souci de l'intérêt général, d'indépendance par rapport aux acteurs du marché de l'énergie, et de préoccupations énergétiques s'inscrivant dans le développement durable;

6° avoir une bonne connaissance de la situation institutionnelle, économique, sociale et environnementale de la Région wallonne, de la Belgique et au niveau européen;

7° avoir des connaissances suffisantes du secteur de l'électricité et du gaz portant sur au moins un des aspects suivants, en fonction des postes à pourvoir :

- a) fonctionnement des marchés du gaz et de l'électricité;
- b) juridique, protection des consommateurs et concurrence;
- c) tarifaire, économique, financier, obligation de service public;
- d) promotion des énergies renouvelables et marchés des certificats verts;

ou, à défaut, dans les marchés de réseaux, tels que les télécommunications, les chemins de fer ou les services postaux;

8° avoir la capacité d'analyser et de comprendre les grands enjeux des marchés de l'électricité et du gaz, particulièrement dans les dimensions économiques, sociales et environnementales.

Le candidat au poste de président répond, en outre, aux conditions suivantes :

1° disposer d'une expérience de minimum cinq ans en matières de représentation d'une institution vers le monde extérieur;

2° disposer d'une expérience complémentaire de minimum cinq ans dans la gestion d'équipe et la négociation;

3° disposer d'une expérience dans le pilotage d'organes de gestion.

§ 2<sup>quater</sup>. Le président et les directeurs, dont le vice-président, sont désignés par le Gouvernement au terme de la procédure SELOR.

Pour chaque fonction, le jury attribue aux candidats une des mentions suivantes :

1° convient particulièrement pour la fonction;

2° convient pour la fonction;

3° ne convient pas pour la fonction.

Le Gouvernement nomme le président et les directeurs, dont le vice-président, parmi les candidats ayant obtenu la mention « convient particulièrement pour la fonction » ou « convient pour la fonction », en tenant compte de leurs complémentarités en termes de compétences et d'expertise.

Le Gouvernement motive sa décision et en informe les candidats. Les noms des candidats non retenus ne sont pas publiés.

§ 2<sup>quinquies</sup>. Par dérogation aux paragraphes 2 à 2<sup>quater</sup>, à l'échéance d'un premier mandat, le renouvellement d'un mandat de président ou de directeur, dont le vice-président, est soumis à une évaluation préalable réalisée par un jury composé de l'Administrateur du SELOR, du Ministre, du Ministre-Président, ou de leurs délégués, et selon la procédure d'évaluation du titre VIII du Code de la Fonction publique. »;

10° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le Gouvernement fixe les modalités de la rémunération des membres du Comité de direction de la CWaPE. »;

11° au paragraphe 4, les mots « , dont le vice-président, » sont insérés après les mots « les directeurs ».

**Art. 52.** Dans le même décret, il est inséré un article 45<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les membres des Chambres législatives, du Parlement européen et des Parlements de Communauté et de Région, les Ministres, les Secrétaires d'Etat, les membres d'un Gouvernement de Communauté ou de Région, les membres d'un exécutif provincial ou communal, ainsi que les membres des organes d'intercommunales actives dans la distribution d'énergie ne peuvent exercer les fonctions de président ou de directeur.

§ 2. Les membres du comité de direction ne peuvent exercer aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un gestionnaire de réseau, d'un producteur, d'un fournisseur ou d'un intermédiaire actif dans le secteur de l'énergie.

L'interdiction prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> subsiste pendant un an après la fin du mandat du titulaire.

§ 3. Outre les incompatibilités visées au paragraphe 2, le président et les directeurs, dont le vice-président, ne peuvent, sans l'accord préalable du comité de direction, exercer aucune activité de nature professionnelle rémunérée et étrangère à leur mandat, ni intervenir comme agent d'une autre entreprise, pour des activités étrangères à leur mandat.

En tout état de cause, l'exercice d'une telle activité ne peut se réaliser au détriment des tâches liées à l'exercice de leur mandat de président ou de directeur.

§ 4. Les membres du comité de direction de la CWaPE ne peuvent détenir des actions, ou autres valeurs assimilables à des actions, émises par un producteur, un fournisseur ou un intermédiaire actif dans le secteur de l'énergie, ni des instruments financiers permettant d'acquérir ou de céder préférentiellement de telles actions ou valeurs, ou donnant lieu à un règlement en espèces en fonction principalement de l'évolution de la valeur de telles actions ou valeurs.

§ 5. Si le président, le vice-président ou un directeur possède, directement ou indirectement, un intérêt lors de l'adoption d'une décision, d'un avis ou d'un autre acte relevant de la CWaPE, il ne peut assister aux délibérations du comité de direction y relatives, ni prendre part au vote. Il doit en informer préalablement les autres membres du comité de direction. Le procès-verbal de la réunion en fait état. ».

**Art. 53.** Dans le même décret, il est inséré un article 45<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les membres du comité de direction veillent au respect des règles des marchés du gaz et de l'électricité avec toute la diligence, la compétence, l'honnêteté, l'indépendance et le sérieux requis.

Ils évitent tout comportement qui pourrait ébranler la confiance du public dans la CWaPE ou qui serait de nature à nuire à l'accomplissement de ses missions.

Ils remplissent leur fonction avec loyauté et intégrité.

Ils s'engagent à ne pas solliciter, exiger ou recevoir, directement ou indirectement, même en dehors de leur fonction mais en raison de celle-ci, des dons, gratifications et avantages quelconques.

§ 2. Les membres du comité de direction se conforment aux décisions et Directives données par le Comité de direction de la CWaPE et les exécutent loyalement et de bonne foi.

§ 3. Il est interdit au président et aux directeurs, dont le vice-président, tant pendant la durée de leur fonction qu'après leur cessation, de divulguer à des tiers toute information confidentielle de quelque nature que ce soit, de même que tout secret d'affaires relatif à la CWaPE et à son activité et qui viendrait à leur connaissance en raison de leur fonction.

§ 4. A l'issue de leurs mandats, le président et les directeurs, dont le vice-président, restituent tout matériel, donnée ou information, quel que soit son support notamment écrit, verbal ou informatique, mis à sa disposition par la CWaPE et relatif à celle-ci. Ils ne conservent aucune copie ou extrait du matériel, des données ou de l'information susmentionnées. ».

**Art. 54.** Dans le même décret, il est inséré un article 45<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

« Le président, le vice-président, et les directeurs peuvent être démis de leur fonction s'ils ne satisfont plus aux conditions d'indépendance fixées par le présent décret ou violent des dispositions légales et réglementaires. A cette fin, le Gouvernement statue sur la révocation d'un ou plusieurs membres dans le respect des droits de la défense, après avoir entendu les parties et, le cas échéant, leur conseil.

Préalablement à l'audition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'intéressé est autorisé à consulter le dossier établi à sa charge.

Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, relatives à la Chambre de recours sont applicables en cas de sanction disciplinaire. ».

**Art. 55.** A l'article 46 du même décret, les modifications suivantes sont apportées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> :

1° dans la phrase introductive, le mot « cinq » est remplacé par le mot « quatre »;

2° au 1<sup>o</sup>, les mots « en ce compris le gaz issu de sources d'énergie renouvelables ainsi que du fonctionnement des marchés du gaz et de l'électricité et des études y afférentes » sont insérés après les mots « l'électricité »;

3° au 2° les mots « et tarifaire, » sont insérés entre les mots « socio-économique » et « , chargée »;

4° au 2°, les mots « du fonctionnement des marchés du gaz et de l'électricité et » sont remplacés par les mots « de l'approbation des tarifs des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité, »;

5° au 3°, les mots « des énergies renouvelables » sont remplacés par les mots « de l'électricité verte »;

6° au 3°, les mots « d'une part, et du gaz issu de sources d'énergie renouvelables, d'autre part; » sont abrogés;

7° le point 5° est abrogé.

**Art. 56.** A l'article 47 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « et fermés professionnels » sont insérés entre les mots « réseaux privés » et « , producteurs » et les mots « à toute personne qui peut se voir octroyer des certificats verts par la CWaPE, à titre de cessionnaire ou de courtier, » sont insérés après les mots « intervenant sur le marché régional, »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « émanant du comité de direction » sont insérés entre les mots « écrit » et « contenant »;

3° au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « ainsi que » sont remplacés par les mots « , les gestionnaires de réseaux privés et les gestionnaires de réseaux fermés professionnels, », et les mots « , ainsi que toute personne qui peut se voir octroyer des certificats verts par la CWaPE, à titre de cessionnaire ou de courtier, » sont insérés entre les mots « intervenant sur le marché régional » et « sont tenus »;

4° au paragraphe 3, les mots « et, le cas échéant, leurs filiales, ainsi que les gestionnaires de réseaux privés et les gestionnaires de réseaux fermés professionnels » sont insérés entre les mots « les gestionnaires de réseaux, » et les mots « producteurs, fournisseurs » et les mots « , de même que toute personne qui peut se voir octroyer des certificats verts par la CWaPE, à titre de cessionnaire ou de courtier » sont insérés après les mots « intervenant sur le marché régional ».

**Art. 57.** A l'article 47<sup>ter</sup> du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, un nouvel alinéa 1<sup>er</sup> rédigé comme suit est inséré in limine :

« § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de ses missions de régulation, la CWaPE est indépendante du Gouvernement. »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, devenu alinéa 2, les mots « et pour les compétences autres, ne relevant pas des missions de régulation de la CWaPE au sens de la Directive 2009/72/CE, et déléguées à celle-ci par ou en vertu du décret, » sont insérés après les mots « service régional de médiation » et les mots « Pour les compétences relevant des missions de régulations, les commissaires ont un rôle d'observateur. » sont insérés entre les mots « par le Gouvernement. » et les mots « Le Gouvernement détermine »;

3° au paragraphe 2, les mots « § 2. Les commissaires du Gouvernement » sont remplacés par « Ils »;

4° au paragraphe 3 devenu paragraphe 2, les mots « § 2. Pour les compétences ne relevant pas des missions de régulation, » sont insérés en début de paragraphe;

5° au paragraphe 3<sup>bis</sup>, les mots « § 3<sup>bis</sup> » sont supprimés;

6° au paragraphe 4, les mots « § 4 » sont remplacés par « § 3 » et le mot « juillet » est remplacé par « août »;

7° au paragraphe 5, les mots « § 5. » sont remplacés par « § 4. », les mots « pour l'ensemble de ses activités » sont insérés entre les mots « est soumise » et les mots « au contrôle » et les mots « et du Parlement. Dans l'exercice de ce contrôle, le Parlement auditionne la CWaPE deux fois par an. » sont insérés *in fine*.

**Art. 58.** A l'article 48 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'un gestionnaire de réseau privé ou d'un gestionnaire de réseau fermé professionnel » sont insérés entre les mots « réseau, » et « dans la mesure »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les termes « . Le comportement dénoncé ne doit pas avoir pris fin » sont remplacés par les mots « et si les dernières démarches du plaignant vis-à-vis de l'acteur avec lequel il est en litige ne remontent pas à ».

**Art. 59.** A l'article 49, alinéa 3, du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2008, le mot « minimum » est inséré après le mot « directeurs ».

**Art. 60.** A l'article 49<sup>bis</sup> du même décret, introduit remplacé par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « relatif à l'accès au réseau ou à l'application des règlements techniques, » sont remplacés par les mots « en ce compris les réseaux privés et les réseaux fermés professionnels quant aux obligations imposées au gestionnaire du réseau en question par ou en vertu du présent décret, »;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque le litige porte sur l'application du règlement technique mais que l'objet véritable de la demande repose sur la contestation d'une facture d'énergie, notamment à la suite d'une rectification des données de mesure, la Chambre des litiges ne sera compétente que si une tentative de résolution amiable du litige a déjà eu lieu devant le Service régional de médiation pour l'énergie ou devant le Service de Médiation de l'Énergie institué au niveau fédéral. Pour tous les autres litiges, la Chambre des litiges est habilitée à transmettre la requête au Service régional de médiation pour l'énergie s'il apparaît qu'une tentative de médiation serait opportune. Dans ce cas, elle en informe les parties. Si la requête est transmise au Service régional de médiation pour l'énergie, les délais de procédure en vigueur devant la Chambre des litiges sont suspendus le temps que ce service clôture la procédure de médiation. »;

3° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « courrier » est abrogé;

4° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « , si elle le juge opportun ou à la demande d'une des parties » sont insérés entre les mots « elle » et « . Si elles le désirent »;

5° au paragraphe 3, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

« Une nouvelle prolongation du délai est possible moyennant l'accord du plaignant. »;

6° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « et contraignantes » sont insérés après le mot « motivées ».

**Art. 61.** L'article 50 du même décret, abrogé par le décret du 17 juillet 2008, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 50. La CWaPE motive et justifie pleinement ses décisions.

Les modalités applicables pour ces motivations et justifications sont précisées dans le règlement d'ordre intérieur du comité de direction, eu égard notamment aux principes suivants :

1° la motivation reprend l'ensemble des éléments sur lesquels est basée la décision;

2° les entreprises d'électricité ont la possibilité, préalablement à la prise d'une décision les concernant, de faire valoir leurs commentaires;

3° la suite donnée à ces commentaires est justifiée dans la décision finale.

Les actes de portée individuelle ou collective adoptés en exécution de ses missions ainsi que tout acte préparatoire, rapport d'experts, commentaire des parties consultées y afférents sont publiés sur le site de la CWaPE, dans le respect de la confidentialité des informations commercialement sensibles et/ou des données à caractère personnel. ».

**Art. 62.** Dans le Chapitre *XIbis* du même décret, il est inséré un article *50bis*, rédigé comme suit :

« Art. *50bis*. Sans préjudice des voies de recours ordinaires, toute partie lésée a le droit de présenter, devant la CWaPE, une plainte en réexamen dans les deux mois suivant la publication d'une décision de la CWaPE ou de la proposition de décision arrêtée par la CWaPE dans le cadre d'une procédure de consultation. Cette plainte n'a pas d'effet suspensif, sauf lorsqu'elle est dirigée contre une décision imposant une amende administrative.

La CWaPE statue dans un délai de deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'informations qu'elle a sollicités. La CWaPE motive sa décision. A défaut, la décision initiale est confirmée. ».

**Art. 63.** Au même chapitre, il est inséré un article *50ter*, rédigé comme suit :

« Art. *50ter*. Les décisions de la CWaPE peuvent, dans les trente jours qui suivent la date de leur notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant la Cour d'appel dont relève le siège social de la CWaPE statuant comme en référé. De même, à défaut de décision de la CWaPE dans le délai fixé par le décret, la partie la plus diligente peut porter le différend devant la Cour d'appel dont relève le siège social de la CWaPE, dans les trente jours qui suivent la date d'expiration du délai fixé.

En cas de plainte en réexamen, le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est suspendu à la décision de la CWaPE, ou, en l'absence de décision, pendant deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'information sollicités par la CWaPE.

Le Gouvernement peut intervenir à la cause, sans toutefois que cette intervention ne puisse retarder la procédure.

Le recours visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas suspensif sauf lorsqu'il est dirigé contre une décision imposant une amende administrative. Toutefois, la cour d'appel dont relève le siège social de la CWaPE, saisie d'un recours, peut, avant dire droit, ordonner la suspension de l'exécution de la décision faisant l'objet du recours, lorsque le demandeur invoque des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation ou la réformation de la décision et que l'exécution immédiate de celle-ci risque de lui causer un préjudice grave difficilement réparable.

La cour d'appel dont relève le siège social de la CWaPE statue dans un délai de soixante jours à dater de l'introduction de la requête. ».

**Art. 64.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre XII est remplacé par les mots « Conseil général ».

**Art. 65.** L'article 51 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Conseil général qui a pour missions :

1° d'initiative ou à la demande du Ministre, de définir des orientations pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

2° de formuler, dans les quarante jours suivant la réception de la demande de la CWaPE, un avis sur toute question qui lui est soumise par la CWaPE;

3° d'être un forum de discussion sur les objectifs et les stratégies de la politique énergétique wallonne.

§ 2. Le Conseil est composé de vingt-quatre membres désignés par le Gouvernement, après appel à manifestation d'intérêt, à savoir :

1° trois représentants des pouvoirs publics régionaux;

2° quatre représentants du Conseil économique et social de la Région wallonne;

3° deux représentants des consommateurs résidentiels;

4° trois représentants des villes et communes et deux représentants des C.P.A.S. proposés respectivement par l'Union des villes, communes et provinces de la Wallonie et par le Fédération des C.P.A.S.;

5° quatre représentants des producteurs, dont un représentant des producteurs centralisés, un représentant des producteurs d'énergie renouvelable, un représentant des producteurs d'énergie à partir de cogénération de qualité et un représentant des autoproducteurs;



6° trois représentants des gestionnaires des réseaux de transport local et de distribution;

7° deux représentants des fournisseurs de gaz et d'électricité;

8° un représentant des associations environnementales.

§ 3. Le président du Conseil est désigné par le Gouvernement parmi les représentants visés au paragraphe 2, 3°.

§ 4. Le président ou un directeur de la CWaPE assistent aux réunions du Conseil avec voix consultative.

§ 5. Le secrétariat du Conseil est assuré par l'Administration.

§ 6. Le Gouvernement prend acte du règlement d'ordre intérieur du Conseil.

§ 7. Les frais de fonctionnement du Conseil sont à charge du Fonds Energie. ».

**Art. 66.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre *XIIbis* est remplacé par les mots « Fonds énergie et du développement durable ».

**Art. 67.** L'article 51*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 27 octobre 2011, est modifié comme suit :

1° les mots « et du développement durable » sont insérés entre les mots « Fonds énergie » et les mots « , au sens de l'article 45 »;

2° au 4°, les mots « projets et » sont insérés entre les mots « à promouvoir les » et les mots « filières de production »; et les mots « , de chaleur » sont insérés entre les mots « de gaz » et les mots « et d'électricité »;

3° au 7°, les mots « et les actions sociales » sont insérés *in fine* ;

4° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un 11°, rédigé comme suit :

« 11° les frais de fonctionnement du Conseil général. ».

**Art. 68.** A l'article 51*ter* du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 27 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive du paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « et du développement durable » sont insérés entre les mots « Fonds énergie » et les mots « est alimenté »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase « Le montant de la dotation de la CWaPE s'élève à 3.610.950 euros. » est remplacée par la phrase « Le montant du budget global annuel de la CWaPE s'élève à 5.600.000 euros. », les mots « de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent décret » sont remplacés par le chiffre « du mois de juin 2012 », et la phrase « Le montant de la dotation est prélevé au prorata des redevances visées respectivement à l'article 51*quinquies*, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°. » est remplacée par la phrase « Ce budget global provient pour partie d'une redevance sur les certificats verts, perçue par la CWaPE, en fonction des MWh produits, à concurrence d'un montant annuel de 1.800.000 € correspondant à sa charge de gestion du mécanisme et de traitement des certificats verts, et pour le solde de la dotation de la CWaPE. »;

**Art. 69.** A l'article 53 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008 et par le décret du 27 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « dans l'injonction » sont remplacés par les mots « par l'injonction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> »;

2° au paragraphe 2, les mots « indicateurs et » sont insérés entre les mots « caractérisée les » et « objectifs ».

**Art. 70.** Dans le même décret, il est inséré un article 64 rédigé comme suit :

« Art. 64. La CWaPE évalue les dispositions du présent décret et remet son rapport d'évaluation au Gouvernement et au parlement pour le 31 janvier 2017.

Le Conseil général peut également évaluer les dispositions du présent décret et remettre un rapport d'évaluation au Gouvernement et au parlement dans le courant de l'année 2017. ».

**Art. 71.** Dans le même décret, il est inséré un article 65 rédigé comme suit :

« Art. 65. Pour ce qui concerne les gestionnaires de réseaux de distribution, l'article 26, § 2*ter* à *quinquies* et l'article 34, 3°, b), entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs appliqués aux gestionnaires de réseau de distribution. ».

**Art. 72.** Un article 66, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 66. A dater de l'entrée en vigueur de la loi de transfert de compétences en matière de tarifs de distribution de gaz et d'électricité opérée par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat et dans le respect de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, la CWaPE :

1° détermine, à défaut de décision prise par les autorités fédérales compétentes antérieurement au transfert de la compétence tarifaire, la hauteur et/ou l'affectation et la répartition des soldes régulateurs des années antérieures à l'entrée en vigueur de nouveaux tarifs approuvés par la CWaPE. La règle d'affectation des soldes non gérables aux tarifs et des soldes gérables au résultat de l'exercice continue à s'appliquer;

2° peut prolonger, modifier, abroger ou remplacer les tarifs existant à cette date ou prendre toutes autres mesures relatives à la méthodologie tarifaire et aux tarifs qu'elle jugerait utiles jusqu'à l'approbation de nouveaux tarifs;

3° prend toutes les mesures transitoires utiles en vue de l'adoption de méthodologies tarifaires et l'approbation des tarifs pour la période tarifaire 2015-2016.

Lorsqu'elle fait usage des alinéas précédents, la CWaPE tient compte des lignes directrices en vigueur.

**Art. 73.** Par dérogation à l'art. 51 du présent décret, le mandat du président en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret est prolongé jusqu'au 31 janvier 2017.

**Art. 74.** A l'article 591 du Code judiciaire, un point 24° est complété par ce qui suit :

« 24° de toutes les actions formées sur la base de l'article 33*quater*, § 6, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité contre les décisions des Commissions locales pour l'énergie. ».

**Art. 75.** Les articles 12, 47, 48, 10°, 72 et 76 du présent décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Art. 76.** L'article 15 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Le gestionnaire de réseau publie chaque année les tarifs en vigueur sur le réseau pour lequel il a été désigné, en ce compris les tarifs relatifs aux services auxiliaires, tels qu'approuvés par la CWaPE. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 1020 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1, 1bis à 18.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 avril 2014.

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203686]

**11. APRIL 2014 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001  
bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird Absatz 1 durch folgenden Text ersetzt:

"Durch vorliegendes Dekret wird die Richtlinie 2009/72/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/54/EG umgesetzt. Durch dieses Dekret wird ebenfalls die Umsetzung der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG und der Richtlinie 2004/8/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Februar 2004 über die Förderung einer am Nutzwärmebedarf orientierten Kraft/Wärme-Kopplung im Energiebinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 92/42/EWG organisiert.

Durch vorliegendes Dekret wird die Befugnis betreffend die Tarife im Sinne von Artikel 19 des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform umgesetzt."

**Art. 2** - Artikel 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer 5° wird die Wortfolge "so wie in Artikel 2, c der Richtlinie 2001/77/EG erwähnt" durch "so wie in Artikel 5.3 der Richtlinie 2009/28/EG erwähnt" ersetzt;

2° die Ziffer 15° wird durch folgenden Text ersetzt:

"15° "Netz": ein Gefüge, das aus Freileitungen und unterirdischen Kabeln für die Übertragung von Strom besteht, die an eine bedeutende Anzahl von Benutzern angeschlossen sind, einschließlich der Anschlüsse, der Einspeise-, Trafo-, Schalt- und Verteilerstationen, der Fernüberwachungsanlagen und aller zur Übertragung von Strom zweckdienlicher Nebenanlagen;"

3° unter Ziffer 23° wird nach den Wörtern "das ihm die Nutzung im Sinne von Artikel 3 garantiert" die Wortfolge "und die nicht als "geschlossenes Unternehmensnetz" anerkannt werden" eingefügt.

4° zwischen die Ziffern 23° und 24° werden die Ziffern 23°*bis* und 23°*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

23°*bis* geschlossenes Unternehmensnetz: ein an das Verteilernetz oder an das lokale Übertragungsnetz angeschlossenes Netz, das Strom innerhalb eines Industrie- oder Gewerbegebiets oder eines geographisch begrenzten Gebiets, in dem Leistungen gemeinsam genutzt werden, verteilt, und das nebenbei eine kleine Anzahl Haushaltskunden versorgen kann, die Arbeitnehmer des Eigentümers des Netzes sind, oder auf eine vergleichbare Weise mit ihm verbunden sind, und in dem

a) die Tätigkeiten oder das Produktionsverfahren der Benutzer dieses Netzes aus konkreten technischen oder sicherheitstechnischen Gründen verknüpft sind oder in der Vergangenheit verknüpft waren, oder

b) der Strom dem Eigentümer oder Betreiber des geschlossenen Unternehmensnetzes oder den mit ihnen verbundenen Unternehmen hauptsächlich für ihren eigenen Verbrauch geliefert wird;

23°*ter* "Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes": eine natürliche oder juristische Person, die ein geschlossenes Unternehmensnetz besitzt, oder ein Nutzungsrecht an diesem Netz hat;";

5° die Ziffer 24° wird durch folgenden Text ersetzt:

24° Direktleitung: entweder eine Stromleitung, die einen einzelnen Produktionsstandort mit einem einzelnen Kunden verbindet, oder eine Stromleitung, die einen Stromerzeuger und ein Stromversorgungsunternehmen zum Zwecke der direkten Versorgung ihrer eigenen Betriebsstätten, Tochterunternehmen und zugelassenen Kunden verbindet;";

6° eine Ziffer 31°*bis* mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Ziffern 31° und 32° eingefügt:

31°*bis* MIG (Message Implementation Guide): das Handbuch zur Beschreibung der Regeln, der Verfahren und des Kommunikationsprotokolls, die für den Austausch der technischen und kommerziellen Informationen über die Zugangsstellen zwischen dem Betreiber des Verteilernetzes und den Stromversorgern benutzt werden;";

7° die Ziffer 34° wird aufgehoben;

8° die Ziffer 35° wird durch folgenden Text ersetzt: "35° Ersatzversorger: der vom Netzbetreiber bestimmte Stromversorger, der mit der Lieferung von Strom in folgenden Fällen beauftragt ist: 1° an die Kunden, die zugelassen worden sind, solange sie keinen Stromversorger gewählt haben; 2° an die Endverbraucher, wenn der Stromversorger, mit dem diese Kunden einen Liefervertrag abgeschlossen haben, ausfällt";

9° unter Ziffer 41° wird die Wortfolge "oder über ein geschlossenes Unternehmensnetz" nach "über ein privates Netz" eingefügt;

10° die Ziffern 51° und 52° werden aufgehoben;

11° zwischen die Ziffern 54° und 55° werden die Ziffern 54°*bis* und 54°*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

54°*bis* "Richtlinie 2009/28/EG": die Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG;

54°*ter* "Richtlinie 2009/72/EG": die Richtlinie 2009/72/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/54/EG;";

12° der Artikel wird um eine folgendermaßen verfasste Ziffer 61° ergänzt:

61° "ACER": die Agentur für die Zusammenarbeit der Energieregulierungsbehörden, gegründet durch die Verordnung (EG) Nr. 713/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 zur Gründung einer Agentur für die Zusammenarbeit der Energieregulierungsbehörden."

**Art. 3 -** Artikel 6 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch folgenden Text ersetzt:

"§ 1. Der Betreiber eines Verteilernetzes ist:

1° eine juristische Person öffentlichen Rechts, die insbesondere die Rechtsform einer Interkommunalen haben kann, oder

2° eine juristische Person privaten Rechts, die zu mindestens 70 Prozent, direkt oder indirekt, im Eigentum von juristischen Personen öffentlichen Rechts ist und von Letzteren kontrolliert wird.

In dem in Absatz 1, 2° genannten Fall gelten die Artikel des Gesellschaftsgesetzbuches unbeschadet der in Ausführung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse anwendbaren Bestimmungen;";

2° es wird ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes darf die mit der Aktivität als Betreiber des Verteilernetzes verbundenen Aktiva, einschließlich der Netzinfrastruktur, nicht verpfänden, als Sicherheit oder Garantie hinterlegen, oder auf irgend eine Weise Verpflichtungen dafür eingehen, für andere Zwecke und Aktivitäten als diejenigen als Betreiber des Verteilernetzes.

Im Falle des Konkurses eines in Übereinstimmung mit § 1, Absatz 1, 2° errichteten Verteilernetzbetreibers, und um die Integrität des Verteilernetzes zu schützen, dessen Betreiber der Eigentümer dieses Verteilernetzes ist, sowie im allgemeinen Interesse und angesichts seiner wirtschaftlichen Aufgabe und seiner Aufgabe öffentlichen Dienstes:

1° kann oder können die Person bzw. Personen öffentlichen Rechts, die ihn direkt oder indirekt in Eigentum hatten und/oder ihn kontrollierten, binnen fünfzehn Tagen nach der Veröffentlichung des Beschlusses zur Eröffnung des Konkurses ein Vorkaufsrecht auf den geregelten Sektor der Verteilungsaktivität gelten lassen;

2° kann der geregelte Sektor der Verteilungsaktivität auf jeden Fall nur einer Person zukommen, die als Betreiber eines Verteilernetzes anerkannt werden kann."

**Art. 4 -** Artikel 7*bis* desselben Dekrets, eingeführt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "Netzbetreibers" wird durch "Betreibers eines Verteilernetzes" ersetzt;

2° unter Ziffer 3° wird die Wortfolge "die Gesellschaftsanteile, die" durch "das Verhältnis der Gesellschaftsanteile, die" ersetzt;

3° unter Ziffer 3° wird die Wortfolge "die er am Verteilernetzbetreiber hat" durch "die er am Kapital des Betreibers des Verteilernetzes besitzt" ersetzt.

**Art. 5 -** In dasselbe Dekret wird ein Artikel 7*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 7*ter* - Wenn der Betreiber eines Verteilernetzes in Übereinstimmung mit Artikel 6, § 1, Absatz 1, 2° errichtet ist, gelten folgende ergänzende Bedingungen:

1° die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die direkt oder indirekt einen Teil oder die Gesamtheit eines Verteilernetzbetreibers in Eigentum haben, können sich nur getrennt und bis zu einem bestimmten Betrag verpflichten;

2° in den Verwaltungsorganen stellen die Vertreter der öffentlichen Anteilseigner die Mehrheit dar, und sie verfügen jederzeit über die Mehrheit der Stimmen;

3° die Mehrheit der Vertreter der öffentlichen Anteilseigner sind Mitglieder von Gemeinde- und Provinzialräten und -kollegien. Die Mandate werden in Übereinstimmung mit dem System der Proportionalvertretung gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches verteilt;

4° der Verwaltungsrat umfasst wenigstens 20 Prozent unabhängige Sachverständige im Sinne von Artikel 526ter des Gesellschaftsgesetzbuches, die aufgrund ihrer finanziellen Kenntnisse oder ihrer technischen Fachkunde von der Generalversammlung benannt werden;

5° jeder Beschluss des Verwaltungsrats muss mindestens mit der Mehrheit der Stimmen innerhalb der Gruppe der unter 3° genannten Verwaltungsratsmitglieder gefasst werden;

6° die Generalversammlung genehmigt in Anlehnung an die einschlägige Referenzpraxis einen Verhaltenskodex, in dem u.a. die Regeln in Sachen organisatorische Transparenz bestimmt werden;

7° der Betreiber des Verteilernetzes setzt unter seinen Mitgliedern einen Auditausschuss ein, der sich aus einer Mehrheit von Verwaltungsratsmitgliedern, die der unter Ziffer 3° erwähnten Gruppe angehören, und mindestens einem Verwaltungsratsmitglied, das der unter Ziffer 4° genannten Gruppe von unabhängigen Sachverständigen angehört, zusammensetzt. Der Auditausschuss kann von Amts wegen oder auf Antrag von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates ein begründetes Gutachten abgeben über jeden Entwurf eines Beschlusses, der die Aktivität des Betreibers des Verteilernetzes erheblich beeinträchtigen kann;

8° der Betreiber des Verteilernetzes setzt unter seinen Mitgliedern einen Vergütungsausschuss ein, der sich aus einer Mehrheit von unter Ziffer 3° genannten Verwaltungsratsmitgliedern und mindestens einem unter Ziffer 4° genannten Verwaltungsratsmitglied zusammensetzt. Der Vergütungsausschuss wird damit beauftragt, die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats zu bestimmen, und die Vergütungspolitik zugunsten der Mitglieder des Direktionsausschusses auszuarbeiten;

9° der Verwaltungsrat des Betreibers des Verteilernetzes hat die Pflicht, bei der Beschlussfassung die Transparenz zu gewährleisten. Hierzu gehört die Pflicht für den Verwaltungsrat, seine Tagesordnungen, seine Beschlussentwürfe oder jedes sonstige Dokument, das direkt oder indirekt mit der Aktivität des Betreibers des Verteilernetzes verbunden ist, den Mitgliedern des Auditausschusses mitzuteilen, und zwar zu demselben Zeitpunkt, als sie den Mitgliedern des Verwaltungsrates mitgeteilt werden;

10° der Verwaltungsrat des Betreibers des Verteilernetzes befindet in allen Fällen mittels eines begründeten Beschlusses, wenn dieser Beschluss an ein begründetes Gutachten des Auditausschusses anknüpft.

Was die in Absatz 1, 8° genannte Vergütungspolitik betrifft, bestimmt die Regierung einen Mindest- und einen Höchstbetrag, zwischen denen die Vergütungen in Zusammenhang mit der Aktivität des Netzbetreibers festzulegen sind.

Die Regierung kann die in Absatz 1 genannten Bedingungen präzisieren. Die Regierung kann ebenfalls gegenüber dem Betreiber des Verteilernetzes ergänzende Regeln in Bezug auf das interne Entscheidungsverfahren und die in Absatz 1, 8° genannte Vergütungspolitik bestimmen.

**Art. 6 -** Artikel 8 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

„Der Betreiber des Verteilernetzes ist berechtigt, direkt und/oder indirekt, und innerhalb Grenzen, die in den anwendbaren europäischen Regelungen bestimmt werden, Beteiligungen an den Stromerzeugern oder Betreibern von Übertragungsnetzen zu halten.“;

2° Paragraph 2 wird um die folgenden Absätze ergänzt:

„Der Betreiber des Verteilernetzes kann diese Aktivitäten, einschließlich der gewerblichen Aktivitäten, in Übereinstimmung mit seinem Gesellschaftszweck, direkt oder mittels Beteiligungen an öffentlichen oder privaten, bereits bestehenden oder noch zu gründenden Einrichtungen, Gesellschaften oder Vereinigungen ausüben.

Diese Aktivitäten können nur dann - entweder direkt oder mittels Beteiligungen - ausgeübt werden, wenn sie keinen negativen Einfluss haben auf die Unabhängigkeit des Betreibers des Verteilernetzes oder auf die Erfüllung der ihm durch das Gesetz und das Dekret anvertrauten Aufgaben.

Die vom Betreiber des Verteilernetzes, der andere Aktivitäten als diejenigen in Verbindung mit der Stromverteilung ausübt, gefassten Beschlüsse oder eingegangenen Verpflichtungen, können nicht zum Ziel haben oder bewirken, dass der gute Ablauf der Aufgaben und die Aktivität des Netzbetreibers, einschließlich der Einhaltung seiner Verpflichtungen öffentlichen Dienstes, beeinträchtigt werden.

Jegliche durch den Betreiber des Verteilernetzes und seine Tochtergesellschaften vorgenommene Veräußerung der Infrastruktur und der Ausrüstung, die dem Verteilernetz angehören, unterliegt dem gleichlautenden Gutachten der CWaPE.“;

3° ein Paragraph 2bis mit folgendem Wortlaut wird zwischen § 2 und § 3 eingefügt:

„§ 2bis. Der Betreiber des Verteilernetzes führt in seiner internen Rechnungslegung jeweils getrennte Konten für seine Aktivitäten im Bereich der Stromverteilung, und ggf. für alle anderen Aktivitäten einschließlich für die Gesamtheit der Aktivitäten außerhalb des Stromsektors, genau als ob diese Aktivitäten von rechtlich unterschiedenen Unternehmen ausgeübt wären.

Die Jahresabschlüsse umfassen in ihren Anlagen eine Bilanz sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung für jede Kategorie von Aktivitäten sowie die Regeln, nach denen die Gegenstände des Aktiv- und Passivvermögens sowie die ausgewiesenen Aufwendungen und Erträge den separat geführten Konten zugewiesen wurden.

Einnahmen aus dem Eigentum am Verteilernetz werden in den Konten gesondert ausgewiesen.

Die Regierung kann die auf den Betreiber des Verteilernetzes anwendbaren Regeln in Bezug auf die Transparenz der Buchhaltung präzisieren.“;

4° Paragraph 3 wird durch folgenden Text ersetzt:

„Der Betreiber eines Verteilernetzes bestimmt einen oder mehrere Ersatzversorger.“.

**Art. 7 -** Artikel 10 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1, Absatz 3 wird aufgehoben;

2° in Paragraph 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

„Wenn eine in Artikel 6, § 1, Absatz 1, 1° genannte, als Betreiber des Verteilernetzes bezeichnete juristische Person öffentlichen Rechts zur Gelegenheit der Übergabe eines Tätigkeitssektors alle Rechte, die sie an einem Netz besitzt, einer in Artikel 6, § 1, Absatz 1, 2° genannten juristischen Person privaten Rechts überträgt, wird die ursprüngliche Bezeichnung der juristischen Person öffentlichen Rechts, die die Übergabe tätigt, als Betreiber des Verteilernetzes von Rechts wegen und unter denselben Bedingungen der juristischen Person privaten Rechts übertragen, die den Tätigkeitssektor übernimmt; dies gilt bis zum Ablauf der Periode, für die die Bezeichnung ursprünglich erteilt worden war.“.

**Art. 8** - Artikel 11, § 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch den folgenden Text ersetzt:

"Der Netzbetreiber ist verpflichtet, den Betrieb, die Instandhaltung und die Entwicklung des Netzes, für das er bezeichnet worden ist, unter sozial, technisch und wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen zu gewährleisten, einschließlich der Verbundschaltungen mit anderen elektrischen Netzen, um unter Rücksicht auf die Umwelt und die Energieeffizienz, die Sicherheit und Kontinuität der Versorgung sicherzustellen. Die Regierung bestimmt den Begriff der sozial, technisch und wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen.";

2° in Absatz 2 wird eine Ziffer 1°*bis* mit folgendem Wortlaut nach der Ziffer 1° eingefügt:

"1°*bis* die Entwicklung von Kapazitäten zur Beobachtung, Kontrolle und Prognose der Stromflüsse zur Gewährleistung der operativen Führung des Netzes;"

3° in Absatz 2, 2° wird die Wortfolge "in diesem Rahmen" durch "insbesondere im Falle, wo diese Aktivitäten ihm zufallen" ersetzt;

4° in Absatz 2, 3° wird die Wortfolge "in diesem Zusammenhang" durch "insbesondere im Falle, wo diese Aktivitäten ihm zufallen," ersetzt;

5° Absatz 2 wird um die Ziffern 8° bis 11° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"8° den Anlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen, oder den hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen beim Engpassmanagement den Vorrang geben;

9° Produktion oder Kauf von Energie zur Deckung der Verluste und Aufrechterhaltung von Kapazitätsreserven nach transparenten und nichtdiskriminierenden Verfahren, wobei dem Grünstrom den Vorrang gegeben wird, wenn dieser keine Mehrkosten verursacht;

10° bei der Planung der weiteren Entwicklung des Netzes die möglichen Maßnahmen zur Energieeffizienz, zum Nachfragemanagement und zur Aufnahme der Produktionsanlagen untersuchen, um die Erhöhung oder den Ersatz von Kapazitäten des Netzes zu vermeiden;

11° Ermittlung von Betrugsfällen an elektrischen Anlagen, Ersatz der anschließend an diese Betrugsfälle beschädigten Anlagen und Beitreibung der nicht bezahlten Energiegebühren sowie der technischen und administrativen Kosten in Zusammenhang mit dem Betrugmanagement bei dem Endverbraucher und/oder den Personen, die von der unbezahlten Energie profitiert haben."

**Art. 9** - In Artikel 12 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird ein Paragraph 1*bis* mit folgendem Wortlaut zwischen § 1 und § 2 eingefügt:

"§ 1*bis*. Der Betreiber des Verteilernetzes wahrt die Vertraulichkeit wirtschaftlich empfindlicher Informationen, von denen er bei der Ausübung seiner Geschäftstätigkeiten Kenntnis erlangt und vermeidet, dass Informationen über seine Tätigkeiten, die kommerziell von Vorteil sein könnten, auf diskriminatorische Weise verbreitet werden.

Der Netzbetreiber verzichtet auf die Übermittlung der vorgenannten Information an Unternehmen, die direkt oder indirekt im Bereich der Stromerzeugung und/oder -versorgung aktiv sind.

Er verzichtet ebenfalls darauf, sein Personal solchen Unternehmen zu übertragen.

Wenn der Netzbetreiber einem Elektrizitätsunternehmen Strom verkauft oder abkauft, verzichtet er auf eine missbräuchliche Nutzung der wirtschaftlich sensiblen Informationen, die er von Dritten bei ihrem Zugang zum Netz oder bei den Verhandlungen betreffend ihren Zugang zum Netz erhalten hat.

Die für einen wirksamen Wettbewerb und das gute Funktionieren des Markts erforderlichen Informationen werden veröffentlicht. Der Schutz wirtschaftlich empfindlicher Daten bleibt von dieser Verpflichtung unberührt.

Die Regierung kann die auf den Betreiber des Verteilernetzes anwendbaren Regeln in Bezug auf die Vertraulichkeit präzisieren."

**Art. 10** - Artikel 13 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in dem einleitenden Satz wird nach "Im Einvernehmen mit den Netzbetreibern" die Wortfolge "und nach Anhörung des Allgemeinen Rates" eingefügt;

2° unter Ziffer 6° wird "die Anschlussgarantie nach Artikel 25*decies* und die Zugangsgarantie nach Artikel 26, und" vor "der Vorrang, der" eingefügt;

3° die Ziffer 13° wird durch folgenden Text ersetzt: "die für die privaten Stromnetze und geschlossenen Unternehmensnetze geltenden technischen und administrativen Vorschriften und die technischen Verpflichtungen zu Lasten des besagten Netzbetreibers";

4° die Ziffer 14° wird durch folgenden Text ersetzt: "für die Betreiber von Verteilernetzen, die Bedingungen, die Kriterien und das Bezeichnungsverfahren sowie die Modalitäten für die Leistung des Ersatzversorgers";

5° der Artikel wird um eine folgendermaßen verfasste Ziffer 17° ergänzt:

"17° die Fälle, in denen die Aussetzung des Zugangs, die Außerbetriebsetzung oder die Abschaffung eines Anschlusses, das Auferlegen von Anpassungen an die Anlagen des Netzbenutzers oder gar deren Abschaffung durch den Netzbetreiber erlaubt sind, und die diesbetreffenden Modalitäten."

**Art. 11** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 13*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13*bis* - Das in der Wallonischen Region anwendbare MIG wird von den Netzbetreibern ausgearbeitet, nach Absprache mit den Stromversorgern innerhalb einer Zusammenarbeitsplattform, an der die gesamten in der Wallonischen Region aktiven Stromversorger, Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen, und Netzbetreiber teilnehmen. Die CWaPE verfügt über ein Vetorecht gegen die innerhalb dieser Plattform gefassten Beschlüsse. Das Vetorecht gilt im Falle eines Beschlusses, der gegen das Dekret, seine Ausführungserlasse oder das Allgemeininteresse verstößt. Die Regierung legt das Verfahren und die Durchführungsbestimmungen für die Ausübung des Vetorechts fest."

**Art. 12** - Artikel 14 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° es wird ein § 1 mit folgendem Wortlaut vor die Absätze 1 und 2, deren aktueller Text den Paragraphen 3 bilden wird, eingefügt:

"§ 1. Was die Rechte, Pflichten und Tarife der Betreiber von Verteilernetzen betrifft, gelten Artikel 12*bis* des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts und Artikel 15/5*ter* des Gesetzes vom 12. April 1965 hinsichtlich des Transportes von gasförmigen Produkten durch Leitungen weiterhin für die Wallonische Region nach dem Inkrafttreten des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform, durch das die Befugnis betreffend die Tarife für die Gas- und Stromversorgung den Regionen zugeteilt wird, unter Vorbehalt folgender Abänderungen:

1° "das Wort "Kommission" wird durch "CWAPE" ersetzt;

2° das Wort "Abgeordnetenversammlung" wird durch "Wallonisches Parlament" ersetzt;

3° in § 2, erster Satz, wird die Wortfolge "nach Absprache mit den regionalen Regulierungsbehörden" aufgehoben;

4° in § 14 wird "Appellationshof von Brüssel" durch "Appellationshof von Lüttich" ersetzt.

Abweichend von Absatz 1 wird die Tarifmethodik betreffend den Zeitraum 2015-2016 nach einem geeigneten Verfahren, einschließlich der Bekanntmachungsmaßnahmen, ausgearbeitet, das die gültigen Leitlinien beachtet, und vernünftige Fristen aufweist, die die CWaPE mit den Betreibern der Verteilernetze abspricht.”;

2° es wird ein § 2 mit folgendem Wortlaut vor die Absätze 1 und 2, deren aktueller Text den Paragraphen 3 bilden wird, eingefügt:

”§ 2. Die Methodik bestimmt die Modalitäten für die Miteinbeziehung und Kontrolle der nicht zu verwaltenden Kosten, die in den Ruhegehaltsaufwendungen der unter öffentlichem Status befindlichen Bediensteten des Netzbetreibers oder der Tochtergesellschaft oder des Enkelunternehmens mit einer geregelten Aktivität der Betreuung eines Verteilernetzes bestehen.”;

3° Absatz 1, der zu Absatz 1 von § 3 geworden ist, wird wie folgt ergänzt: ”, so wie sie von der CWaPE genehmigt worden sind”;

4° Absatz 2, der zu Absatz 2 von § 3 geworden ist, wird aufgehoben.

**Art. 13** - Artikel 15 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird wie folgt ergänzt: ”, unter sozial, technisch und wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen. Die Regierung bestimmt den Begriff der sozial, technisch und wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen.”;

b) zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Bei der Ausarbeitung ihres Anpassungsplans erwägen die Netzbetreiber insbesondere die Maßnahmen zum intelligenten Netzmanagement, zum aktiven Nachfragemanagement, zur Verbesserung der Energieeffizienz, zur Integration dezentraler Stromerzeugungsanlagen und zu flexiblen Zugängen, um eine Stärkung der Netzkapazität zu vermeiden.”;

c) in Absatz 2, der nun Absatz 3 geworden ist, werden die Wörter ”und die Aktualisierung” zwischen ”für die Erstellung” und ”des Anpassungsplans” eingefügt;

d) in Absatz 3, der nun Absatz 4 geworden ist, wird die Wortfolge ”über einen Zeitraum von drei Jahren” durch ”über einen Zeitraum, der dem Tarifzeitraum entspricht” ersetzt;

e) Absatz 4, der nun Absatz 5 geworden ist, wird aufgehoben;

f) Absatz 6 wird durch folgenden Text ersetzt:

”Er erstreckt sich über einen Zeitraum von sieben Jahren, wird alle zwei Jahre angepasst, und jedes Jahr aktualisiert. Für die Aktualisierungen sieht die technische Regelung ein vereinfachtes Verfahren vor.”;

2° Paragraph 2 wird wie folgt abgeändert:

a) der erste Satz von Paragraph 2 lautet nun: ”Im Anpassungsplan wird eine ausführliche Veranschlagung des Bedarfs an Verteilungs- oder lokaler Übertragungskapazität, unter Angabe der damit verbundenen Hypothesen unter Berücksichtigung der wahrscheinlichen Entwicklung des Verbrauchs und der dezentralen Erzeugungsanlagen sowie der Maßnahmen in Verbindung mit dem intelligenten Netzmanagement, sowie das Investitionsprogramm dargestellt, zu dessen Durchführung sich der Netzbetreiber verpflichtet, um diesen Bedarf unter sozial, technisch und wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen abzudecken.”;

b) der zweite Satz von Paragraph 2 lautet: ”Die Haushaltsmittel, die der Netzbetreiber zu diesem Zweck einzusetzen beabsichtigt, werden ebenfalls angegeben.”;

c) der Paragraph 2 wird um folgenden Absatz ergänzt:

”Der Anpassungsplan umfasst wenigstens folgende Angaben:

1° eine Beschreibung der bestehenden Infrastruktur, deren Alters und Nutzungsgrads, wobei für die wichtigsten strukturellen Mittelspannungsausrüstungen ihr Altersprofil und der Vergleich zwischen den Spitzenmessungen und ihrer technischen Leistung angegeben werden;

2° eine Einschätzung und eine Beschreibung der Leistungsbedürfnisse, unter Berücksichtigung der wahrscheinlichen Entwicklung der Produktion, des Verbrauchs, der Szenarien für die Entwicklung der Öko-Mobilität, der Maßnahmen im Bereich der Energieeffizienz und des Nachfragemanagements, und des Austauschs mit anderen Netzen;

3° eine Beschreibung der eingesetzten Mittel und der vorzunehmenden Investitionen, um den eingeschätzten Bedürfnissen Rechnung zu tragen, ggf. einschließlich des Ausbaus oder der Installation von Verbundschaltungen, sowie ein Verzeichnis der bereits beschlossenen wichtigen Investitionen, eine Beschreibung der neuen wichtigen Investitionen, die während des berücksichtigten Zeitraums durchzuführen sind, und einen Zeitplan für diese Investitionsprojekte;

4° die Bestimmung der verfolgten Qualitätsziele für die Dienstleistung, insbesondere betreffend die Dauer der Betriebsstörungen und die Qualität der Netzspannung;

5° die Liste der während des abgelaufenen Jahres durchgeführten Notfalleinsätze;

6° ggf. den Zustand der Studien, Projekte und Verwirklichungen im Bereich der intelligenten Netze und intelligenten Messsysteme;

7° die getroffenen Maßnahmen im Rahmen der Versorgung und des Anschlusses der Stromerzeugungseinheiten, die Identifizierung und Quantifizierung eventueller Mehrkosten in Verbindung mit der Integration von Grünstromerzeugungsanlagen, insbesondere betreffend den Vorrang, der den Erzeugungseinheiten, die erneuerbare Energiequellen benutzen, und hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungseinheiten gegeben wird;

8° auf der Grundlage der Zielsetzungen im Bereich der Produktion grüner Energien, eine Kartographie des Mittelspannungs- und des Hochspannungsnetzes, in der die Gebiete identifiziert werden, die eine Anpassung zwecks der Integration der Anlagen zur Erzeugung grüner Energien benötigen, in Übereinstimmung mit Artikel 26;

9° die Politik im Bereich der Verringerung der technischen und verwaltungsrelevanten Verluste.”;

3° der Artikel wird um zwei Paragraphen 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”§ 4. Die Netzbetreiber sind verpflichtet, die Investitionen durchzuführen, deren Verwirklichung in ihren Anpassungsplänen erwähnt wird, außer in Fällen höherer Gewalt oder wegen zwingender Gründe, die außerhalb ihrer Kontrolle liegen.

§ 5. Die CWaPE überwacht und kontrolliert die Umsetzung der Anpassungspläne. Die CWaPE kann die Netzbetreiber dazu zwingen, einen Teil oder die Gesamtheit der Investitionen zu verwirklichen, die kraft dieser Anpassungspläne hätten umgesetzt werden sollen.”.

**Art. 14** - Artikel 15bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch folgenden Text ersetzt:

“§ 1. Privatnetze werden untersagt, außer in folgenden Fällen:

1° Privatnetze, wo der Verbrauch der Downstream-Kunden zeitweilig ist, mit einer Höchstdauer von zwölf Wochen pro Jahr, wie z.B. Märkte, Veranstaltungen, Jahrmärkte, ...;

2° Privatnetze, wo der Verbrauch der Downstream-Haushaltskunden nur die Komponente einer globalen Dienstleistung darstellt, die ihnen vom Eigentümer des Standorts angeboten wird, wie z.B. die Vermietung von Garagen, Studentenzimmern, Zimmern in einem Altenheim oder eines Ferienhauses;

3° Dauersiedlungen, deren Liste von der Regierung festgelegt wird; in diesem Fall ist der Betreiber des Privatnetzes die natürliche oder juristische Person, die die Dauersiedlung verwaltet, oder sein Vertreter;

4° Privatnetze, die sich innerhalb eines einzigen Bürogebäudes befinden.”;

2° in Paragraph 2 wird die Wortfolge “und die Wartung des Privatnetzes” durch “, die Wartung und die Sicherheit des Privatnetzes” ersetzt;

3° in Paragraph 2 wird die Wortfolge “Im Übrigen werden die jeweiligen Rechte und Verpflichtungen des Privatnetzbetreibers und des Netzbetreibers, insbesondere gegenüber dem Downstream-Kunden, nach Absprache mit dem CWaPE von der Regierung festgelegt” durch folgende Wortfolge ersetzt “Die jeweiligen Rechte und Verpflichtungen des Privatnetzbetreibers und des Downstream-Kunden werden nach Begutachtung durch die CWaPE von der Regierung festgelegt.”;

4° Paragraph 3 wird durch folgenden Text ersetzt:

“Der Privatnetzbetreiber schließt einen Anschlussvertrag mit dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes oder des Verteilernetzes, an das er angeschlossen ist, und einen Zugangsvertrag mit dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes.”;

5° Artikel 15bis wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 4. Das Privatnetz ist nur an einer einzigen Stelle an das Verteilernetz oder an das lokale Übertragungsnetz angeschlossen, es sei denn, der Betreiber des Netzes, an das es angeschlossen ist, hat eine vorherige Genehmigung für einen mehrfachen Anschluss erteilt.”.

**Art. 15** - Artikel 15ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird durch folgenden Text ersetzt:

“§ 1. Die geschlossenen Unternehmensnetze unterliegen der Erteilung einer individuellen Genehmigung durch die CWaPE, nach Rücksprache mit dem Betreiber des Netzes, an das das geschlossene Netz einen Anschluss beabsichtigt. Diese Genehmigung wird auf der Homepage der CWaPE veröffentlicht.

Was die geschlossenen Unternehmensnetze betrifft, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegender Bestimmung bereits bestehen, oder durch die Abtretung an eine Drittperson eines Teils eines zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegender Bestimmung bereits bestehenden internen Netzes im Anschluss an die Anschaffung eines Teils des Standorts durch ein anderes Unternehmen entstanden sind, hat der Netzbetreiber in Abweichung von vorigem Absatz sein Netz binnen sechs Monaten ab dem Inkrafttreten vorliegender Bestimmung oder ab dieser Anschaffung bei der CWaPE anzumelden. Durch diese Anmeldung erhält er die Eigenschaft als Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes.

Bei der Inbetriebnahme neuer Stromerzeugungseinheiten (mit Ausnahme von Notstromaggregaten) innerhalb eines bereits bestehenden oder künftigen geschlossenen Unternehmensnetzes, müssen mindestens fünfzig Prozent der Stromerzeugungskapazität grünen Ursprungs sein, wenn dies technisch-wirtschaftlich begründet ist. Die energetische Verwertung von vor Ort erzeugten Abfällen wird innerhalb von geschlossenen Unternehmensnetzen unter Beachtung der anwendbaren Gesetzgebung erwogen, insofern sie technisch und wirtschaftlich begründet ist.

Was die in Absatz 2 genannten geschlossenen Unternehmensnetze betrifft, ist der Netzbetreiber verpflichtet, zu seinen Kosten die technische Konformität durch eine zugelassene Einrichtung prüfen zu lassen, deren Bericht innerhalb eines Jahres nach der Anmeldung seines Netzes der CWaPE mitgeteilt wird.

Die Bedingungen, Modalitäten und das Verfahren zur Erteilung der individuellen Genehmigung werden nach Begutachtung durch die CWaPE durch die Regierung bestimmt. Die in Absatz 1 genannte Genehmigung umfasst außerdem die Benennung eines Betreibers des geschlossenen Unternehmensnetzes.

§ 2. In Abweichung von vorliegendem Dekret haben die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen folgende Verpflichtungen:

1° jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes meldet sein geschlossenes Unternehmensnetz und die eventuelle Entwicklung von an dieses Netz angeschlossenen Stromerzeugungseinheiten bei der CWaPE an;

2° jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes verzichtet im Rahmen dieses Amtes auf jegliche Diskriminierung zwischen den Benutzern seines geschlossenen Unternehmensnetzes;

3° jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes modalisiert den Anschluss und den Zugang zu diesem Netz durch einen Vertrag mit den Benutzern des geschlossenen Unternehmensnetzes. Diese Verträge bestimmen insbesondere:

a) die technischen Mindestanforderungen für die Planung und den Betrieb der an das geschlossene Unternehmensnetz angeschlossenen Anlagen, die Höchstleistungen am Anschluss und die Versorgungsmerkmale;

b) die kommerziellen Bedingungen des Anschlusses und Zugangs zu dem geschlossenen Unternehmensnetz;

c) die Bedingungen für die Abschaltung des Anschlusses wegen der Nichteinhaltung der vertraglichen Verpflichtungen oder zwecks der Sicherheit des geschlossenen Unternehmensnetzes.

Die für die Tarife der Stromverteilung oder der lokalen Übertragung zuständige Regulierungsbehörde ist ebenfalls im Falle von Beschwerden eines Benutzers des geschlossenen Unternehmensnetzes gegen die Bedingungen der Entlohnung des Betreibers des geschlossenen Unternehmensnetzes zuständig;

4° die Entlohnung der Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen erfolgt unter Einhaltung des Pflichtrahmens, der von der zuständigen Behörde beschlossen wird;

5° jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes sorgt gegenüber den Benutzern des von ihm verwalteten geschlossenen Unternehmensnetzes für:

a) eine detaillierte und deutliche Inrechnungstellung, die auf ihren jeweiligen Stromverbrauchs- oder Stromeinspeisungsdaten sowie auf den in vorigem Artikel genannten Tarifgrundsätzen und/oder Entlohnungen beruht;

b) eine faire Verteilung auf ihren Rechnungen der auf die Rechnungen für die Übertragung, lokale Übertragung und Verteilung angewandten Mehrkosten, unter Einhaltung der für all diese Mehrkosten anwendbaren Grundsätze;

c) die Mitteilung der relevanten Stromverbrauchs- und Stromeinspeisungsdaten sowie der Daten für einen effizienten Zugang zum Netz;

6° jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes schützt die Vertraulichkeit der kommerziell empfindlichen Informationen der Netzbenutzer, von denen er im Rahmen seiner Aktivität Kenntnis hat, außer im Falle einer gegenseitigen Rechtsverpflichtung;

7° jeder Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes weist der CWaPE die technische Übereinstimmung seines geschlossenen Unternehmensnetzes mit der technischen Regelung nach, in Übereinstimmung mit von der CWaPE bestimmten Modalitäten;

8° Der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes ist verpflichtet, den Betrieb, die Instandhaltung und die Entwicklung des Netzes, für das er bezeichnet worden ist, unter wirtschaftlich vertretbaren Bedingungen zu gewährleisten, einschließlich der Verbundschaltungen mit anderen elektrischen Netzen, um unter Rücksicht auf die Umwelt und die Energieeffizienz, die Sicherheit und Kontinuität der Versorgung sicherzustellen;

9° der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes ist verpflichtet, die tatsächliche Zulässigkeit des Kunden, der einen entsprechenden Antrag stellt, zu garantieren, wenn kein Mandat gemäß Artikel 31, § 1 gewährt worden ist.

§ 3. Der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes schließt einen Anschlussvertrag mit dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes oder des Verteilernetzes, an das er angeschlossen ist, und einen Zugangsvertrag mit dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes ab.

§ 4. Es gibt nur einen Anschluss zwischen dem Verteilernetz oder dem lokalen Übertragungsnetz und dem geschlossenen Unternehmensnetz, außer wenn eine vorherige schriftliche Genehmigung des Netzbetreibers oder eine im Anschlussvertrag ausdrückliche Vereinbarung, in der die Modalitäten angegeben werden, vorliegt. Diese Bestimmung betrifft nicht die Notstromaggregate.“.

**Art. 16** - Artikel 15<sup>quater</sup>, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird aufgehoben.

**Art. 17** - Artikel 16, § 2 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Absatz 1 wird eine Ziffer 2bis mit folgendem Wortlaut nach der Ziffer 2 eingefügt: "2°bis die Tochtergesellschaft wie gemäß Artikel 7 gehalten";

2° in Absatz 2 wird die Ziffer 5° durch folgenden Text ersetzt: "5° die Tochtergesellschaft kann andere Aufgaben als diejenigen in Verbindung mit der täglichen Geschäftsführung der im Strom- und Gassektor von den oder den angeschlossenen Netzbetreibern ausgeübten Tätigkeiten übernehmen.

In dieser Annahme werden die verschiedenen in Absatz 1 genannten Tätigkeiten in den Satzungen der Tochtergesellschaft als getrennte Tätigkeitssektoren angegeben, die über Beratungsorgane verfügen, die für den betreffenden Sektor spezifisch sind, und deren Zusammensetzung auf den repräsentativen Anteilen dieses Sektors beruht, und für die eine getrennte Buchführung besteht, genau als ob diese Tätigkeiten von rechtlich unterschiedenen Unternehmen ausgeübt wären. Die Jahresabschlüsse der Tochtergesellschaft umfassen in ihren Anlagen eine Bilanz sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung für jede Kategorie von Aktivitäten nach Absatz 1, sowie die Regeln, nach denen die Gegenstände des Aktiv- und Passivvermögens sowie die ausgewiesenen Aufwendungen und Erträge den separat geführten Konten zugewiesen wurden. Diese Regeln können nur ausnahmsweise abgeändert werden, und diese Abänderungen müssen in der Anlage zu den Jahresabschlüssen angegeben und ordnungsgemäß begründet werden.

3° ein neuer Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut wird beigefügt:

"§ 4. In der Annahme, dass der Betreiber des Verteilernetzes oder seine Tochtergesellschaft, der die Ausübung der Aufgaben nach Paragraph 2 anvertraut wurde, eine Unterstruktur mit der Ausübung ihrer Aufgaben und Verpflichtungen bevollmächtigt, sind die Bestimmungen vorliegenden Artikels auf ihn bzw. sie anwendbar. Der Betreiber des Verteilernetzes oder gegebenenfalls seine Tochtergesellschaft gilt als Inhaber der Aufgaben und Verpflichtungen, die sich aus vorliegendem Dekret ergeben.“.

**Art. 18** - Artikel 20 desselben Dekrets, in seiner durch das Dekret vom 17. Juli 2008 abgeänderten Fassung, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird um folgende Sätze ergänzt:

"Bei einer Fusion zwischen Betreibern von Verteilernetzen kann der Netzbetreiber eine jährliche regionale Gebühr festlegen, die dem geographischen Gebiet entspricht, das durch die früheren, am 31. Dezember 2012 bestehenden Betreiber von Verteilernetzen versorgt war. In diesem Fall sind die Parameter der Formel, die für die Festlegung der Gebühr zu berücksichtigen sind, diejenigen, die das geographische Gebiet betreffen, das durch den früheren Betreiber des Verteilernetzes versorgt war.“;

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 4 und 5 eingefügt:

"Der Netzbetreiber überträgt die Gebühr des Jahres n auf das Jahr n+1, wobei er sie gleichmäßig verteilt, und zwar dadurch, dass er den Zugangsinhabern einen Zuschlag in Rechnung stellt für die Benutzung des Netzes durch ihre Endverbraucher auf der Grundlage der im Jahre n in Rechnung gestellten kWh.“.

**Art. 19** - Artikel 25<sup>bis</sup> desselben Dekrets, eingeführt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2, Absatz 1 wird das Wort "dreißig" durch "sechzig" ersetzt:

2° Paragraph 4 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Unter Androhung der Unzulässigkeit wird die Beschwerde innerhalb einer Frist von einem Jahr ab der Zustellung des beanstandeten Beschlusses der CWaPE zugestellt; wurde kein Beschluss zugestellt, läuft diese einjährige Frist ab dem letzten Tag, an dem der Netzbetreiber über den Antrag auf Entschädigung befinden musste.“.

**Art. 20** - Die Überschrift von Kapitel IV, Abschnitt III, Unterabschnitt II wird durch Folgendes ersetzt: "Entschädigung wegen eines verwaltungstechnischen Fehlers, wegen Anschlussverzugs oder wegen eines Verzugs der zentralen Anlaufstelle“.

**Art. 21** - Artikel 25<sup>ter</sup> desselben Dekrets, eingeführt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2, Absatz 1 wird das Wort "dreißig" durch "sechzig" ersetzt:

2° in Paragraph 3, Absatz 1 wird die Wortfolge "Diese Beschwerde ist spätestens drei Monate nach Versanddatum des Entschädigungsantrags einzureichen." durch folgende Bestimmung ersetzt: "Unter Androhung der Unzulässigkeit wird diese Beschwerde spätestens binnen drei Monaten ab der Zustellung des beanstandeten Beschlusses zugestellt; wurde kein Beschluss zugestellt, ist die Beschwerde ab dem letzten Tag, an dem der Verteilernetzbetreiber, oder ggf. der Stromversorger, über den Antrag auf Entschädigung befinden musste, einzureichen.“;

3° in Paragraph 3, Absatz 2 werden die Wörter "binnen der in Absatz 1 genannten Frist" vor "den schriftlichen Nachweis erbringt" eingefügt;



4° in Paragraph 3, Absatz 3 wird der Satz: "Ist sie der Auffassung, dass der Antrag begründet ist, so arbeitet sie innerhalb von dreißig Kalendertagen einen Vorschlag für eine Stellungnahme in diesem Sinne aus, den sie dem Netzbetreiber per Einschreiben zustellt." durch folgende Bestimmung ersetzt: "Der regionale Vermittlungsdienst kann bei dem Antragsteller, dem Netzbetreiber oder dem Stromversorger schriftlich die Mitteilung zusätzlicher Auskünfte beantragen. Der regionale Vermittlungsdienst legt die Frist fest, binnen deren die Informationen zu vermitteln sind; ist dies nicht der Fall, beträgt die Frist 15 Kalendertage ab dem Eingang des Antrags. Ist er der Auffassung, dass der Antrag auf Entschädigung begründet ist, so arbeitet er innerhalb von dreißig Kalendertagen nach Eingang der Akte oder der zusätzlichen Auskünfte einen Vorschlag für ein Gutachten in diesem Sinne aus, den er dem Netzbetreiber per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat, zustellt.";

5° in Paragraph 3, Absatz 6 wird die Wortfolge "Die Artikel 53 ff. finden Anwendung" aufgehoben.

**Art. 22** - Artikel 25<sup>quater</sup> desselben Dekrets, eingeführt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 1° wird durch folgende Wortfolge ersetzt: "Bei Anschlüssen für Haushaltskunden: innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen, die, wenn nichts anderes vereinbart wurde, ab dem Eingangsdatum der Zahlung des Betrags des Anschlussangebots des Netzbetreibers läuft, wobei dieser nicht vor der Ausstellung der verschiedenen erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen tätig werden darf;"

2° Paragraph 1, Absatz 1, 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Bei den übrigen Kunden für Niederspannung: unter Übernahme der technischen und finanziellen Voraussetzungen des Anschlusses innerhalb der in dem Schreiben des Netzbetreibers an den Kunden genannten Frist, die, wenn nichts anderes vereinbart wurde, ab dem Eingangsdatum der Zahlung des Betrags des Anschlussangebots des Netzbetreibers läuft, wobei dieser nicht vor der Ausstellung der verschiedenen erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen tätig werden darf;"

3° Paragraph 1, Absatz 1, 3° wird wie folgt ergänzt: ", wenn keine ausdrückliche Vertragsbestimmung vorliegt, läuft diese Frist ab dem Eingangsdatum der Zahlung des Betrags des Anschlussangebots des Netzbetreibers.";

4° Paragraph 1 wird um einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In folgenden Fällen ist keine Entschädigung zu zahlen:

1° wenn die Nichteinhaltung der oben genannt Fristen auf die Nichtdurchführung durch den Netzbetreiber der zu seinen Lasten fallenden Arbeiten zurückzuführen ist;

2° wenn der Netzbetreiber die Verpflichtungen, die vor der Durchführung des Anschlusses zu erfüllen waren, nicht beachtet hat.";

5° in Paragraph 2 wird in der französischen Fassung das Wort "courrier" gestrichen;

6° in Paragraph 3, Absatz 1 wird der zweite Satz durch folgenden Satz ersetzt:

"Unter Androhung der Unzulässigkeit wird diese Beschwerde höchstens binnen drei Monaten ab der Zustellung des beanstandeten Beschlusses eingereicht; wurde kein Beschluss zugestellt, läuft diese Frist ab dem letzten Tag, an dem der Netzbetreiber über den Antrag auf Entschädigung befinden musste.";

7° In Paragraph 3, Absatz 2 werden die Wörter "binnen der in Absatz 1 genannten Frist" vor "den schriftlichen Nachweis erbringt" eingefügt;

8° Paragraph 3, Absatz 3 wird durch folgenden Satz ersetzt:

"Der regionale Vermittlungsdienst bearbeitet den Antrag. Er kann bei dem Antragsteller, dem Netzbetreiber oder dem Stromversorger schriftlich die Mitteilung zusätzlicher Auskünfte beantragen. Der regionale Vermittlungsdienst legt die Frist fest, binnen deren die Informationen zu vermitteln sind; ist dies nicht der Fall, beträgt die Frist 15 Kalendertage ab dem Eingang des Antrags. Ist er der Auffassung, dass der Antrag auf Entschädigung begründet ist, so arbeitet er innerhalb von dreißig Kalendertagen nach Eingang der Akte oder der zusätzlichen Auskünfte einen Vorschlag für ein Gutachten in diesem Sinne aus, den er dem Netzbetreiber per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat, zustellt. Der Netzbetreiber verfügt über fünfzehn Kalendertage ab dem Eingang der Zustellung, um seine Einwände vorzubringen. Er übermittelt sie dem regionalen Vermittlungsdienst per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat.";

9° in Paragraph 3, Absatz 4 der französischen Fassung wird das Wort "courrier" gestrichen;

10° in Paragraph 3, Absatz 5 wird der Satz "Die Artikel 53 ff. finden Anwendung." aufgehoben.;

11° Der letzte Satz von Paragraph 4 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Hält sich der Netzbetreiber nicht an diese neue Frist, kann die CWAPE das in Artikeln 53 ff. genannte Verfahren einleiten, und dem Netzbetreiber ggf. eine administrative Geldbuße auferlegen."

**Art. 23** - In Kapitel IV, Abschnitt III, Unterabschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Artikel 25<sup>quater</sup>/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 25<sup>quater</sup>/1 - § 1. Jeder Stromerzeuger, der eine Photovoltaikanlage mit einer Leistung unter oder gleich 10 kVA besitzt, die an das Niederspannungsverteilernetz angeschlossen ist, und der ein Formular zur Beantragung der Inbetriebsetzung dieser Anlage eingereicht hat, hat Anspruch auf eine von der Regierung festgelegte Tagespauschalentschädigung, die zu Lasten des Netzbetreibers fällt, wenn dieser die Akte in der Datenbank der CWAPE nicht eingetragen hat, seine Zustimmung zur Inbetriebsetzung der Anlage nicht zugestellt hat, und ggf. binnen 45 Kalendertagen ab dem Eingang des vollständigen Formulars dem Stromerzeuger den Anspruch auf die Ausgleichszahlung nicht gewährt hat.

Es wird keine Entschädigung geschuldet, wenn der Benutzer des Netzes die Verpflichtungen, die vor der Inbetriebnahme der Anlage zu erfüllen sind, nicht eingehalten hat, oder wenn der Antrag unzulässig ist.

§ 2. Der Stromerzeuger richtet den Entschädigungsantrag innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab Überschreitung der in § 1 angegebenen Frist per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat, an den Betreiber des Netzes, an das er angeschlossen ist. Der Stromerzeuger trägt in diesem Formular die für die Bearbeitung seines Antrags wesentlichen Angaben ein. Um dem betroffenen Kunden die Beantragung zu erleichtern, stellt der Netzbetreiber den Stromerzeugern ein von der CWAPE genehmigtes Entschädigungsantragsformular zur Verfügung. Dieses Formular kann insbesondere auf der Internetseite des Netzbetreibers abgerufen werden.

Der Netzbetreiber entschädigt den Kunden innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang des Entschädigungsantrags.

§ 3. Ergeht innerhalb der gesetzten Frist keine Antwort seitens des Netzbetreibers oder wird die Entschädigung verweigert, so kann der Kunde den in Artikel 48 genannten regionalen Vermittlungsdienst mit dem Antrag befragen. Unter Androhung der Unzulässigkeit wird diese Beschwerde höchstens binnen drei Monaten ab der Zustellung des beanstandeten Beschlusses eingereicht; wurde kein Beschluss zugestellt, läuft diese Frist ab dem letzten Tag, an dem der Netzbetreiber über den Antrag auf Entschädigung befinden musste.

Der Antrag ist nur zulässig, wenn der Antragsteller binnen der in Absatz 1 genannten Frist den schriftlichen Nachweis erbringt, dass er zuvor erfolglos versucht hat, die Zahlung der Entschädigung direkt bei dem Netzbetreiber durchzusetzen.

Der regionale Vermittlungsdienst bearbeitet den Antrag. Er kann bei dem Antragsteller, dem Netzbetreiber oder dem Stromversorger schriftlich die Mitteilung zusätzlicher Auskünfte beantragen. Der regionale Vermittlungsdienst legt die Frist fest, binnen deren die Informationen zu vermitteln sind; ist dies nicht der Fall, beträgt die Frist 15 Kalendertage ab dem Eingang des Antrags. Ist er der Auffassung, dass der Antrag auf Entschädigung begründet ist, so arbeitet er innerhalb von dreißig Kalendertagen nach Eingang der Akte oder der zusätzlichen Auskünfte einen Vorschlag für ein Gutachten in diesem Sinne aus, den er dem Netzbetreiber per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat, zustellt. Der Netzbetreiber verfügt über fünfzehn Kalendertage ab dem Eingang der Zustellung, um seine Einwände vorzubringen. Er übermittelt sie dem regionalen Vermittlungsdienst per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat.

Das endgültige Gutachten des regionalen Vermittlungsdienstes wird dem Netzbetreiber und dem Endverbraucher innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Eingang der Einwände des Netzbetreibers per Einschreiben zugestellt. Liegen innerhalb von 50 Kalendertagen ab der Zustellung des im vorhergehenden Absatz genannten Gutachtensvorschlages keine Einwände des Netzbetreibers vor, wird das endgültige Gutachten des regionalen Vermittlungsdienstes unverzüglich per Einschreiben oder jegliches Mittel, das von der Regierung für zulässig erklärt wird, dem Netzbetreiber und dem Stromerzeuger zugestellt.

Wenn das endgültige Gutachten zu dem Ergebnis kommt, dass der Netzbetreiber den Stromversorger zu entschädigen hat, der Betreiber dem Stromversorger die ihm geschuldete Entschädigung ohne berechtigten Grund jedoch nicht innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Erhalt des endgültigen Gutachtens zahlt, kann die CWaPE ihm eine entsprechende Zahlungsanordnung erteilen.“

**Art. 24** - Artikel 25<sup>sexies</sup> desselben Dekrets, eingeführt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1, Absatz 2 wird die Wortfolge "in vorhergehendem Abschnitt" durch "in Abschnitt 1" ersetzt, und wird die Wortfolge "und informiert diesen Kunden darüber" nach "die Schadensmeldung" eingefügt;

2° in Paragraph 3, Absatz 5 wird nach "innerhalb von sechzig Kalendertagen Stellung." folgender Satz eingefügt: "Das Eintreten des Schadensfalls lässt vermuten, dass der Fehler auf den Netzbetreiber zurückzuführen ist, der dann gegebenenfalls durch jegliches Mittel beweisen kann, dass der Schadensfall durch höhere Gewalt im Sinne der technischen Regelungen, durch eine geplante Unterbrechung oder einen verwaltungstechnischen Fehler verursacht wurde.";

3° Paragraph 3, Absatz 5 wird um den folgenden Satz ergänzt:

"Unter Androhung der Unzulässigkeit wird die Beschwerde innerhalb einer Frist von einem Jahr ab der Zustellung des beanstandeten Beschlusses der CWaPE zugestellt; wurde kein Beschluss zugestellt, läuft diese einjährige Frist ab dem letzten Tag, an dem der Betreiber des Verteilernetzes über den Antrag auf Entschädigung befinden musste.“

**Art. 25** - In Kapitel IV, Abschnitt III desselben Dekrets wird nach Artikel 25<sup>octies</sup> ein Unterabschnitt VI mit der Überschrift "Benachrichtigung des regionalen Vermittlungsdienstes" eingefügt.

In den durch vorliegendes Dekret eingefügten Unterabschnitt VI wird ein Artikel 25<sup>nonies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 25<sup>nonies</sup> - Binnen einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des kraft der Bestimmungen vorliegenden Kapitels abgegebenen Gutachtens informiert der Netzbetreiber den regionalen Vermittlungsdienst über die Folgemaßnahmen zu seinem Gutachten oder zum Gutachten der CWaPE.“

**Art. 26** - In dasselbe Dekret wird zwischen Artikel 25<sup>nonies</sup> und Artikel 26 ein Kapitel IV<sup>bis</sup> mit der Überschrift "Anschluss an die Netze" eingefügt.

**Art. 27** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 25<sup>decies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1. Die Netzbetreiber bestimmen und veröffentlichen transparente und effiziente Verfahren für den nicht diskriminierenden Anschluss der Stromerzeugungsanlagen an ihr Netz.

§ 2. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes darf den Anschluss einer Stromerzeugungsanlage aus Gründen einer eventuellen Begrenzung der verfügbaren Kapazität des Netzes, z.B. wegen Engpässen auf entfernten Abschnitten des Netzes oder im stromaufwärts liegenden Netz, oder aber wegen der Tatsache, dass dieser Anschluss zusätzliche Kosten in Verbindung mit der eventuellen Verpflichtung zur Erweiterung der Kapazität der Bestandteile des Netzes in der Nähe der Anschlussstelle mit sich bringen würde, nicht verweigern.

§ 3. Der Anschluss an das Verteilernetz von Anlagen mit einer Leistung über 5 KVA ist Gegenstand einer vorherigen Studie durch den Netzbetreiber. Die vorherige Studie ist für Grünstromerzeugungsanlagen mit einer Leistung unter oder gleich 5 KVA nicht erforderlich.

Die Netzbetreiber sind verpflichtet, die Informationen über den Anschluss und den Zugang der Stromerzeugungsanlagen zu den Netzen mitzuteilen.

§ 4. Was die Anlagen betrifft, die in Mittel- und Hochspannung angeschlossen sind, muss der Stromerzeuger zwecks der Gewährleistung der Netzsicherheit dazu fähig sein, im Falle von Engpässen seine Produktion zu verringern.“

**Art. 28** - In Artikel 26 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird nach dem Satz "Alle Endverbraucher sind zugelassen" ein dritter Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Sie werden ausschließlich über ein Netz versorgt, das von einem Netzbetreiber betrieben wird, außer im Falle der im Dekret hervorgehobenen Ausnahme für ein Privatnetz, ein geschlossenes Unternehmensnetz oder eine Direktleitung.“;

2° Der erste Satz von Paragraph 2, Absatz 2 lautet nun wie folgt: "Der Weigerungsbeschluss muss ordnungsgemäß begründet sein und sich auf objektive, technisch und wirtschaftliche gerechtfertigte Kriterien stützen. Er wird dem Antragsteller zugestellt.“;

3° In Paragraph 2 wird Absatz 2 folgendermaßen ergänzt:

"Dieser Beschluss kann dem regionalen Vermittlungsdienst oder der in Artikeln 47 und 48 genannten Kammer für Rechtsstreitigkeiten unterworfen werden.“; 4° Paragraph 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Binnen 30 Tagen nach der Weigerung des Zugangs nach Absatz 1, 1°, 2° und 4° übermittelt der Netzbetreiber der CWaPE die relevanten Informationen über die notwendigen Maßnahmen zur Anpassung des Netzes.“;

5° es werden die Paragraphen 2<sup>bis</sup> bis 2<sup>quinquies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" § 2<sup>bis</sup>. Unbeschadet der in Paragraph 2 erwähnten Bestimmungen gibt der Netzbetreiber dem Grünstrom den Vorrang.

Für die Mittel- und Hochspannungsanschlüsse an das Verteilernetz und an das lokale Übertragungsnetz werden in dem Vertrag die ständige und sofort verfügbare Einspeisungskapazität in das Netz für den erzeugten Grünstrom, sowie ggf. die Kapazitätserweiterungen, die angesichts der in § 2<sup>quater</sup> genannten Studie als wirtschaftlich begründet erachtet werden, und ihr Durchführungszeitplan angegeben, um der gesamten Einspeisungsnachfrage des Kunden möglichst vollkommen Rechnung zu tragen.

§ 2ter. Was die Anlagen betrifft, die nach dem Inkrafttretedatum vorliegender Bestimmung in Betrieb genommen werden, wird, wenn das Netz die vertragliche Kapazität unter normalen Betriebsbedingungen nicht annehmen kann, für die an das Mittel- und Hochspannungsnetz angeschlossenen Anlagen und für die Anlagen von mehr als 5kVA, die an das Niederspannungsnetz angeschlossen sind, dem Grünstromerzeuger eine Entschädigung gewährt, um die Einkommensverluste auszugleichen, die auf die Einspeisungsbeschränkungen zurückzuführen sind, die vom Netzbetreiber auferlegt werden. Diese Bestimmung gilt nicht:

1° wenn der Netzbetreiber die in Notzuständen vorgesehenen Maßnahmen in Übereinstimmung mit der technischen Regelung anwendet;

2° wenn der Anschluss und/oder die beantragte Einspeisungskapazität, die die sofort verfügbare Einspeisungskapazität übertrifft, am Abschluss der in § 2quater erwähnten Kosten-Nutzen-Analyse ganz oder teilweise als wirtschaftlich nicht gerechtfertigt erachtet wird.

Wenn der Netzbetreiber die gesamte im Zugangsvertrag genannte Einspeisungskapazität nicht annehmen kann und der betreffende Anschluss auf der Grundlage der in § 2quater genannten Studie ganz oder teilweise als wirtschaftlich gerechtfertigt erachtet wurde, führt der Netzbetreiber die notwendigen Investitionen durch, und wird die Entschädigung zum Ausgleich der Kapazitätsbegrenzung für den Teil, der die sofort verfügbare Einspeisungskapazität übertrifft, während der Periode der Anpassung des Netzes nicht geschuldet. Diese Begrenzung hat eine Höchstdauer von fünf Jahren. Durch einen begründeten Beschluss der CWaPE kann diese Frist verlängert werden, wenn die Verspätung bei der Anpassung des Netzes auf Umstände zurückzuführen ist, über die der Netzbetreiber keine Kontrolle hat.

Auf Vorschlag der CWaPE in Absprache mit den Netzbetreibern legt die Regierung die Modalitäten für die Berechnung und Durchführung der Ausgleichszahlung fest.

§ 2quater. Auf der Grundlage einer Kosten-Nutzen-Analyse bewertet die CWaPE in Absprache mit dem Stromerzeuger/Projektentwickler den wirtschaftlich gerechtfertigten Charakter eines Anschlussprojektes. Im Rahmen dieser Analyse wird der wirtschaftlich gerechtfertigte Charakter der Investitionen zur Ermöglichung einer zusätzlichen Einspeisung im Verhältnis zur sofort verfügbaren Kapazität unter normalen Betriebsbedingungen angesichts des erwarteten Nutzens der Grünstromproduktion untersucht. Diese Kosten-Nutzen-Analyse beruht insbesondere auf den folgenden Kriterien: Kosten der notwendigen Investitionen für den Netzbetreiber, Übereinstimmung mit dem Anpassungsplan, relative Bedeutung des Beitrags der betreffenden Stromproduktion zur wallonischen Zielsetzung im Bereich der Erzeugung von erneuerbarer Energie und alternative Möglichkeiten, um anstatt des betreffenden Projekts die wallonischen Ziele im Bereich der Erzeugung von erneuerbarer Energie zu günstigeren Preisen zu erreichen, tarifliche Auswirkungen.

Die CWaPE untersucht das Projekt auf der Grundlage einer technisch-wirtschaftlichen Akte, in der die vom Netzbetreiber und vom Stromerzeuger mitgeteilten Daten, insbesondere die Kosten der notwendigen Investitionen für den Netzbetreiber, die Übereinstimmung mit dem Anpassungsplan und die tariflichen Auswirkungen des Anschlussprojekts berücksichtigt werden.

Auf Vorschlag der CWaPE in Absprache mit den Netzbetreibern und den Stromerzeugern/Projektentwicklern legt die Regierung die Modalitäten für die Berechnung der in Absatz 1 genannten Analyse fest.

§ 2quinquies. Die Ausgleichszahlung wird vom Betreiber des Verteilernetzes oder vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes aufgrund der Infrastruktur, die die vertragliche Kapazität begrenzt, geschuldet.;

6° Paragraph 3, Absatz 2 wird durch folgenden Satz ersetzt:

"Jeder Kunde, der an das öffentliche Verteilernetz angeschlossen ist, und ggf. jeder Kunde, der an das private Netz oder an das geschlossene Unternehmensnetz angeschlossen ist, hat das Recht, die Anbringung eines Einzelstromzählers zu verlangen.

Im Falle einer technischen Unmöglichkeit oder aufgrund der in der technischen Regelung angegebenen Ausnahmen kann von den vorigen Absätzen abgewichen werden.

Jeder Eigentümer eines Appartementgebäudes, das nicht mit Einzelstromzählern ausgerüstet ist, hat dieses Gebäude zu seinen Lasten so zu renovieren, dass dort spätestens zum 1. Januar 2024 Einzelstromzähler eingerichtet sind.;"

7° Paragraph 4 wird wie folgt ergänzt:

Nach vom Betreiber des Verteilernetzes angegebenen Modalitäten kann der Kunde mit einer Häufigkeit, die nicht unter drei Monaten liegen darf, seine Zählerablesungen zwecks Information, Verbrauchssimulationen oder Anpassung der Anzahlungen mitteilen.;"

**Art. 29** - Artikel 28 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 30** - In Artikel 29 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1, Absatz 1 wird die Wortfolge "die der Minister nach Stellungnahme der CWaPE" durch "die die CWaPE" ersetzt, und wird die Wortfolge "auszugsweise im Belgischen Staatsblatt und" gestrichen;

2° Paragraph 1 wird um einen neuen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Unbeschadet der eventuellen Auferlegung der administrativen Geldbuße nach Artikel 53 kann die CWaPE eine Direktleitung regularisieren, die ohne vorherige Genehmigung gebaut wurde, und den Bedingungen genügt, um eine Genehmigung zu erhalten. Bei Verweigerung dieser Regularisierung, kann die CWaPE den Abbau der betreffenden Leitung befehlen.;"

3° Paragraph 2 wird durch folgenden Text ersetzt:

"§ 2. Nach Stellungnahme der CWaPE bestimmt die Regierung die objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien, sowie das Verfahren zur Erteilung oder Regularisierung der in § 1 genannten Genehmigungen, die für die Prüfung des Antrags zu entrichtende Gebühr sowie die Rechte und Pflichten des Genehmigungsinhabers.;"

**Art. 31** - Artikel 30 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 werden die Wörter "von dem Minister" durch "von der CWaPE" ersetzt;

2° im einleitenden Satz von Paragraph 3 wird das Wort "drei" durch "zwei" ersetzt;

3° in Paragraph 3, 2° werden die Wörter "die begrenzte Lizenz" durch "die begrenzte, in einer der folgenden Situationen erteilte Lizenz" ersetzt;

4° in Paragraph 3, 2°, zweiter Gedankenstrich werden die Wörter "und/oder" gestrichen;

5° in Paragraph 3, 2°, dritter Gedankenstrich werden die Wörter ", mit Ausnahme der Situationen der Eigenerzeugung nach Artikel 31, § 2, Absatz 2, 1°," nach "eigene Stromversorgung" eingefügt;

6° in Paragraph 3, Absatz 1, wird die Ziffer 3° gestrichen;

7° in Paragraph 3, Absatz 2 wird das Wort "drei" durch "zwei" ersetzt;

8° in Paragraph 3, letzter Absatz wird der Satz "Die Regierung kann die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz von bestimmten dieser Gewährungskriterien befreien" durch folgenden Satz ersetzt: "Die Regierung kann die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz im Sinne von § 3, Absatz 1, 2°, sowie die Stromversorger, die über eine auf föderaler Ebene, in den anderen Regionen oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilte Versorgungslizenz verfügen, von bestimmten dieser Gewährungskriterien befreien.";

9° in Paragraph 4, 1° werden die Wörter "der Minister" durch "die CWaPE" ersetzt;

10° Paragraph 4 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Regierung kann für die Stromversorger, die über eine auf föderaler Ebene, in den anderen Regionen oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilte Versorgungslizenz verfügen, ein vereinfachtes Verfahren vorsehen."

**Art. 32** - Artikel 31 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° es wird ein Paragraph 1 mit folgendem Wortlaut vor den ersten Absatz eingefügt:

"§ 1. Jeder Endverbraucher ist frei, seinen eigenen Stromversorger zu wählen.

Innerhalb eines privaten Netzes oder eines geschlossenen Unternehmensnetzes können die an dieses Netz angeschlossenen Downstream-Kunden den Betreiber des betreffenden Netzes bevollmächtigen, in ihrem Namen und auf ihre Rechnung von ihrer Wahlfreiheit Gebrauch zu machen. Diese Vollmacht muss, um gültig zu sein, ausdrücklich gegeben werden.";

2° Vor die Wörter "Jeder Endverbraucher ist verpflichtet," wird "§ 2." eingefügt.

**Art. 33** - In Artikel 31*bis*, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird die Wortfolge "auf Antrag des Stromversorgers" gestrichen und wird die Wortfolge "eines von dem Versorger begangenen verwaltungstechnischen Fehlers oder eines Fehlers bei der Rechnungsstellung, der die Anwendung des bei Zahlungsverzug geltenden Verfahrens nach sich gezogen hat," durch "eines von dem Stromversorger begangenen verwaltungstechnischen Fehlers oder Fehlers bei der Rechnungsstellung" ersetzt.

**Art. 34** - Artikel 31*ter*, § 3, Absatz 3, desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Stromversorger ist verpflichtet, seine Rechnungsstellung binnen 2 Monaten ab dem Eingang der Berichtigungen zu korrigieren, unter Androhung der Anwendung der in vorliegendem Artikel genannten Entschädigung. Die Korrektur betrifft den ganzen Zeitraum, der vom Fehler betroffen ist."

**Art. 35** - Artikel 31*quater* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Binnen einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung der kraft einer der Bestimmungen vorliegenden Kapitels abgegebenen Gutachtens informiert der Stromversorger den regionalen Vermittlungsdienst über die Folgenmaßnahmen zu seinem Gutachten oder zum Gutachten der CWaPE."

**Art. 36** - In Artikel 32 desselben Dekrets wird die Wortfolge "an den Minister" durch "an die CWaPE" ersetzt.

**Art. 37** - Artikel 32*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird aufgehoben.

**Art. 38** - Artikel 33 desselben Dekrets, in seiner durch das Dekret vom 17. Juli 2008 abgeänderten Fassung, wird durch folgenden Text ersetzt:

"§ 1. Geschützte Kunden sind Haushaltskunden, die einer der folgenden Kategorien angehören:

1° jeder Verbraucher, der als geschützter Kunde angesehen wird, der durch oder kraft des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts auf den spezifischen Sozialtarif Anspruch hat;

2° jeder Verbraucher, der eine von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum beschlossene Maßnahme zur finanziellen Erziehungsbetreuung in Anspruch nimmt, oder der Gegenstand einer Betreuung durch eine Einrichtung ist, die in Anwendung des Dekrets vom 7. Juli 1994 bezüglich der Zulassung der sich mit der Schuldenvermittlung befassenden Einrichtungen zugelassenen Einrichtungen und der in Artikel 1994 des Strafgesetzbuchs erwähnten Vermittler zugelassen wurde;

3° die Verbraucher, die den fakturierbaren Höchstbetrag kraft des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, abgeändert durch das Gesetz vom 5. Juni 2002, Titel III, Kapitel III*bis*, Abschnitt III und seine Ausführungserlasse, in Anspruch nehmen, auf der Grundlage der von der Regierung festgelegten Einkommensstufen.

§ 2. Nach Gutachten der CWaPE bestimmt die Regierung das Verfahren und die Bedingungen für die Gewährung und den Verlust des Status als geschützter Kunde. Sie kann die Liste der geschützten Kunden auf weitere Endverbraucherkategorien ausdehnen."

**Art. 39** - Artikel 33*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird durch folgenden Text ersetzt:

"Der Verteilernetzbetreiber versorgt den in Artikel 33, § 1, 2° und 3°, und § 2 genannten geschützten Kunden mit Strom zum Sozialtarif, außer wenn der Kunde es beantragt, zum handelsüblichen Preis von einem von ihm gewählten Stromversorger versorgt zu werden.

Der Verteilernetzbetreiber ist dazu ermächtigt, den in Artikel 33, § 1, 1° vorliegenden Dekrets geschützten Kunden mit Strom zum Sozialtarif zu versorgen, wenn der Kunde es beantragt.

Die Übertragung des Kunden zum Verteilernetzbetreiber führt die automatische Kündigung des laufenden Versorgungsvertrags mit sich, ohne Kosten noch Kündigungsentschädigung."

**Art. 40** - In Kapitel VII, Abschnitt I desselben Dekrets wird ein Artikel 33*bis*/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33*bis*/1 - Im Falle der Zustellung einer Mahnung an den Kunden ist der Stromversorger verpflichtet, einen zumutbaren Zahlungsplan vorzuschlagen und seinen Kunden über die Möglichkeit zu informieren, in seinen Verhandlungen durch ein ÖSZH unterstützt zu werden. Die Regierung bestimmt den Begriff des zumutbaren Zahlungsplans.

Wenn keine Reaktion des in Zahlungsverzug befindlich erklärten Kunden vorliegt, wenn er einen zumutbaren Zahlungsplan verweigert oder nicht einhält, oder auf Anfrage des Kunden, beantragt der Stromversorger die Anbringung eines Budgetzählers. Für die geschützten Kunden ist dieser Zähler mit einem Leistungsbegrenzer verbunden, um eine garantierte Mindeststromversorgung zu gewährleisten. Diese garantierte Mindeststromversorgung beläuft sich auf eine Leistung von 10 Ampere und wird dem geschützten Kunden während eines Zeitraums von sechs Monaten garantiert. Der geschützte Kunde wird von seinem Verteilernetzbetreiber versorgt, sobald sein Stromversorger ihn als in Zahlungsverzug befindlich erklärt hat. Der Betreiber des Verteilernetzes wird ebenfalls die Anbringung eines mit einem Leistungsbegrenzer verbundenen Budgetzählers vornehmen.

Nach Gutachten der CWaPE bestimmt die Regierung das Verfahren zur Anbringung der Budgetzähler und legt die technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründe fest, die die Anbringung des Budgetzählers verhindern könnten, und bestimmt die Alternative(n). Wenn der Kunde das Verfahren zur Anbringung des Budgetzählers schriftlich oder auf elektronischem Wege bei dem Netzbetreiber beanstandet, wird dieses Verfahren eingestellt, um es dem Netzbetreiber zu ermöglichen, die Lage des Kunden zu untersuchen, bevor das Verfahren zur Anbringung des Budgetzählers weitergeführt oder nicht weitergeführt wird. Die Regierung beschreibt das Verfahren zur Beanstandung der Anbringung des Budgetzählers.

Gegen einen geschützten Kunden kann in einem als erster Wohnsitz genutzten Wohnraum während des Winterhalbjahres keinerlei Sperrung der garantierten Mindeststromversorgung aufgrund einer ausbleibenden Zahlung zur Anwendung kommen. Unbeschadet von Artikel 33ter, § 2, Ziffer 2° bleibt der geschützte Kunde für den während dieses Zeitraums verbrauchten Strom in dieser Zeit weiterhin zahlungspflichtig.“

**Art. 41** - Artikel 33ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1, Absatz 1, 3° wird in der französischen Fassung das Wort "aide" durch "action" ersetzt;

2° Paragraph 1, Absatz 1, 3° wird um folgende Wörter ergänzt: "außer, wenn dieser als Stromversorger des Kunden agiert";

3° in Paragraph 1, Absatz 2 wird die Wortfolge "Der Vorsitzende des Sozialhilferats ist verpflichtet, die Namen der für diese Kommission bestimmten Personen vor dem 31. März jedes Jahres an den Minister weiterzuleiten" durch folgenden Satz ersetzt: "Der Vorsitzende des Sozialhilferats ist verpflichtet, die Namen der für diese Kommission bestimmten Personen binnen sechs Monaten nach der Erneuerung des Sozialhilferats an die CWaPE weiterzuleiten";

4° in Paragraph 2, Absatz 1, werden die Wörter "des Stromversorgers oder des ÖSHZ," zwischen "des Netzbetreibers" und "oder auf Initiative" eingefügt;

5° in Paragraph 2, Absatz 1, 1° werden die Wörter "und beauftragt das Öffentliche Sozialhilfezentrum (ÖSHZ) mit der sozialen Energiebetreuung des betroffenen Kunden" durch "Das Öffentliche Sozialhilfezentrum (ÖSHZ) kann dem Kunden vorschlagen, eine soziale Energiebetreuung zu gewährleisten." ersetzt;

6° in Paragraph 2, Absatz 1 wird eine Ziffer 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3° auf den Vorschlag des Abschlusses eines zumutbaren Zahlungsplans, der an einen geschützten Haushaltskunden gesandt oder mit dem ÖSHZ verhandelt wird.;"

7° in Paragraph 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Mindestens fünfzehn Tage vor dem Sitzungstermin wird der Stromversorger zum Erscheinen geladen, wenn die Kommission mit einem Zahlungsplan oder zu treffenden Maßnahmen befasst wird, im Falle der Unmöglichkeit der Anbringung eines Budgetzählers aus technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründen.;"

8° in Paragraph 4, Absatz 1 werden die Wörter "und die Stromversorger" nach "die Netzbetreiber" eingefügt;

9° in Paragraph 4, Absatz 2 wird das Wort "erstatten" durch "können ... erstatten" ersetzt;

10° in Paragraph 5 wird der zweite Absatz gestrichen;

11° Artikel 33ter wird mit um einen Paragraphen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 6. Die Beschlüsse der Lokalen Kommissionen für Energie können Gegenstand einer Beschwerde vor dem Friedensrichter des Anschlussortes des betreffenden Kunden sein."

**Art. 42** - In Artikel 33quater desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird Absatz 2 durch folgenden Text ersetzt:

"Diese Betreuung besteht in vorbeugenden und korrigierenden Maßnahmen. Sie wird Haushaltskunden in Zahlungsschwierigkeiten und vorrangig den geschützten Kunden vorgeschlagen."

**Art. 43** - Artikel 34 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer 2° wird Buchstabe b) durch folgenden Text ersetzt: "Anbringung der Mess- und Zählgeräte und Verwaltung der gesamten Mess- und Zählraten, die für den Betrieb der Netze und die Marktprozesse erforderlich sind";

2° unter Ziffer 2° wird Buchstabe d) wie folgt ergänzt: ", einschließlich der Anbringung der Budgetzähler, der Behandlung der Beschwerden von Netzbennutzern und der Bearbeitung von Entschädigungsanträgen und der Verwaltung der einen solchen Anspruch begründenden Verfahren; die CWaPE veröffentlicht auf ihrer Internetseite jährlich die jeweiligen Leistungen jedes Versorgungsnetzbetreibers hinsichtlich dieser Ziele";

3° unter Ziffer 2° wird Buchstabe e) gestrichen;

4° die Ziffer 2° wird um einen Buchstaben i) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"i) die von den Kunden mit einer Häufigkeit, die nicht unter drei Monaten liegen darf, durchgeführten Zählerablesungen zwecks Information, Verbrauchssimulationen oder Anpassung der Anzahlungen unter Berücksichtigung einer Glättung des Verbrauchs über einen Zeitraum von 12 Monaten validieren und dem Stromversorger übermitteln.;"

5° unter Ziffer 2° wird ein Buchstabe j) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"j) eine Rolle als Marktmoderator übernehmen. Nach Gutachten der CWaPE und in Absprache mit den Betreibern von Verteilernetzen bestimmt die Regierung die Beschreibung dieser Rolle als Marktmoderator sowie die praktischen Bestimmungen für deren Ausübung.;"

6° unter Ziffer 3° wird Buchstabe b) wie folgt ergänzt: "Der eventuelle Unterschied, der festgestellt wird zwischen dem Sozialtarif, der für den ausschließlich regionalen geschützten Kunden nach Artikel 33, § 1, 2° angewandt wird und dem Sozialtarif, der für den föderalen geschützten Kunden nach Artikel 33, § 1, 1° und 3° angewandt wird, bleibt zu Lasten des Verteilernetzbetreibers.;"

7° Ziffer 3°, c) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"c) Gewährleistung der Anbringung eines Budgetzählers in Übereinstimmung mit Artikel 33bis/1, Absätze 2 und 3, außer wenn dies aus technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründen unmöglich ist. Wenn der Verteilernetzbetreiber aus Gründen, die auf ihn zurückzuführen sind, die von der Regierung bestimmte Frist für die Anbringung überschreitet, ist er dem Stromversorger, der den Antrag auf Anbringung eines Budgetzählers eingereicht hat, einen Pauschalbetrag schuldig, dessen Berechnungsverfahren nach Gutachten der CWaPE durch die Regierung festgelegt wird.;"

8° unter Ziffer 3°, d) werden die Wörter "oder an einen Liefervertrag gebunden sind, der ausgesetzt wurde" gestrichen;

9° unter Ziffer 4°, a) wird die Wortfolge "Bevorzugung von grünem Strom" durch "Vorrang für den Zugang zu dem und den Anschluss an den grünen Strom" ersetzt;

1° unter Ziffer 4° wird ein Buchstabe h) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"h) dem Grünstrom den Vorrang geben, um die Verluste zu decken, wenn sich hierdurch keine Mehrkosten gemäß Artikel 11, § 2, Absatz 2, 9° ergeben;"

11° unter Ziffer 6° wird in der französischen Fassung das "," zwischen "article 14" und "le Gouvernement" durch ein ";" ersetzt, und wird das Wort "et" zwischen den Wörtern "la CWaPE" und "concertation" durch das Wort "en" ersetzt;

12° unter Ziffer 9° wird der "." durch ein ";" ersetzt;

13° Artikel 34 desselben Dekrets wird um eine Ziffer 10° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° Sicherung eines finanziellen Ausgleichs des Grünstromerzeugers in Übereinstimmung mit Artikel 26, § 2ter bis *quinquies*."

**Art. 44** - Artikel 34bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer 2°, c) wird das Wort "Leistungsziele" durch "Ziele, Kommunikation mit den Leistungsindikatoren" ersetzt und wird in der französischen Fassung das "," zwischen "gestion des plaintes" und "la CWaPE" durch ein ";" ersetzt;

2° unter 2°, d) wird das Wort "möglichen" gestrichen;

3° unter 4°, b) werden die Wörter "in Zahlungsverzug" durch "in Zahlungsschwierigkeiten" ersetzt;

4° Ziffer 4°, b) wird wie folgt ergänzt:

", insbesondere einen zumutbaren Zahlungsplan vorschlagen;"

5° die Ziffer 4° wird um die Buchstaben c) und d) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"c) im Rahmen eines Verfahrens bei Nichteinhaltung des Zahlungsplans, im Falle der Unmöglichkeit der Anbringung eines Budgetzählers aus technischen, medizinischen, strukturellen oder sozialen Gründen, die vom Netzbetreiber bestätigt werden, reicht der Stromversorger vor der lokalen Kommission für Energie einen Antrag auf Stromsperrung wegen Nichtzahlung ein; die Frist für die Anbringung des Budgetzählers wird bis zum Beschluss der lokalen Kommission für Energie ausgesetzt;

d) Durchführung einer Anpassung der Anzahlungsrechnungen des Kunden auf der Grundlage der vom Kunden durchgeführten Zählerablesungen, die vom Verteilernetzbetreiber validiert wurden, unter Berücksichtigung einer Glättung des Verbrauchs über einen Zeitraum von 12 Monaten;"

**Art. 45** - In Artikel 34ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird die Wortfolge "die nach Artikel 34 den Netzbetreibern obliegen" durch "die von der CWaPE kontrolliert werden" ersetzt.

**Art. 46** - In Artikel 36bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, werden die Wörter "Artikel 5 der Richtlinie 2001/77/EG durch "Artikel 15 der Richtlinie 2009/28/EG" ersetzt.

**Art. 47** - In Artikel 39, § 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, werden die folgenden Absätze zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Die Lieferung von Grünstrom durch eine Direktleitung wird von der in Absatz 1 genannten Verpflichtung befreit.

Die CWaPE bewertet jedes Jahr die Folgen der in Absatz 3 genannten Befreiung auf das Volumen der betroffenen grünen Bescheinigungen im Rahmen ihres spezifischen Jahresberichts über den Markt für grüne Bescheinigungen."

**Art. 48** - Artikel 43 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° ein Paragraph 1bis mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Paragraphen 1 und 2 eingefügt:

"§ 1bis. Im Rahmen ihrer Aufgaben verfolgt die CWaPE folgende Ziele:

1° Förderung eines wettbewerbsoffenen, kompetitiven, sicheren und nachhaltigen regionalen Elektrizitätsmarkts und einer effektiven Öffnung des Markts für die gesamten Kunden und Stromversorger des Europäischen Wirtschaftsraums, und Gewährleistung geeigneter Bedingungen für einen effektiven und zuverlässigen Betrieb der Netze, unter Berücksichtigung langfristiger Ziele;

2° Beitrag zur Einführung sicherer, zuverlässiger, effizienter Netze, zu einem nicht diskriminierenden Netzzugang, zur Verbesserung der Energieeffizienz sowie zum Ausbau und zur Integration der Standorte zur Erzeugung von Strom ab erneuerbaren Energien und der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplung, Vereinfachung des Netzzugangs der neuen Stromerzeugungskapazitäten, u.a. durch die Beseitigung eventueller Hindernisse, die Neuankommlinge blockieren könnten;

3° Anregung zur kurz- und langfristigen Verbesserung der Effizienz der Netze durch die Betreiber und Benutzer von Stromnetzen, einschließlich der privaten Netze und geschlossenen Unternehmensnetze und Förderung der Marktintegration;

4° Beitrag zur Gewährleistung einer allgemeinen öffentlichen Dienstleistung im Bereich der Stromversorgung, zum Schutz der geschützten Kunden und zur Vereinbarkeit zwischen den Datenaustauschsystemen, so dass die Kunden den Stromversorger wechseln können;"

2° in Paragraph 2, Absatz 2, 1° wird die Wortfolge ", die Betreiber von privaten Netzen und die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen" nach "durch die Netzbetreiber" eingefügt;

3° in Paragraph 2, Absatz 2 wird eine Ziffer 1°bis mit folgendem Wortlaut zwischen die Ziffern 1° und 2° eingefügt:

"1°bis Überwachung des Engpass-Managements, einschließlich der Verbundschaltungen, und Durchführung der Regeln im Bereich des Engpass-Managements;"

4° in Paragraph 2, Absatz 2, 2° wird die Wortfolge "Anschluss- und Zugangsregelungen" durch "allgemeinen Bedingungen für den Anschluss und Zugang" ersetzt;

5° Paragraph 2, Absatz 2, 3° wird wie folgt ergänzt: ", sowie die Gewährung der Versorgungslizenzen;"

6° in Paragraph 2, Absatz 2, 4° wird die Wortfolge ", die Betreiber von privaten Netzen und die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen" zwischen "durch die Netzbetreiber" und "und Stromversorger" sowie zwischen "die Netzbetreiber" und "gemäß Artikel 16, § 2" eingefügt;

7° Paragraph 2, Absatz 2, 7° wird durch folgende Wortfolge ersetzt "7° Festlegung der Informationen, die die Netzbetreiber und ggf. die Betreiber von privaten Netzen und die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen zu liefern haben, insbesondere bei der Erstellung der Energiebilanzen und der Erfüllung der Berichterstattungspflichten der Wallonischen Region bei der Europäischen Union in Sachen Energie;"

8° Paragraph 2, Absatz 2, 12° wird durch folgende Wortfolge ersetzt: "12° Zusammenarbeit und regelmäßige Absprache mit den anderen Regulierungsstellen des Strommarktes auf föderaler, regionaler und europäischer Ebene, insbesondere bei der Überprüfung des Fehlens von Quersubventionen zwischen Kundenkategorien, sowie mit dem ACER und jeder sonstigen belgischen, ausländischen oder internationalen Behörde oder Einrichtung;"

9° Paragraph 2, Absatz 2, 14° wird wie folgt ergänzt: „, sowie in Übereinstimmung mit den Artikeln 15*bis* und 15*ter* die Bedingungen für die Entlohnung der privaten Netze und der geschlossenen Unternehmensnetze“;

10° in Paragraph 2, Absatz 2 wird eine Ziffer 14°*bis* mit folgendem Wortlaut zwischen die Ziffern 14° und 15° eingefügt:

„14° Ausübung der tariflichen Befugnisse, insbesondere die Festlegung der tariflichen Methodik, und die Überwachung und Kontrolle der Umsetzung der Anpassungspläne der Netzbetreiber in Übereinstimmung mit Artikel 15, § 4 und § 5;“;

11° Paragraph 2, Absatz 2 wird um eine Ziffer 16° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„16° Wenn der Verteilernetzbetreiber oder die gemäß Artikel 16 bestimmte Tochtergesellschaft andere Aktivitäten durchführt als die Betreibung von Strom- oder Gasnetzen, ist die CWaPE befugt, zu prüfen, ob es keine Quersubventionen gibt zwischen den Aktivitäten als Betreiber von Strom- und Gasnetzen und den anderen Aktivitäten; zu diesem Zweck ist der Betreiber oder die Tochtergesellschaft verpflichtet, jeder Anfrage oder Antrag auf Dokumente seitens der CWaPE stattzugeben.“;

12° in Paragraph 3 wird die Wortfolge „Die CWaPE; unterbreitet jedes Jahr der Wallonischen Regierung“ durch die Wortfolge „Spätestens zum 30. Juni übermittelt die CWaPE der Regierung und dem Wallonischen Parlament“ ersetzt und wird die Wortfolge: „Der Minister teilt diesen Bericht spätestens am ersten Semester dem Wallonischen Parlament mit. Er sorgt dafür, dass der Bericht entsprechend veröffentlicht wird.“ durch „Die CWaPE legt ihren jährlichen Bericht dem Parlament vor. Der Bericht wird auf der Homepage der CWaPE veröffentlicht.“ ersetzt.

**Art. 49** - Artikel 43*bis* desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2, Absatz 1 werden die Wörter „oder der Regierung“ nach „des Ministers“ eingefügt;

2° in Paragraph 2, Absatz 1 werden die Wörter „in Anwendung von Artikel 74c, § 3a, auf Weisung der Regierung“ durch „nach Auftrag des Wallonischen Parlaments“ ersetzt;

3° in Paragraph 2, Absatz 5 werden in der französischen Fassung die Wörter „ne lient pas“ durch „n’ont pas de caractère contraignant“ ersetzt.

**Art. 50** - Artikel 44 desselben Dekrets, in seiner durch das Dekret vom 17. Juli 2008 abgeänderten Fassung, wird durch folgenden Text ersetzt:

„Die CWaPE legt eine Geschäftsordnung fest. Diese wird der Regierung zur Kenntnisnahme übermittelt.“

**Art. 51** - Artikel 45 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge „fünf von der Wallonischen Regierung benannten Direktoren“ durch „vier von der Wallonischen Regierung genannten Direktoren, worunter einem stellvertretenden Vorsitzenden“ ersetzt und werden die Wörter „in Übereinstimmung mit dem durch vorliegenden Artikel organisierten Verfahren“ nach „öffentliche Ausschreibung“ eingefügt;

2° in Paragraph 1, Absatz 1, letzter Satz wird die Wortfolge „und dem Minister-Präsidenten“ zwischen „vor dem Minister“ und „geleisteten Eid“ eingefügt;

3° in Paragraph 1, Absatz 2, wird „, stellvertretenden Vorsitzenden“ nach „neuen Vorsitzenden“ eingefügt;

4° in § 1, Absatz 4 wird „ihrem Amt“ durch „ihren Ämtern“ ersetzt und wird die Wortfolge „in Übereinstimmung mit Artikel 45*quater*“ vor „kündigen“ eingefügt;

5° in Paragraph 1, Absatz 5, wird „, des stellvertretenden Vorsitzenden“ nach „des Vorsitzenden“ eingefügt;

6° in Paragraph 1, Absatz 6, wird „, des stellvertretenden Vorsitzenden“ nach „des Vorsitzenden“ eingefügt und wird „§ 3“ durch „§ 2 bis § 2*quater*“ ersetzt;

7° in § 1, Absatz 8 wird die Wortfolge „ein durch Gleichrangige gewählter Direktor“ durch „ein stellvertretender Vorsitzender“ ersetzt;

8° Paragraph 2 wird durch folgenden Text ersetzt:

„§ 2. Der Vorsitzende und die Direktoren, worunter der stellvertretende Vorsitzende, werden von der Regierung auf der Grundlage eines SELOR-Verfahrens bezeichnet, auf den Vorschlag eines Auswahlausschusses, der sich wie folgt zusammensetzt:

1° der Verwalter des SELOR oder sein Beauftragter;

2° für die Posten als Direktor, drei Mitglieder mit folgenden Profilen, worunter mindestens ein Mitglied in jedem Profil:

a. ein oder zwei Mitglieder, die

- entweder eine hochrangiges Amt in der Regulierung von Netzmärkten (Telekommunikation, Eisenbahn, Postdienste,...) ausüben oder ausgeübt haben, oder

- dem akademischen Personal einer Universität angehören;

b. ein oder zwei Mitglieder, die eine hochrangiges Amt im Strom- oder Gassektor ausgeübt haben;

3° für die Posten als Vorsitzender und stellvertretender Vorsitzender, zwei Mitglieder, die jeweils die unter 2° genannten Profile haben, und ein Mitglied, das ein sehr hochrangiges Amt in einem öffentlichen Bereich hat.

Im Rahmen ihrer Aufgabe beachten die Mitglieder des Auswahlausschusses die Vertraulichkeitsregeln und unterliegen dem Berufsgeheimnis.

9° zwischen die Paragraphen 2 und 3 werden die Paragraphen 2*bis* bis 2*quinqüies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 2*bis*. Der Bewerberaufwurf, dem für den Vorsitzenden, den stellvertretenden Vorsitzenden und die Direktoren der Auftragsbrief beigefügt wird, wird von der Regierung genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* sowie in vier belgischen Zeitungen mit regionaler Deckung veröffentlicht. Zwischen dieser Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* und dem Bewerbungsschluss muss eine Mindestfrist von 30 und eine Höchstfrist von 45 Kalendertagen liegen.

Das SELOR untersucht die Bedingungen für die Zulässigkeit der nach dem Bewerberaufwurf gesandten Bewerbungen. Das SELOR lehnt die Bewerber ab, deren Akte den zur Ausübung des Amtes erforderlichen Bedingungen nicht entspricht.“

§ 2*ter*. Zwecks einer ordnungsmäßigen Berücksichtigung ihrer Bewerbung müssen die Bewerber folgenden Zulässigkeitskriterien genügen:

1° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

2° Inhaber eines Diploms des Hochschulwesens langer Studiendauer oder des zweiten Zyklus des universitären Unterrichtswesens sein.

Die Bewerber werden aufgrund folgender Auswahlkriterien bewertet:

1° eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren im Strom- oder Gassektor oder in den Netzmärkten (Telekommunikation, Eisenbahn, Postdienste, ...) haben;

- 2° Managementfähigkeiten haben;
- 3° in einem multidisziplinären Team arbeiten können;
- 4° neben der französischen Sprache, eine sehr gute Kenntnis des Niederländischen und des Englischen haben;
- 5° Interesse für das Gemeinwohl, Unabhängigkeit gegenüber den Akteuren des Energiemarkts und ein auf die nachhaltige Entwicklung ausgerichtetes Energiebewusstsein an den Tag legen;
- 6° gute Kenntnisse im Bereich der institutionellen, wirtschaftlichen, sozialen und ökologischen Lage der Wallonischen Region, Belgiens und auf europäischer Ebene haben;
- 7° zureichende Kenntnisse des Strom- und Gassektors betreffend mindestens einen der folgenden Aspekte (je nach den zu besetzenden Posten) haben:

- a) Arbeitsweise der Gas- und Strommärkte;
  - b) Recht, Verbraucherschutz und Konkurrenz;
  - c) Tarife, wirtschaftliche und finanzielle Fragen, Verpflichtungen öffentlichen Dienstes;
  - d) Förderung der erneuerbaren Energien und Märkte für grüne Bescheinigungen;
- oder aber Kenntnisse im Bereich der Netzmärkte (Telekommunikation, Eisenbahn, Postdienste,...) haben;

8° die Fähigkeit haben, die großen Herausforderungen der Strom- und Gasmärkte zu untersuchen und zu verstehen, insbesondere, was die wirtschaftlichen, sozialen und ökologischen Aspekte betrifft.

Der Bewerber für den Posten des Vorsitzenden genügt außerdem folgenden Bedingungen:

- 1° eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren im Bereich der Vertretung einer Einrichtung nach außen haben;
- 2° über eine ergänzende Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Teamführung und in Verhandlungen verfügen;
- 3° eine Erfahrung in der Führung von Verwaltungsorganen haben.

§ 2<sup>quater</sup>. Der Vorsitzende und die Direktoren, worunter der stellvertretende Vorsitzende, werden am Ende des SELOR-Verfahrens von der Regierung benannt.

Für jedes Amt bewertet der Auswahlausschuss die Bewerber mit einem der folgenden Vermerke:

- 1° ist für das Amt besonders geeignet;
- 2° ist für das Amt geeignet;
- 3° ist für das Amt nicht geeignet.

Die Regierung benennt den Vorsitzenden und die Direktoren, worunter den stellvertretenden Vorsitzenden unter den Bewerbern, die den Vermerk "ist für das Amt besonders geeignet" oder "ist für das Amt geeignet" erhalten haben, worunter ihre Komplementarität hinsichtlich der Kompetenzen und Erfahrung beachtet wird.

Die Regierung begründet ihren Beschluss und benachrichtigt die Bewerber. Die Namen der nicht festgehaltenen Bewerber werden nicht veröffentlicht.

§ 2<sup>quinquies</sup>. In Abweichung von den Paragraphen 2 bis 2<sup>quater</sup> unterliegt die Erneuerung eines Mandats als Vorsitzender oder Direktor, worunter das Mandat als stellvertretender Vorsitzender, am Ablauf eines ersten Mandats einer vorherigen Bewertung durch einen Ausschuss, der sich aus dem Verwalter des SELOR, dem Minister, dem Minister-Präsidenten, oder ihren Beauftragten zusammensetzt, in Übereinstimmung mit dem Bewertungsverfahren in Titel VIII des Kodex des öffentlichen Dienstes.;

10° Paragraph 3 wird durch folgenden Text ersetzt:

"§ 3. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Entlohnung der Mitglieder des Direktionsausschusses der CWaPE.;"

11° in Paragraph 4, werden die Wörter ", worunter der stellvertretende Vorsitzende, " nach "die Direktoren" eingefügt.

**Art. 52** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 45<sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1. Die Mitglieder der gesetzgebenden Kammern, des Europäischen Parlaments und der Parlamente einer Gemeinschaft oder Region, die Minister, die Staatssekretäre, die Mitglieder einer Gemeinschafts- oder Regionalregierung, die Mitglieder einer Provinzial- oder Kommunalen Exekutiven, sowie die Mitglieder von Organen von Interkommunalen, die in der Verteilung von Energie aktiv sind, dürfen kein Amt als Vorsitzender oder Direktor ausüben.

§ 2. Die Mitglieder des Direktionsausschusses dürfen kein Amt oder keine Tätigkeit ausüben, ob entlohnt oder nicht, im Dienste eines Netzbetreibers, eines Stromerzeugers, eines Stromversorgers oder einer im Energiesektor aktiven Zwischenperson.

Das in Absatz 1 vorgesehene Verbot bleibt noch während eines Jahres nach dem Ende des Mandats des Inhabers bestehen.

§ 3. Über die in Paragraph 2 genannten Unvereinbarkeiten hinaus dürfen der Vorsitzende und die Direktoren, worunter der stellvertretende Vorsitzende, ohne die vorherige Zustimmung des Direktionsausschusses weder eine andere als die mit ihrem Mandat verbundene, entlohnte Aktivität beruflicher Art ausüben, noch für Aktivitäten, die nicht mit ihrem Mandat verbunden sind, als Bediensteter eines anderen Unternehmens agieren.

Unter allen Umständen darf die Ausübung einer solchen Aktivität nicht zum Nachteil der Aufgaben, die mit der Ausübung ihres Mandats als Vorsitzender oder Direktor verbunden sind, stattfinden.

§ 4. Die Mitglieder des Direktionsausschusses der CWaPE dürfen weder Aktien oder sonstige Werte, die Aktien gleichgestellt werden, besitzen, die von einem Stromerzeuger, einem Stromversorger oder einer im Energiesektor aktiven Zwischenperson ausgegeben werden, noch Finanzinstrumente, die es ermöglichen, solche Aktien oder Werte zu erwerben oder bevorzugt abzutreten, oder solche, die hauptsächlich aufgrund der Wertentwicklung solcher Aktien oder Werte zu einer Barzahlung Anlass geben.

§ 5. Wenn der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende oder ein Direktor bei der Fassung eines Beschlusses, der Abgabe eines Gutachtens oder jeglicher anderen Handlung in Verbindung mit den Aufgaben der CWaPE direkt oder indirekt ein Interesse hat, darf er weder an den betreffenden Beratungen des Direktionsausschusses, noch an der Abstimmung teilnehmen. Er muss im Voraus die anderen Mitglieder des Direktionsausschusses darüber benachrichtigen. Dies wird im Protokoll der Versammlung festgehalten."

**Art. 53** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 45<sup>ter</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1. Die Mitglieder des Direktionsausschusses sorgen mit aller erforderlichen Sorgfalt, Kompetenz, Ehrlichkeit, Unabhängigkeit und Ernsthaftigkeit dafür, dass die Regeln der Gas- und Strommärkte beachtet werden.

Sie vermeiden jedes Verhalten, durch das das Vertrauen der Öffentlichkeit in die CWaPE erschüttert werden könnte, oder das der Erfüllung ihrer Aufgaben schaden könnte.

Sie üben ihr Amt mit Loyalität und Integrität aus.



Sie verpflichten sich dazu, keine Schenkungen, Zuwendungen oder sonstigen Vorteile, selbst außerhalb, jedoch auf Grund ihres Amtes zu beantragen, zu verlangen oder zu erhalten.

§ 2. Die Mitglieder des Direktionsausschusses unterwerfen sich den Beschlüssen und Richtlinien des Direktionsausschusses der CWaPE, und führen sie redlich und ehrenhaft aus.

§ 3. Es ist dem Vorsitzenden und den Direktoren, worunter dem stellvertretenden Vorsitzenden, sowohl während der Dauer ihres Amtes als auch danach untersagt, Drittpersonen vertrauliche Informationen jeder Art, sowie Geschäftsgeheimnisse in Zusammenhang mit der CWaPE und ihrer Aktivität, von denen sie aufgrund ihres Amtes Kenntnis haben könnten, mitzuteilen.

§ 4. Am Ablauf ihres Mandats geben der Vorsitzende und die Direktoren, worunter der stellvertretende Vorsitzende, das gesamte Material, alle Daten oder Informationen zurück, die ihnen von der CWaPE zur Verfügung gestellt worden sind, und Letztere betreffen, dies unabhängig von ihrem Träger (schriftlich, mündlich oder im EDV-Format). Sie werden keine Abschrift und keinen Auszug von diesem Material, diesen Daten oder Informationen behalten.“

**Art. 54** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *45quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und die Direktoren können ihres Amtes enthoben werden, wenn sie den in vorliegendem Dekret festgelegten Unabhängigkeitsbedingungen nicht mehr genügen oder gegen Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen verstoßen. Zu diesem Zweck befindet die Regierung über die Kündigung eines oder mehrerer Mitglieder unter Einhaltung der Rechte der Verteidigung, nachdem sie die Parteien und ggf. ihren Beistand angehört hat.

Vor der in Absatz 1 genannten Anhörung hat die betroffene Person das Recht, von der zu ihren Lasten erstellten Akte Kenntnis zu nehmen.

Die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in Bezug auf die Beschwerdekammer sind bei Disziplinarstrafen anwendbar.“

**Art. 55** - Artikel 46, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° im einleitenden Satz wird das Wort “fünf” durch “vier” ersetzt;

2° in Ziffer 1° wird nach “befasst ist” folgende Wortfolge eingefügt: “einschließlich des Gases aus erneuerbaren Energiequellen und der Arbeitsweise der Gas- und Strommärkte und der sie betreffenden Studien”;

3° in Ziffer 2° werden die Wörter “sozioökonomische Direktion” durch “Direktion Sozialwirtschaft und Tarife” ersetzt;

4° unter Ziffer 2° wird die Wortfolge “mit der Funktionsweise des Gas- und Strommarktes” durch “mit der Genehmigung der Tarife der Stromverteiler- und Gasversorgungsnetze” ersetzt.

5° unter Ziffer 3° werden die Wörter “erneuerbarer Energien” durch “des Grünstroms” ersetzt;

6° unter Ziffer 3° werden die Wörter “einerseits” und “und für andererseits aus erneuerbaren Energieträgern gewonnenem Gas” gestrichen;

7° die Ziffer 5° wird gestrichen.

**Art. 56** - Artikel 47 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter “und geschlossenen Unternehmensnetzen” zwischen “Privatnetzen” und “, Erzeugern” eingefügt, und werden die Wörter “sowie jeder Person, die als Übernehmer oder Makler von der CWaPE grüne Bescheinigungen erhalten kann” zwischen “auf dem regionalen Markt präsenten Zwischenhändlern” und “auferlegen” eingefügt;

2° in Paragraph 2, Absatz 2 werden die Wörter “vom Direktionsausschuss” zwischen “schriftlichen Mandats” und “, das die Kontrolle” eingefügt;

3° in Paragraph 2, Absatz 4 werden die Wörter “sowie die” durch “, die Betreiber von privaten Netzen und die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen” ersetzt und werden die Wörter “sowie jede Person, die als Übernehmer oder Makler von der CWaPE grüne Bescheinigungen erhalten kann” zwischen “Zwischenhändler” und “sind” eingefügt;

3° in Paragraph 3 werden die Wörter “und gegebenenfalls ihre Tochtergesellschaften, sowie die Betreiber von privaten Netzen und die Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen” zwischen “Netzbetreiber” und “, Erzeuger” eingefügt, und werden die Wörter “sowie jede Person, die als Übernehmer oder Makler von der CWaPE grüne Bescheinigungen erhalten kann” zwischen “Zwischenhändler” und “vor Ort” eingefügt.

**Art. 57** - Artikel 47ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird ein neuer Absatz 1 mit folgendem Wortlaut in limine eingefügt:

“§ 1. Im Rahmen ihrer Regulierungsaufgaben ist die CWaPE von der Regierung unabhängig.”;

2° in Paragraph 1, Absatz 1, der nun Absatz 2 wird, werden die Wörter “und für die anderen Befugnisse, die nicht die Regulierungsaufgaben der CWaPE im Sinne der Richtlinie 2009/72/EG betreffen, und Letzterer durch oder kraft des Dekrets anvertraut wurden” nach “regionalen Stelle für Mediation”, eingefügt, wobei dieser Begriff im gesamten Dekret durch “regionalen Vermittlungsdienst” ersetzt wird, und wird der Satz “Für die Befugnisse, die die Regulierungsaufgaben betreffen, haben die Kommissare eine Beobachterfunktion” vor den Satz, der mit “Die Regierung setzt die Höhe der Vergütungen” anfängt, eingefügt;

3° in Paragraph 2 werden die Wörter “§ 2. Die Kommissare der Regierung” durch “Sie” ersetzt;

4° in Paragraph 3, der nun Paragraph 2 wird, werden die Wörter “§ 2. Die Kommissare der Regierung verfügen” durch “§ 2. Für die Befugnisse, die nicht die Regulierungsaufgaben betreffen, verfügen die Kommissare der Regierung” ersetzt;

5° in Paragraph “3bis” werden die Wörter “§ 3bis” gestrichen;

6° in Paragraph 4 werden die Wörter “§ 4” durch “§ 3” ersetzt, und wird das Wort “Juli” durch “August” ersetzt;

7° in Paragraph 5 wird “§ 5” durch “§ 4” ersetzt. Diese Bestimmung lautet nun: “Die CWaPE unterliegt der Kontrolle des Rechnungshofs und des Parlaments für ihre gesamte Aktivität. Im Rahmen dieser Kontrolle hört das Parlament die CWaPE zweimal im Jahre an”.

**Art. 58** - Artikel 48 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1, Absatz 1 wird die Wortfolge “eines Versorgers oder Netzbetreibers” durch “eines Versorgers, eines Netzbetreibers, eines Betreibers eines privaten Netzes oder eines Betreibers eines geschlossenen Unternehmensnetzes” ersetzt;

2° die letzten zwei Sätze von Paragraph 2, Absatz 2 werden durch folgenden Satz ersetzt: “Die Beschwerden sind nur zulässig, sofern der Antragssteller nachweist, dass er sich vorab bei dem betreffenden Versorger oder Netzbetreiber um eine gütliche Einigung bemüht hat und wenn die letzten Schritte des Klägers gegen den Marktteilnehmer, mit dem er sich in einem Rechtsstreit befindet, nicht länger als ein Jahr vor Hinterlegung der Beschwerde zurückliegen.”.

**Art. 59** - In Artikel 49, Absatz 3 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 wird das Wort "mindestens" zwischen "Zusammensetzung aus" und "dem Vorsitzenden" eingefügt.

**Art. 60** - Artikel 49bis desselben Dekrets, eingeführt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter "zum Zugang zum Netz oder zur Anwendung technischer Vorschriften" durch die Wörter ", einschließlich betreffend die privaten Netze und die geschlossenen Unternehmensnetze, bezüglich der dem betreffenden Netzbetreiber durch das oder kraft des vorliegenden Dekrets auferlegten Verpflichtungen" ersetzt;

2° Paragraph 1 wird um einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Falls der Streitfall die Anwendung der technischen Regelung betrifft, der eigentliche Zweck des Antrags jedoch auf der Beanstandung einer Energierechnung beruht, insbesondere anschließend an eine Berichtigung der Messdaten, wird die Kammer für Rechtsstreitigkeiten nur dann befugt sein, wenn vor dem regionalen Vermittlungsdienst für Energie oder dem auf föderaler Ebene eingerichteten Ombudsdienst für Energie ein Versuch zur gütlichen Beilegung bereits stattgefunden hat. Was die anderen Streitfälle betrifft, ist die Kammer für Rechtsstreitigkeiten befugt, den Antrag dem regionalen Vermittlungsdienst für Energie zu übermitteln, wenn sich zeigt, dass der Vermittlungsversuch zweckmäßig wäre. In diesem Fall informiert sie die Parteien. Wenn der Antrag dem regionalen Vermittlungsdienst für Energie übermittelt wird, werden die geltenden Verfahrensfristen vor der Kammer für Rechtsstreitigkeiten während der Zeit ausgesetzt, die diese Dienststelle benötigt, um das Vermittlungsverfahren abzuschließen.";

6° in Paragraph 2, Absatz 1 wird in der französischen Fassung das Wort "courrier" gestrichen;

4° in Paragraph 2, Absatz 2 wird nach "zum Erscheinen vor" die Wortfolge ", wenn sie es für zweckmäßig erachtet, oder auf Antrag einer der Parteien" eingefügt;

5° in Paragraph 3 wird Absatz 1 wie folgt ergänzt:

"Mit Zustimmung des Beschwerdeführers ist eine weitere Verlängerung dieser Frist möglich.";

6° in Paragraph 3, Absatz 2 werden nach "werden begründet" die Wörter "und sind verbindlich" eingefügt.

**Art. 61** - Artikel 50 desselben Dekrets, aufgehoben durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird in der folgenden Fassung wieder eingeführt:

"Art. 50 - Die CWaPE begründet und rechtfertigt voll und ganz ihre Beschlüsse.

Die für diese Begründungen und Rechtfertigungen anwendbaren Modalitäten werden in der Geschäftsordnung des Direktionsausschusses angegeben; sie beruhen insbesondere auf folgenden Grundsätzen:

1° die Begründung führt die gesamten Elemente an, auf denen der Beschluss beruht;

2° die Elektrizitätsunternehmen haben vor der Fassung eines Beschlusses, der sie betrifft, die Möglichkeit, ihr Kommentar darzulegen;

3° wie diesen Kommentaren Rechnung getragen wurde, wird im endgültigen Beschluss gerechtfertigt.

Urkunden mit individueller oder kollektiver Tragweite, die in Ausführung ihrer Aufgaben verabschiedet wurden, sowie jedes vorbereitende Dokument, jeder Sachverständigenbericht, jedes Kommentar der zu Rate gezogenen Parteien werden auf der Homepage der CWaPE veröffentlicht, unter Berücksichtigung der Vertraulichkeit der kommerziell empfindlichen Informationen und/oder der personenbezogenen Daten."

**Art. 62** - In Kapitel XIbis desselben Dekrets wird ein Artikel 50bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 50bis - Unbeschadet der gewöhnlichen Rechtsmittel hat jede geschädigte Partei binnen zwei Monaten nach der Veröffentlichung eines Beschlusses der CWaPE oder des Beschlussvorschlages der CWaPE im Rahmen eines Konsultierungsverfahrens das Recht, vor der CWaPE eine Beschwerde im Hinblick auf die Wiederüberprüfung ihrer Akte einzureichen. Diese Beschwerde hat keine aufhebende Wirkung, außer wenn sie gegen einen Beschluss gerichtet wird, durch den eine administrative Geldbuße auferlegt wird.

Die CWaPE befindet binnen einer Frist von zwei Monaten nach dem Eingang der Beschwerde oder der zusätzlichen Informationen, die sie beantragt hat. Die CWaPE begründet ihren Beschluss. Ist dies nicht der Fall, so wird der ursprüngliche Beschluss bestätigt."

**Art. 63** - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel 50ter mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Art. 50ter - Die Beschlüsse der CWaPE können innerhalb von dreißig Tagen ab Datum ihrer Notifizierung Gegenstand einer Nichtigkeitsklage vor dem für den Gesellschaftssitz der CWaPE zuständigen Appellationshof werden, der in einem beschleunigten Verfahren entscheidet. Gleichermaßen kann die zuerst handelnde Partei in Ermangelung eines Beschlusses der CWaPE innerhalb der im Dekret festgesetzten Frist den Streitfall innerhalb von dreißig Tagen nach Ablauf der festgesetzten Frist vor den für den Gesellschaftssitz der CWaPE zuständigen Appellationshof bringen.

Im Falle einer Beschwerde im Hinblick auf die Wiederüberprüfung einer Akte wird die in Absatz 1 genannte Frist beim Beschluss der CWaPE ausgesetzt; liegt kein Beschluss der CWaPE vor, wird diese Frist während zwei Monaten ab dem Eingang der Beschwerde oder der zusätzlichen Informationen, die von der CWaPE beantragt wurden, ausgesetzt.

Die Regierung kann in den Rechtsstreit eingreifen, jedoch ohne das Verfahren hinauszuzögern.

Die in Absatz 1 genannte Beschwerde hat keine aufhebende Wirkung, außer wenn sie gegen einen Beschluss gerichtet wird, durch den eine administrative Geldbuße auferlegt wird. Der für den Gesellschaftssitz der CWaPE zuständige, mit einer Beschwerde befasste Appellationshof kann jedoch, bevor er sein Urteil verkündet, die Aussetzung der Ausführung des Beschlusses, gegen den die Beschwerde eingereicht wurde, anordnen, wenn der Antragsteller ernsthafte Rechtsmittel geltend macht, die dazu angetan sind, eine Nichtigkeitsklärung oder Änderung des Beschlusses zu rechtfertigen, oder wenn die unmittelbare Ausführung dieses Beschlusses ihm einen ernsten und schwer wieder gut zu machenden Schaden zufügen kann.

Der für den Gesellschaftssitz der CWaPE zuständige Appellationshof befindet innerhalb einer Frist von sechzig Tagen, nachdem die Beschwerde eingereicht wurde."

**Art. 64** - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel XII durch die Wörter "Allgemeiner Rat" ersetzt.

**Art. 65** - Artikel 51 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Es wird ein Allgemeiner Rat mit folgenden Aufgaben errichtet:

1° aus eigener Initiative oder auf Antrag des Ministers Leitlinien für die Umsetzung vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse bestimmen;

2° binnen 40 Tagen nach Eingang des Antrags der CWaPE ein Gutachten über jede ihm von der CWaPE unterworfenen Angelegenheit abgeben;

3° ein Diskussionsforum über die Ziele und Strategien der wallonischen Energiepolitik sein.

§ 2. Der Rat besteht aus vierundzwanzig Mitgliedern, die nach einer Aufforderung zur Interessenbekundung von der Regierung benannt werden; es handelt sich um:

1° drei Vertreter der regionalen öffentlichen Behörden;

3° vier Vertreter des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region;

3° zwei Vertreter der Haushaltskunden;

4° drei Vertreter der Städte und Gemeinden und zwei Vertreter der ÖSHZ, die von der "Union des Villes, Communes et Provinces de la Wallonie" (Vereinigung der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonie) bzw. vom Verband der ÖSHZ vorgeschlagen werden;

5° vier Vertreter der Stromerzeuger, worunter einen Vertreter der zentralisierten Erzeuger, einen Vertreter der Erzeuger von erneuerbarer Energie, einen Vertreter der Erzeuger von Energie aus hochqualitativer Kraft-Wärme-Kopplung und einen Vertreter der Eigenerzeuger;

6° drei Vertreter der Betreiber von lokalen Übertragungsnetzen und von Verteilernetzen;

7° zwei Vertreter der Gas- und Stromversorger;

8° einen Vertreter der Umweltorganisationen.

§ 3. Der Vorsitzende des Rates wird unter den in § 2, 3° genannten Vertretern von der Regierung benannt.

§ 4. Der Vorsitzende oder ein Direktor der CWaPE wohnen den Versammlungen des Rates mit beratender Stimme bei.

§ 5. Das Sekretariat des Rates wird von der Verwaltung übernommen.

§ 6. Die Regierung nimmt die Geschäftsordnung des Rates zur Kenntnis.

§ 7. Die Funktionskosten des Rates gehen zu Lasten des Energiefonds."

**Art. 66** - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel XII*bis* durch die Wörter "Fonds für Energie und nachhaltige Entwicklung" ersetzt.

**Art. 67** - Artikel 51*bis*, Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "Energiefonds" wird durch die Wörter "Fonds für Energie und nachhaltige Entwicklung" ersetzt;

2° unter Ziffer 4° wird die Wortfolge "zur Förderung der Gasgewinnung und Stromerzeugung" durch "zur Förderung der Gasgewinnungs-, Hitze- und Stromerzeugungsprojekte" ersetzt;

3° unter Ziffer 7° werden am Ende die Wörter "und die sozialen Maßnahmen" eingefügt;

4° Absatz 1 wird um eine Ziffer 11° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"11° die Funktionskosten des Allgemeinen Rates."

**Art. 68** - Artikel 51*ter* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird wie folgt abgeändert:

1° im einleitenden Satz von Paragraph 1 wird das Wort "Energiefonds" durch die Wörter "Fonds für Energie und nachhaltige Entwicklung" ersetzt;

2° in Paragraph 2, Absatz 1 wird der Satz "Der Betrag der Kapitalbeiträge der CWaPE beläuft sich auf 3.610.950 Euro" durch den Satz "Der Betrag des jährlichen Gesamthaushalts der CWaPE beläuft sich auf 5.600.000 Euro."; die Wörter "des Jahres vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses" werden durch "des Monats Juni 2012" ersetzt; der Satz "Der Betrag des Kapitalbeitrags wird entsprechend der jeweils in Artikel 51*quinquies*, § 1, Ziffern 1 und 2, vorgesehenen Abgaben erhoben" wird durch folgenden Satz ersetzt: "Dieser Gesamthaushalt setzt sich einerseits aus einer Gebühr auf grüne Bescheinigungen, die von der CWaPE aufgrund der erzeugten MWh erhoben wird, in Höhe eines Jahresbetrags von 1.800.000 Euro, der für ihre Aufgabe zur Verwaltung des Mechanismus und zur Verarbeitung der grünen Bescheinigungen aufkommt, und andererseits aus dem Restbetrag der CWaPE-Dotation zusammen.";

**Art. 69** - Artikel 53 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1, Absatz 2 wird die Wortfolge "bei Fristende der Anordnung" "am Ablauf der durch die in Absatz 1 genannte Anordnung festgelegten Frist" ersetzt;

2° in Paragraph 2 werden die Wörter "die Leistungsziele" durch "die Leistungsindikatoren und die Leistungsziele" ersetzt.

**Art. 70** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 64 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 64 - Die CWaPE bewertet die Bestimmungen vorliegenden Dekrets und übermittelt ihren Bewertungsbericht der Regierung und dem Parlament zum 31. Januar 2017.

Der Allgemeine Rat kann ebenfalls die Bestimmungen vorliegenden Dekrets bewerten und der Regierung und dem Parlament im Laufe des Jahres 2017 einen Bewertungsbericht übermitteln."

**Art. 71** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 65 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 65- Was die Betreiber von Verteilernetzen betrifft, treten Artikel 26, § 2*ter* bis *quinquies* und Artikel 34, 3°, b) am Datum des Inkrafttretens der neuen, auf die Betreiber von Verteilernetzen angewandten Tarife in Kraft."

**Art. 72** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 66 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 66 - Ab dem Inkrafttreten des Gesetzes über die Übertragung von Befugnissen im Bereich der Tarife für die Gas- und Stromverteilung infolge des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform und unter Beachtung von Artikel 1 vorliegenden Dekrets

1° bestimmt die CWaPE, wenn diesbezüglich vor der Übertragung der Tarifbefugnis kein Beschluss von den zuständigen föderalen Behörden gefasst worden ist, die Höhe und/oder die Zuweisung der Regulierungssaldi der Jahre vor dem Inkrafttreten von neuen, von der CWaPE genehmigten Tarifen. Die Regel betreffend die Tatsache, dass die nicht zu verwaltenden Saldi den Tarifen und die zu verwaltenden Saldi dem Ergebnis des Geschäftsjahres zugewiesen werden, bleibt weiterbestehen;

2° kann die CWaPE die an diesem Datum bestehenden Tarife verlängern, verändern, aufheben oder ersetzen oder alle sonstigen Maßnahmen treffen, die die Tarifmethodik oder die Tarife, die sie bis zur Genehmigung der neuen Tarife als nützlich erachten würde, betreffen;

3° trifft die CWaPE alle Übergangsmaßnahmen, die sie zwecks der Annahme von tarifmethodischen Regeln und der Genehmigung von Tarifen für den Zeitraum 2015-2016 als nützlich betrachten würde.

Wenn die CWaPE die Bestimmungen der vorigen Absätze anwendet, berücksichtigt sie die geltenden Leitlinien.

**Art. 73** - In Abweichung von Art. 31 vorliegenden Dekrets wird das Mandat des zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets amtierenden Vorsitzenden bis zum 31. Januar 2017 verlängert.

**Art. 74** - In Artikel 591 des Gerichtsgesetzbuches wird eine Ziffer 24° mit folgendem Wortlaut eingefügt:  
 "24° alle Klagen, die aufgrund Artikel 33<sup>quater</sup>, § 6 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts gegen die Beschlüsse der lokalen Kommissionen für Energie erhoben werden."

**Art. 75** - Die Artikel 12, 47, 48 Ziffer 10°, 72 und 76 vorliegenden Dekrets treten am 1. Juli 2014 in Kraft.

**Art. 76** - Artikel 15 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 15 - Der Netzbetreiber veröffentlicht jedes Jahr die Tarife, die auf dem Netz gelten, für das er benannt wurde, einschließlich der Tarife für Hilfsdienste, so wie Letztere von der CWaPE genehmigt worden sind."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. April 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—  
 Note

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1020 (2013-2014). Nr. 1, 1<sup>bis</sup> bis 18.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 11. April 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

—  
 VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203686]

**11 MAART 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001  
 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Bij dit decreet wordt Richtlijn 2009/72/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG omgezet. Dit decreet regelt ook de omzetting van Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van de Richtlijnen 2001/77/EG en 2003/30/EG en van Richtlijn 2004/8/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 inzake de bevordering van warmtekrachtkoppeling op basis van de vraag naar nuttige warmte binnen de interne energiemarkt en tot wijziging van Richtlijn 92/42/EG.

Dit decreet voert ook de tariefbevoegdheid uit bedoeld in artikel 19 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming. ».

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 5° worden de woorden "zoals bedoeld in artikel 2, c., van Richtlijn 2001/77/EG" vervangen door "zoals bedoeld in artikel 5.3 van Richtlijn 2009/28/EG";

2° punt 15° wordt vervangen als volgt :

"15° "net" : geheel van luchtlijnen en ondergrondse kabels voor de transmissie van elektriciteit, die gekoppeld zijn aan een groot aantal gebruikers, inclusief de aansluitingen, injectie-, transformatie-, sectioneer- en distributieposten, de installaties voor controle op afstand, en alle daarbij horende installaties, die dienen voor de transmissie van elektriciteit";

3° in punt 23° worden de woorden "en die nog niet erkend is als "gesloten beroepsnet"" ingevoegd na de woorden "in de betekenis van artikel";

4° tussen de punten 23° en 24° worden de punten 23°*bis* en 23°*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

23°*bis* "gesloten beroepsnet" : een net dat aangesloten is op het distributienet of het plaatselijk transmissienet dat elektriciteit verdeeld binnen een gebied bestemd voor industrie, handel of verdeling van diensten dat geografisch afgebakend is, dat eventueel een klein aantal residentiële afnemers kan bevoorraden die door de eigenaar van het net tewerkgesteld zijn of met hem op een gelijkwaardige manier verbonden zijn en waarin :

a) om specifieke redenen die te maken hebben met techniek of veiligheid, de handelingen of het productieproces van de gebruikers van dit net verweven zijn of waren; of

b) de elektriciteit voornamelijk geleverd wordt voor hun eigen verbruik aan de eigenaar of aan de beheerder van het gesloten beroepsnet of aan de ondernemingen die met hen verbonden zijn;

23°*ter* "beheerder van gesloten beroepsnet" : natuurlijke of rechtspersoon die eigenaar is van een gesloten beroepsnet of over een genotsrecht beschikt op het net;";

5° punt 24° wordt vervangen als volgt :

24° "directe lijn" : elektriciteitslijn die een geïsoleerde productielocatie met een geïsoleerde afnemer verbindt of een elektriciteitslijn die een elektriciteitsproducent met een onderneming die elektriciteit levert, verbindt om rechtstreeks hun eigen inrichtingen, dochterondernemingen en in aanmerking komende afnemers te bevoorraden;";

6° tussen de punten 31° en 32° worden het punt 31°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

31°*bis* : "MIG" (Message Implementation Guide) : het handboek dat de regels, de procedures en het communicatieprotocol beschrijft die gevolgd worden voor de uitwisseling, tussen de distributienetbeheerder en de leveranciers, van technische en commerciële informatie met betrekking tot de toegangspunten;";

7° punt 34° wordt opgeheven;

8° in punt 35° worden de woorden "in de volgende gevallen : 1° aan de afnemers die nu in aanmerking komen zolang zij geen leverancier hebben gekozen; 2°" ingevoegd tussen de woorden "levering van elektriciteit" en "aan de eindafnemers wanneer de leverancier met wie die afnemers een leveringscontract hebben gesloten, in gebreke blijft;";

9° in punt 41° worden de woorden "of een gesloten beroepsnet" ingevoegd na de woorden "via een privénet";

10° de punten 51° en 52° worden opgeheven;

11° Tussen de punten 54° en 55° worden de punten 54°*bis* en 54°*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

54°*bis* "Richtlijn 2009/28/EG" : Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van de Richtlijnen 2001/77/EG en 2003/30/EG;

54°*ter* "Richtlijn 2009/72/EG" : Richtlijn 2009/72/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG;";

12° het artikel wordt aangevuld met een punt 61°, luidend als volgt :

61° "ACER" : agentschap voor de samenwerking tussen energieregulators opgericht door de Verordening (EG) nr. 713/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 tot oprichting van een Agentschap voor de samenwerking tussen energieregulators."

**Art. 3.** In artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. De distributienetbeheerder is :

1° een publiekrechtelijke rechtspersoon die de vorm mag aannemen van een intercommunale; of

2° een privaatrechtelijke rechtspersoon die minstens voor 70 percent in het bezit is en gecontroleerd wordt, rechtstreeks of onrechtstreeks, door publiekrechtelijke personen.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 2°, zijn de artikelen van het Wetboek van Vennootschappen van toepassing onverminderd de toepasselijke bepalingen die door dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten worden geregeld;";

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

" § 3. de distributienetbeheerder mag de vaste activa i.v.m. de activiteit van distributienetbeheerder op geen enkele manier waarborgen, belenen, in pand geven of verpanden, met inbegrip van de infrastructuur van het net, voor andere zaken en activiteiten dan die van distributienetbeheerder.

Bij faillissement van een distributienetbeheerder opgericht overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 2°, en om de integriteit van het distributienet te vrijwaren waarvan de betrokken distributienetbeheerder eigenaar is, in het algemeen belang en gelet op de opdracht van openbare dienst of de economische opdracht die dankzij hem vervuld wordt :

1° kunnen de publiekrechtelijke persoon (personen) die hem bezatten en/of controleerden, rechtstreeks of onrechtstreeks, een recht van voorkoop laten gelden op de gereguleerde activiteitssector van de distributie binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de beslissing waarbij het faillissement wordt uitgesproken;

2° de gereguleerde activiteitssector van de distributie kan in elk geval maar toekomen aan een persoon die als distributienetbeheerder erkend kan worden."

**Art. 4.** In artikel 7*bis* van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "netbeheerder" worden vervangen door de woorden "distributienetbeheerder";

1° in punt 3° wordt de woorden "de maatschappelijke aandelen" vervangen door de woorden "de verhouding van maatschappelijke aandelen";

3° in punt 3° worden de woorden "het kapitaal van" ingevoegd tussen de woorden "die hij bezit in" en "de distributienetbeheerder".

**Art. 5.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 7*ter*, luidend als volgt :

"Art. 7*ter*. Wanneer een distributienetbeheerder is opgericht overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, 2°, zijn de volgende bijkomende voorwaarden van toepassing :

1° de publiekrechtelijke personen die, geheel of gedeeltelijk, rechtstreeks of onrechtstreeks, een distributienetbeheerder bezitten, kunnen zich alleen afzonderlijk en elk tot beloop van een bepaalde som verbinden;

2° in de beheersorganen zijn de vertegenwoordigers van de openbare aandeelhouders in de meerderheid en beschikken zij altijd over de meerderheid van de stemmen;

3° de meerderheid van de vertegenwoordigers van de openbare aandeelhouders zijn leden van de gemeente- en provincieraden en gemeente- en provinciecolleges. De mandaten worden verdeeld overeenkomstig het systeem van de evenredige vertegenwoordiging geregeld door de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek

4° de raad van bestuur telt minstens 20 percent zelfstandige deskundigen in de zin van artikel 526ter van het Wetboek van Vennootschappen die door de algemene vergadering worden benoemd voor hun kennis inzake financieel beheer of om hun nuttige technische kennis;

5° elke beslissing van de raad van bestuur moet op zijn minst goedgekeurd worden met een meerderheid van de stemmen binnen de groep van de bestuurders bedoeld in punt 3°;

6° Er wordt een Code van bestuur goedgekeurd door de algemene vergadering die gegrond is op de beste praktijken terzake en die o.a. de regels vastlegt inzake organisationele transparantie;

7° de distributienetbeheerder richt in zijn midden een auditcomité op, waarin een meerderheid van bestuurders uit de groep bestuurders bedoeld in punt 3° zetelt en minstens één bestuurder uit de groep van de zelfstandige deskundigen bedoeld in punt 4°, en die, o.a., ambtshalve of op verzoek van twee leden van de raad van bestuur, een gemotiveerd advies zal kunnen geven over elk ontwerp van beslissing dat de activiteiten van de distributienetbeheerder ernstig zou kunnen schaden;

8° de distributienetbeheerder richt in zijn midden een bezoldigingscomité op waarin een meerderheid van bestuurders bedoeld in punt 3° zetelt en minstens één bestuurder bedoeld in punt 4°, dat comité moet de bezoldiging van de leden van de raad van bestuur bepalen en het bezoldigingsbeleid van de leden van het directiecomité uitwerken;

9° de raad van bestuur van de distributienetbeheerder moet zorgen voor de transparantie tijdens de besluitvorming. Dit houdt voor de raad van bestuur de verplichting in om aan de leden van het auditcomité zijn agenda's, ontwerpen van beslissing of elk ander stuk dat rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking heeft op de activiteit van de distributienetbeheerder mee te delen, op hetzelfde tijdstip als aan de leden van de raad van bestuur;

10° de raad van bestuur van de distributienetbeheerder doet in ieder geval uitspraak bij gemotiveerde beslissing als deze beslissing volgt op een gemotiveerd advies van het auditcomité.

Wat betreft het bezoldigingsbeleid bedoeld in het eerste lid, 8°, bepaalt de Regering een minimum en een maximumbedrag binnen welke de bezoldigingen in hoofde van de activiteit van de netbeheerder vastgelegd dienen te worden.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering. De Regering kan ook bijkomende regels bepalen voor de distributienetbeheerder betreffende het interne besluitvormingsproces en het bezoldigingsbeleid bedoeld in het eerste lid, 8°.

**Art. 6.** In artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

"De distributienetbeheerder mag rechtstreeks en/of onrechtstreeks aandelen bezitten in elektriciteitsproducenten of transmissiebeheerders binnen de perken bepaald door de toepasselijke Europese regelgeving.";

2° paragraaf 2° wordt aangevuld met de volgende leden :

"De distributienetbeheerder mag, overeenkomstig zijn maatschappelijk doel, deze activiteiten, met inbegrip van de commerciële activiteiten, rechtstreeks uitoefenen of via participaties in reeds bestaande of nog op te richten instellingen, vennootschappen of openbare of private verenigingen.

Deze activiteiten kunnen alleen maar rechtstreeks of via participaties worden uitgeoefend als ze geen negatieve invloed hebben op de onafhankelijkheid van de distributienetbeheerder of op de vervulling van de opdrachten die hem via de wet en het decreet worden toevertrouwd.

De beslissingen en/of verbintenissen genomen door de distributienetbeheerder die andere activiteiten dan die welke verbonden zijn met elektriciteits- en/of gasdistributie uitoefenen, mogen niet als doel of als gevolg hebben om een negatieve impact te hebben op de goede uitvoering van de opdrachten en de activiteit van netbeheerder, met inbegrip van de naleving van zijn openbare dienstverplichtingen.

Elke vervreemding van de infrastructuur en de uitrusting die deel uitmaken van het distributienet, door de distributienetbeheerder en zijn dochterondernemingen, wordt onderworpen aan het eensluidend advies van de CWaPE.";

3° tussen de paragrafen 2 en 3 worden een paragraaf 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2bis. De distributienetbeheerder houdt in zijn interne boekhouding afzonderlijke rekeningen aan voor zijn distributie-activiteiten en, in voorkomend geval, voor alle andere activiteiten, met inbegrip van het geheel van de activiteiten buiten de elektriciteitssector, op dezelfde manier als of deze activiteiten door juridisch onderscheiden ondernemingen uitgeoefend zouden zijn.

De jaarrekeningen bevatten, in hun bijlage, een toelichting en een resultatenrekening voor elke categorie van activiteiten, alsmede de regels voor de toerekening van de activa en passiva en de opbrengsten en kosten die bij de opstelling van de afzonderlijke rekeningen werden toegepast.

De inkomsten van het eigendom van het distributienet worden in de boekhouding vermeld.

De Regering kan de regels bepalen i.v.m. de transparantie van de boekhouding die op de distributienetbeheerder van toepassing is.";

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"De distributienetbeheerder wijst één of meerdere vervangende leverancier(s) aan.".

**Art. 7.** In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° het derde lid van paragraaf 1 wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Wanneer een publiekrechtelijke rechtspersoon bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 1°, aangewezen als distributienetbeheerder, al de rechten die zij op een net bezit, overdraagt aan een privaatrechtelijke rechtspersoon bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 2°, ter gelegenheid van de inbreng van een activiteitensector wordt de aanvankelijke aanwijzing als distributienetbeheerder van de publiekrechtelijke rechtspersoon die de inbreng uitvoert, van rechtswege overgedragen en onder dezelfde voorwaarden, in hoofde van de privaatrechtelijke rechtspersoon die van de inbreng geniet tot het einde van de periode waarvoor de aanwijzing aanvankelijk werd toegekend.".

**Art. 8.** In artikel 11, § 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De netbeheerder staat in voor de exploitatie, het onderhoud en de ontwikkeling van het net waarvoor hij is aangewezen, onder voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn, met inbegrip van de koppellijnen naar andere elektriciteitsnetten, teneinde de veiligheid en de continuïteit van de voorziening te waarborgen met inachtneming van het milieu en van de energie-efficiëntie. De Regering bepaalt het begrip voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn.";

1° in lid 2 wordt na punt 1° een punt 1°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"1°*bis* de ontwikkeling van het vermogen inzake waarneming, controle en vooruitzichten van de elektriciteitsstromen om het operationeel beheer van het net te verzekeren";

3° in het tweede lid, 2°, worden de woorden "in dit kader" vervangen door de woorden "o.a., in het geval dat deze activiteiten hem worden opgedragen";

4° in het tweede lid, 2°, worden de woorden "in dit verband" vervangen door de woorden "o.a., in het geval dat deze activiteiten hem worden opgedragen";

5° het tweede lid wordt aangevuld met de punten 8° tot 11°, luidend als volgt :

"8° de voorrang geven aan installaties die hernieuwbare energiebronnen gebruiken of aan installaties van kwaliteitswarmtekrachtkoppeling tijdens het beheer van de congesties;

9° de productie of de aankoop van energie om de verliezen te dekken en om een reservecapaciteit te behouden, volgens doorzichtige en niet-discriminerende procedures door de voorrang te geven aan de groene elektriciteit wanneer ze geen meerkost tot gevolg heeft;

10° bij de planning van de ontwikkeling van het net maatregelen onderzoeken inzake energie-efficiëntie, beheer van de vraag en opvang van de productie-installaties om de verhoging of de vervanging van de capaciteiten van het net te voorkomen;

11° fraude inzake elektrische installaties opzoeken, de installaties die ten gevolge van deze fraude beschadigd zijn, vervangen en rechtstreekse invordering bij de eindafnemer en/of de begunstigde voor de energie die niet betaald werd, de kosten i.v.m. deze energie alsook de technische en administratieve kosten i.v.m. het beheer van de fraude of de beschadiging van de installatie en dit, in het belang van de collectiviteit."

**Art. 9.** In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt tussen de paragrafen 1 en 2 een paragraaf 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 1*bis*. De distributienetbeheerder behandelt commercieel gevoelige informatie waarvan hij kennis krijgt bij de uitoefening van zijn activiteiten vertrouwelijk en verhindert dat informatie over zijn activiteiten, die commercieel gunstig kan zijn, op discriminerende wijze wordt verspreid.

De netbeheerder maakt bovenbedoelde informatie niet over aan bedrijven die rechtstreeks of onrechtstreeks werkzaam zijn in de productie en/of de levering van elektriciteit.

Hij onthoudt er zich ook van zijn eigen personeel aan zulke bedrijven over te dragen.

Wanneer de netbeheerder elektriciteit verkoopt aan of aankoopt van een elektriciteitsbedrijf, maakt hij geen misbruik van de commercieel gevoelige informatie die hij van derden heeft verkregen ter gelegenheid van hun toegang tot het net of tijdens de onderhandelingen over hun toegang tot het net.

De informatie die noodzakelijk is voor een efficiënte mededinging en voor een goede marktwerking wordt openbaar gemaakt. Deze verplichting doet geen afbreuk aan de bescherming van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige informatie.

De Regering kan de regels bepalen i.v.m. de vertrouwelijkheid die op de distributienetbeheerder van toepassing is."

**Art. 10.** In artikel 13 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin worden de woorden "en na raadpleging van de algemene raad," ingevoegd tussen de woorden "In overleg met de netbeheerders" en de woorden "besluit de CWaPE";

2 in punt 6° worden de woorden "de waarborg voor aansluiting overeenkomstig artikel 25*decies*, en voor toegang overeenkomstig artikel 26, en" ingevoegd vóór de woorden "de prioriteit die moet worden gegeven";

3° in punt 13° worden de woorden "en op de gesloten beroepsnetten" ingevoegd tussen de woorden "privé-netten" en de woorden "en de technische verplichtingen", en worden de woorden "van de" vervangen door de woorden "van die" en wordt het woord "privé" opgeheven;

4° in punt 14° worden de woorden "voor de distributienetbeheerder, de voorwaarden, de criteria end en de aanwijzingsprocedure, alsook" ingevoegd voor de woorden "de modaliteiten van de tussenkomst";

5° het artikel wordt aangevuld met een punt 17°, luidend als volgt :

"17° de gevallen waarin de schorsing van de toegang, de buitendienststelling of de wegname van een aansluiting, de oplegging van aanpassingen aan de installaties van de netgebruiker, zelfs hun afschaffing door de wegbeheerder worden toegelaten en de desbetreffende modaliteiten."

**Art. 11.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 13*bis*, luidend als volgt :

"Art. 13*bis*. De "MIG" die van toepassing is in het Waalse Gewest wordt uitgewerkt door de netbeheerder na overleg met de leveranciers in samenwerkingsplatform waar het geheel van de leveranciers, de beheerders van gesloten beroepsnetten en de beheerders van netten die actief zijn in het Waalse Gewest worden vertegenwoordigd. De "CWAPE" beschikt over een vetorecht tegen de beslissingen die in dit platform worden genomen. Het vetorecht is van toepassing als er een beslissing wordt genomen die in strijd is met het decreet, zijn uitvoeringsbesluiten of het algemeen belang. De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de uitoefening van het vetorecht."

**Art. 12.** In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° vóór het eerste en het tweede lid waarvan de huidige tekst de paragraaf 3 zal vormen, wordt een paragraaf 1 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 1. Artikel 12*bis* van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en artikel 15/5*ter* van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, waar zij de rechten, verplichtingen en tarieven van de distributienetbeheerders beogen, blijven toepasselijk op het Waalse Gewest na de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming die de bevoegdheid betreffende de distributietarieven voor gas en elektriciteit aan de gewesten toewijst, onder voorbehoud van de volgende wijzigingen :

1° het woord "commissie" wordt vervangen door "CWAPE";

2° de woorden "Kamer van volksvertegenwoordigers" wordt vervangen door de woorden "Waals Parlement";

3° in de eerste zin van paragraaf 2 worden de woorden "Na overleg met de regionale regulatoren en" opgeheven;

4° in paragraaf 14 worden de woorden "het hof van beroep te Brussel" vervangen door de woorden "het hof van beroep te Luik".

In afwijking van het eerste lid wordt de tariefmethodologie betreffende de periode 2015-2016 opgesteld volgens een *ad hoc* procedure, met inbegrip van de openbaarheid, die de toepasselijke richtlijnen in acht neemt en de redelijke termijn vastgesteld door de CWaPE na overleg met de distributienetbeheerders."

2° vóór het eerste en het tweede lid waarvan de huidige tekst het paragraaf 3 zal vormen, wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. De methodologie bepaalt de nadere regels voor de integratie en controle van de niet-beheersbare kosten bestaande uit de pensioenlasten van de personeelsleden onder openbaar statuut van de beheerder van het net of van de dochteronderneming of kleindochteronderneming die een gereguleerde activiteit van distributienetbeheer hebben verricht.";

3° het eerste lid dat het eerste lid van paragraaf 3 is geworden, wordt aangevuld met de woorden ", zoals goedgekeurd door de CWaPE";

4° het tweede lid dat het tweede lid van paragraaf 3 is geworden, wordt opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de volgende woorden vullen het eerste lid aan "onder voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn. De Regering bepaalt het begrip voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn.";

b) tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Bij het opmaken van hun aanpassingsplan bekijken de netbeheerders o.a. de maatregelen voor een intelligent beheer van het net, voor een actief beheer van de vraag, voor energie-efficiëntie, voor integratie van de gedecentraliseerde producties en voor buigzame toegang om de versterking van de capaciteit van het net te voorkomen.";

c) in het tweede lid dat lid 3 is geworden, worden de woorden "en bijwerkings" ingevoegd tussen de woorden "en de uitvoerings-" en "modaliteiten";

d) in het derde lid dat lid 4 is geworden, worden de woorden "van drie jaar" vervangen door de woorden "die overeenstemt met de tariefperiode";

e) het vierde lid dat lid 5 is geworden, is opgeheven;

f) het zesde lid wordt vervangen als volgt :

"Het dekt een periode van zeven jaar, wordt om de twee jaar bijgesteld en jaarlijks bijgewerkt. Het technisch reglement voorziet een vereenvoudigde procedure voor de bijwerkingen.";

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "rekening houdend met de vermoedelijke evolutie van het verbruik en de gedecentraliseerde producties alsook met de maatregelen i.v.m. het intelligente beheer van de netten" worden ingevoegd tussen de woorden "onderliggende hypothesen" en ", en bepaalt het investeringsprogramma";

b) de woorden "onder voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak redelijk zijn" worden ingevoegd tussen de woorden "aan deze behoeften te voldoen" en de woorden "en de budgettaire middelen";

c) paragraaf 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

"Het aanpassingsplan bevat tenminste de volgende gegevens :

1° een omschrijving van de bestaande infrastructuur, van haar verouderde staat en van haar gebruiksgraad, met vermelding voor de voornaamste structurende uitrustingen op het niveau van de middenspanning, hun leeftijdspiramide en de vergelijking tussen de piekmetingen en hun technische capaciteit;

2° een schatting en een omschrijving van de capaciteitsbehoeften, rekening houdend met de waarschijnlijke evolutie van de productie, van het verbruik, van de scenario's van ontwikkeling van de ecomobilititeit, van de maatregelen van energie-efficiëntie en van beheer van de vraag, en van de uitwisselingen met de andere netten;

3° een beschrijving van de ingezette middelen en van de te verwezenlijken investeringen om in de geschatte behoeften te voorzien, met inbegrip van, desgevallend, de versterking of de aanleg van interconnecties, evenals een lijst van de belangrijke investeringen waartoe reeds besloten werd, een beschrijving van de nieuwe belangrijke investeringen die tijdens de bedoelde periode verwezenlijkt moeten worden en een kalender voor deze investeringsprojecten;

4° de vaststelling van de nagestreefde kwaliteitsdoelstellingen, in het bijzonder betreffende de duur van de pannes en de kwaliteit van de spanning;

5° de lijst van de acties die tijdens het afgelopen jaar dringend zijn uitgevoerd;

6° de staat van de studies, projecten en implementaties van slimme netten en slimme meetsystemen, in voorkomend geval;

7° de maatregelen genomen in het kader van de bevoorrading en de aansluiting van de productie-eenheden, de identificatie en de kwantificering van de eventuele meerkosten i.v.m. de integratie van de producties van groene elektriciteit, met name de voorrang die gegeven wordt aan de productie-eenheden die hernieuwbare energiebronnen gebruiken, of de kwaliteitswarmtekrachtkoppelingen;

8° op basis van de doelstellingen inzake productie van groene energie, een cartografie van het middenspannings- en hoogspanningsnet dat gebieden in kaart brengt waarvoor een aanpassing nodig is om de producties van groene elektriciteit te integreren overeenkomstig artikel 26;

9° het beleid inzake beperking van de technische en administratieve verliezen.";

3° het artikel wordt aangevuld met twee paragrafen 4 en 5, luidend als volgt :

"§ 4. De netbeheerders dienen de in hun aanpassingsplannen vermelde investeringen uit te voeren, behalve in een geval van overmacht of om dwingende redenen die zij niet onder controle hebben.

§ 5. De CWaPE houdt toezicht op en controleert de uitvoering van de aanpassingsplannen. De CWaPE kan aan de netbeheerders de uitvoering van het geheel of een gedeelte van de investeringen opleggen die krachtens deze aanpassingsplannen uitgevoerd hadden moeten worden.

**Art. 14.** In artikel 15bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Privénetten zijn verboden, behalve in volgende gevallen :

1° de privénetten waarvan het verbruik van de stroomafwaartse afnemers tijdelijk is en hoogstens twaalf weken per jaar in beslag neemt, zoals de markten, evenementen, kermissen,...;

2° de privénetten waarvan het verbruik van de residentiële stroomafwaartse afnemers slechts een bestanddeel vormt van een globale dienstverlening die hen door de eigenaar van de locatie wordt aangeboden zoals het verhuren van garages, studentenkamers, kamers in een rusthuis of het verhuren van een vakantiewoning;

3° de permanente woningen waarvan de lijst door de Regering wordt bepaald; in dit geval is de beheerder van het privénet de natuurlijke of rechtspersoon die het beheer van de permanente woning waarneemt of diens afgevaardigde;



4° de privénetten gelegen in éénzelfde kantoorgebouw.”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “en het onderhoud van het privénet” vervangen door de woorden “, het onderhoud en de veiligheid van het privénet”;

3° in paragraaf 2 worden de woorden “Voor het overige worden de respectieve rechten en verplichtingen van de privénetbeheerder en van de netbeheerder, met name tegenover de stroomafwaartse afnemer, bepaald door de Regering, na advies van de CWaPE.” vervangen door de woorden “De respectieve rechten en verplichtingen van de privénetbeheerder en van de stroomafwaartse afnemer worden bepaald door de Regering, na advies van de CWaPE.”;

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“De privénetbeheerder sluit een aansluitingscontract met de beheerder van het plaatselijk transmissienet of van het distributienet waarop hij aangesloten is en een toegangscontract met de beheerder van het plaatselijk transmissienet.”;

5° artikel 15bis wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

“§ 4. Het privénet is slechts via één punt aangesloten op het distributienet of het plaatselijk transmissienet, behalve een voorafgaande toestemming van meervoudige aansluiting door de netbeheerder waarop hij aangesloten is.”.

**Art. 15.** In artikel 15ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

“§ 1<sup>er</sup>. De gesloten beroepsnetten zijn onderworpen aan de toekenning van een individuele vergunning verleend door de CWaPE na raadpleging van de netbeheerder waarop het gesloten net zich wil aansluiten. Ze wordt op de site van de CWaPE bekendgemaakt.

In afwijking van het vorig lid, voor de bestaande gesloten beroepsnetten op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepaling of ontstaan uit het afstaan aan derde van een bestaand intern net op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepaling ten gevolge van de verwerving van een deel van de locatie door een andere onderneming, geeft de netbeheerder zijn net aan bij de CWaPE binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze bepaling of van deze verwerving. Via deze aangifte verwerft hij de hoedanigheid van beheerder van gesloten beroepsnet.

Bij de inbedrijfstelling van nieuwe eenheden voor de productie van elektriciteit (noodgroep uitgesloten) binnen een bestaand of toekomstig gesloten beroepsnet moet minstens vijftig percent van de productiecapaciteit van elektriciteit uit een groene bron zijn wanneer het op technisch en economisch vlak gerechtvaardigd is. De energetische valorisatie van de afval die ter plaatste geproduceerd wordt, zal overwogen worden in de gesloten beroepsnetten met inachtneming van de toepasselijke wetgeving en voor zover ze op technisch en economisch vlak gerechtvaardigd is.

Voor de gesloten beroepsnetten bedoeld in het tweede lid moet de netbeheerder op eigen kosten de technische overeenstemming laten nakijken door een erkende instelling waarvan het verslag aan de CWaPE wordt overgemaakt binnen het jaar dat zijn net wordt aangegeven.

De voorwaarden, modaliteiten en procedure voor de toekenning van de individuele vergunning worden door de Regering bepaald, na advies van de CWaPE. De vergunning bedoeld in het eerste lid bevat bovendien de aanwijzing van een beheerder van gesloten beroepsnet.

§ 2. In afwijking van dit decreet moeten de beheerders van gesloten beroepsnetten de volgende verplichtingen naleven :

1° elke beheerder van een gesloten beroepsnet moet bij de CWaPE zijn gesloten beroepsnet aangeven en ook de eventuele ontwikkeling van eenheden voor de productie van elektriciteit die op dit net zijn aangesloten;

2° elke beheerder van een gesloten beroepsnet onthoudt zich, in het kader van deze functie, van elke discriminatie tussen de gebruikers van zijn gesloten beroepsnet;

3° elke beheerder van een gesloten beroepsnet bepaalt de modaliteiten voor de aansluiting en de toegang tot dit net in een contract met de gebruikers van het van het gesloten beroepsnet. Deze contracten stellen onder andere :

a) de minimale technische vereisten inzake het ontwerp en de werking van de op het gesloten beroepsnet aangesloten installaties, het maximale aansluitingsvermogen en de kenmerken van de geleverde voorzieningen;

b) de commerciële modaliteiten voor de aansluiting op en de toegang tot het gesloten beroepsnet;

c) de voorwaarden voor onderbreking van de aansluiting wegens niet-naleving van de contractuele verplichtingen of omwille van de veiligheid van het gesloten beroepsnet.

De reguleringsinstantie bevoegd inzake distributietarieven of plaatselijke transmissietarieven is bevoegd in geval van betwisting door een gebruiker van het gesloten beroepsnet van de bezoldigingsvoorwaarden van de beheerder van het gesloten beroepsnet;

4° de bezoldiging van de beheerders van het gesloten beroepsnet leeft het dwingend kader dat terzake door de bevoegde instantie is opgelegd na;

5° iedere beheerder van een gesloten beroepsnet bezorgt de gebruikers van het gesloten beroepsnet dat hij beheert :

a) een gedetailleerde en duidelijke factuur, gebaseerd op hun verbruik of eigen injecties en op de in dit artikel bedoelde tariefbeginselen en/of bezoldigingen;

b) een juiste verdeling, op hun facturen, van de meerkosten toegepast op de facturen voor transmissie, plaatselijke transmissie en distributie in overeenstemming met de meerkostbeginselen;

c) de mededeling van de relevante gegevens van hun verbruik en/of injecties, evenals de informatie voor een efficiënte toegang tot het net;

de beheerder van een gesloten beroepsnet garandeert de vertrouwelijke behandeling van de commercieel gevoelige informatie van de gebruikers van het net, waarvan hij kennis heeft in het kader van zijn activiteiten, uitgezonderd elke andersluidende wettelijke verplichting;

7° elke beheerder van een gesloten beroepsnet toont aan de CWaPE de technische conformiteit van zijn gesloten beroepsnet met het technisch reglement, volgens de door de CWaPE bepaalde modaliteiten;

8° De beheerder van het gesloten beroepsnet staat in voor de exploitatie, het onderhoud en de ontwikkeling van het net waarvoor hij is aangewezen, onder voorwaarden die op sociaal, technisch en economisch vlak aanvaardbaar zijn, met inbegrip van de koppellijnen naar andere elektriciteitsnetten, teneinde de veiligheid en de continuïteit van de voorziening te waarborgen met inachtneming van het milieu en van de energie-efficiëntie;

9° de beheerder van het gesloten beroepsnet het effectief in aanmerking komen van de afnemer die erom verzoekt, garanderen wanneer geen mandaat is toegestaan overeenkomstig artikel 31, § 1.

§ 3. De beheerder van het gesloten beroepsnet sluit een aansluitingscontract met de beheerder van het plaatselijk transmissienet of van het distributienet waarop hij aangesloten is en een toegangscontract met de beheerder van het plaatselijk transmissienet.

§ 4. Behoudens voorafgaandelijke toelating van de beheerder van het lokale transmissienet of uitdrukkelijke overeenkomst in het aansluitingscontract met duidelijke vermelding van de modaliteiten is er maar één aansluiting tussen het distributienet of het plaatselijk transmissienet en het gesloten beroepsnet. Deze bepaling geldt niet voor noodvoedingen.”

**Art. 16.** Artikel 15<sup>quater</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt opgeheven.

**Art. 17.** Artikel 16 van paragraaf 2 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

2 in lid 1° wordt na punt “2<sup>o</sup>” een punt “2bis” ingevoegd, luidend als volgt : “2bis de dochteronderneming is in bezit overeenkomstig artikel 7<sup>o</sup>”;

2° in het tweede lid wordt punt “5<sup>o</sup>” vervangen als volgt : “5° de dochteronderneming mag andere activiteiten uitvoeren dan die welke verbonden zijn met de dagelijkse uitbating van de activiteiten die uitgeoefend worden in de sectoren van het gas en de elektriciteit door de geassocieerde netbeheerder(s).

In dat geval worden de in het eerste lid vermelde activiteiten vermeld in de statuten van de dochteronderneming als aparte activiteitensectoren met adviesorganen eigen aan de sector, samengesteld volgens de aandelen die deze sector vertegenwoordigen en met een aparte boekhouding op dezelfde manier alsof deze activiteiten door juridisch onderscheiden ondernemingen uitgeoefend zouden zijn. De jaarrekening van de dochterondernemingen bevat in hun bijlage een balans en een resultatenrekening voor elke categorie van activiteiten bedoeld in het eerste lid, alsmede de regels voor de toerekening van de activa en passiva en de opbrengsten en kosten die bij de opstelling van de afzonderlijke rekeningen werden toegepast. Deze regels mogen slechts in uitzonderlijke gevallen worden gewijzigd en deze wijzigingen moeten worden vermeld en naar behoren gemotiveerd in de bijlage bij de jaarrekening.”;

3° er wordt een nieuw paragraaf 4 opgesteld, luidend als volgt :

“§ 4. In het geval dat de distributienetbeheerder of zijn dochteronderneming die met de uitoefening van de opdracht wordt belast overeenkomstig paragraaf 2, de uitoefening van hun opdrachten en verplichtingen aan een substructuur overdraagt, zijn de bepalingen van dit artikel van toepassing op hem. De distributienetbeheerder, of in voorkomend geval, zijn dochteronderneming, is geacht houder te zijn van de opdrachten en verplichtingen die voortvloeien uit dit decreet.”

**Art. 18.** In artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met volgende zinnen :

“In geval van fusie van distributienetbeheerders, kan door de distributienetbeheerder een jaarlijkse gewestelijke retributie worden bepaald die overeenstemt met de geografische zone die is aangesloten door de voormalige distributienetbeheerders die op 31 december 2012 bestaan. In dit geval zijn de parameters van de formule waarmee rekening moet worden gehouden voor het opmaken van de retributie degenen die betrekking hebben op de geografische zone die is aangesloten door de voormalige distributienetbeheerder.”;

2° tussen het vierde en het vijfde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De netbeheerder wentelt de bijdrage van het jaar “n” op verspreide wijze af op het jaar “n” door de toegangsgerechtigden een extralast aan te rekenen voor het gebruik van het net door hun eindafnemers op basis van de kWu gefactureerd in het jaar “n”.”.

**Art. 19.** In artikel 25<sup>bis</sup> van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord “dertig” vervangen door het woord “zestig”;

2° paragraaf 4 wordt aangevuld met volgend lid :

“Op straffe van onontvankelijkheid moet de klacht aan de CWaPE worden bekendgemaakt binnen een termijn van één jaar vanaf de betekening van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan beslissing, vanaf de uiterste datum waarop de netbeheerder diende uitspraak te doen over de vergoedingsaanvraag.”.

**Art. 20.** Het opschrift van Hoofdstuk IV, afdeling III, onderafdeling II vervangen als volgt : “Vergoeding verschuldigd ingevolge een administratieve vergissing, een laattijdige aansluiting of een vertraging van het eenheidsloket”.

**Art. 21.** In artikel 25<sup>ter</sup> van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord “dertig” vervangen door het woord “zestig”;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “Die klacht wordt maximum drie maanden na de verzendingsdatum van de vergoedingsaanvraag ingediend.” vervangen door de woorden “Op straffe van onontvankelijkheid moet deze klacht maximum binnen drie maanden vanaf de betekening van de betwiste beslissing worden ingediend of, bij gebrek aan beslissing, vanaf de uiterste datum waarop de distributienetbeheerder, of in voorkomend geval, de leverancier, diende uitspraak te doen over de vergoedingsaanvraag.”;

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “binnen de termijn bedoeld in het eerste lid” ingevoegd tussen de woorden “aanvrager” en “het schriftelijk bewijs”;

4° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden “Hij kan op schriftelijke wijze aanvullende gegevens vorderen van de aanvrager, de netbeheerder of de leverancier. De gewestelijke bemiddelingsdienst bepaalt de termijn waarbinnen de informatie overgemaakt moet worden, bij gebrek is de termijn vastgelegd op 15 kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag. Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier of van de aanvullende gegevens,” ingevoegd vóór de woorden “Als die meent”;

5° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden “binnen de dertig kalenderdagen” opgeheven;

6° in paragraaf 3, zesde lid, worden de woorden “De artikelen 53 en volgende zijn van toepassing.” opgeheven.

**Art. 22.** In artikel 25<sup>quater</sup> van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, 1°, worden de woorden “volgens op het schriftelijk akkoord van de afnemer met het aanbod van de netbeheerder betreffende de aansluiting” vervangen door de woorden “die, behalve andersluidende overeenkomst, begint te lopen vanaf de datum waarop de betaling van het bedrag van het aansluitingsaanbod door de netbeheerder is ontvangen”;

2° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden “Die termijn begint te lopen vanaf het schriftelijk akkoord van de afnemer.” vervangen door de woorden “die, behalve andersluidende overeenkomst, begint te lopen vanaf de datum waarop de betaling van het bedrag van het aansluitingsaanbod door de netbeheerder is ontvangen”;

3° paragraaf 1, eerste lid, 3°, wordt aangevuld met de volgende woorden “, bij gebrek aan uitdrukkelijke bindende bepalingen, begint deze termijn te lopen vanaf de datum waarop de betaling van het bedrag van het aansluitingsaanbod door de netbeheerder is ontvangen.”;

4° paragraaf 1 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

"In de onderstaande gevallen is geen enkele vergoeding verschuldigd :

1° indien de niet-naleving bedoeld hierboven voortvloeit uit de niet uitvoering door de netgebruiker van de werken te zijner laste;

2° als de verplichtingen die voorafgaan aan de uitvoering van de aansluiting door de netgebruiker niet worden nageleefd.”;

5° in paragraaf 2 wordt in de Franse versie het woord "courrier" opgeheven;

6° in paragraaf 3, eerste lid, wordt de tweede zin vervangen als volgt :

"Op straffe van onontvankelijkheid moet deze klacht maximum binnen drie maanden worden ingediend vanaf de betekening van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan beslissing, vanaf de uiterste datum waarop de netbeheerder diende uitspraak te doen over de vergoedingsaanvraag.”;

7° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "binnen de termijn bedoeld in het eerste lid" ingevoegd tussen de woorden "aanvrager" en "het schriftelijke bewijs”;

8° het derde lid van paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"De Gewestelijke Bemiddelingsdienst behandelt het dossier. Hij kan op schriftelijke wijze bijkomende informatie vorderen van de aanvrager, de netbeheerder of de leverancier. De gewestelijke bemiddelingsdienst bepaalt de termijn waarbinnen de informatie overgemaakt moet worden, bij gebrek is de termijn vastgelegd op 15 kalenderdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag. Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier of van de aanvullende gegevens, als hij meent dat de vergoedingsaanvraag gegrond is, stelt hij een adviesvoorstel op dat hij via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel aan de netbeheerder bekendmaakt. Deze laatste beschikt over vijftien kalenderdagen volgend op de ontvangst van de kennisgeving om zijn bemerkingen te laten gelden. Hij richt zijn bemerkingen aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel.”;

9° in paragraaf 3, vierde lid, wordt in de Franse versie het woord "courrier" opgeheven;

10° in paragraaf 3, vijfde lid, wordt de zin "De artikelen 53 en volgende zijn van toepassing." opgeheven.”;

11° in paragraaf 4, worden de woorden "de netbeheerder kan gestraft worden met een administratieve geldboete overeenkomstig de artikelen 53 en volgende" wordt vervangen door de woorden "de CWaPE kan de procedure bedoeld in de artikelen 53 en volgende opstarten en, in voorkomend geval, een administratieve geldboete opleggen aan de netbeheerder.”.

**Art. 23.** In hoofdstuk IV, afdeling III, onderafdeling 2, van hetzelfde decreet wordt een artikel *25quater*/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *25quater*/1. § 1. Elke producent die een fotovoltaische installatie bezit met een vermogen van 10 kVA of minder, aangesloten op het distributienet laagspanning, en die een aanvraagformulier voor de inbedrijfstelling van deze installatie heeft ingediend, heeft recht op een dagelijkse forfaitaire vergoeding bepaald door de Regering die ten laste valt van de wegbeheerder als deze het dossier in de databank van de CWaPE niet heeft ingevoerd, zijn toestemming voor de inbedrijfstelling niet heeft meegedeeld en, in voorkomend geval, het recht tot compensatie aan de producent niet heeft toegekend binnen 45 kalenderdagen te rekenen van de ontvangst van het volledige formulier.

Er is geen vergoeding verschuldigd als de verplichtingen die voorafgaan aan de inbedrijfstelling door de netbeheerder niet zijn nageleefd of als de aanvraag onontvankelijk is.

§ 2. De eindafnemer richt de vergoedingsaanvraag tot de netbeheerder bij wie hij is aangesloten, via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel, binnen de dertig kalenderdagen volgend op de overschrijving van de termijn bedoeld in § 1. De eindafnemer vermeldt daarin de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van zijn aanvraag. Om de aanvraag van de betrokken afnemers te vergemakkelijken, stelt de netbeheerder aan de producenten een formulier ter beschikking voor de vergoedingsaanvraag, dat werd goedgekeurd door de CWaPE. Dat formulier is met name beschikbaar op de internetsite van de netbeheerder.

De netbeheerder vergoedt de afnemer binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van de vergoedingsaanvraag.

§ 3. Bij ontstentenis van een antwoord van de netbeheerder of van de leverancier binnen de vereisten termijnen, of in geval van weigering van de vergoeding, kan de afnemer zich richten tot de Gewestelijke Bemiddelingsdienst zoals bedoeld in artikel 48. Op straffe van onontvankelijkheid moet deze klacht maximum binnen drie maanden worden ingediend vanaf de betekening van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan beslissing, vanaf de uiterste datum waarop de netbeheerder diende uitspraak te doen over de vergoedingsaanvraag.

Opdat de aanvraag ontvankelijk zou zijn, moet de aanvrager het schriftelijke bewijs leveren dat hij vooraf zonder succes heeft geprobeerd om de betaling van de vergoeding rechtstreeks te bekomen bij de netbeheerder.

De Gewestelijke Bemiddelingsdienst behandelt het dossier. Hij kan op schriftelijke wijze bijkomende informatie vorderen van de aanvrager, de netbeheerder of de leverancier. De gewestelijke bemiddelingsdienst bepaalt de termijn waarbinnen de informatie overgemaakt moet worden, bij gebrek is de termijn vastgelegd op 15 kalenderdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag. Binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier of van de aanvullende gegevens, als hij meent dat de vergoedingsaanvraag gegrond is, stelt hij een adviesvoorstel op dat hij via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel aan de netbeheerder bekendmaakt. Deze laatste beschikt over vijftien kalenderdagen volgend op de ontvangst van de kennisgeving om zijn bemerkingen te laten gelden. Hij richt zijn bemerkingen aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst via een aangetekend schrijven of door elk door de regering conform verklaard middel.

Binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van de opmerkingen van de netbeheerder wordt het definitieve advies van de Gewestelijke Bemiddelingsdienst via aangetekende schrijven of door elk door de Regering conform verklaard middel bekendgemaakt aan de netbeheerder en aan de eindafnemer. Indien de netbeheerder geen bemerkingen meedeelt binnen de 50 kalenderdagen na de kennisgeving van het voorstel van advies bedoeld in het vorige lid, wordt het definitieve advies van de Gewestelijke Bemiddelingsdienst onverwijld via aangetekend schrijven of door elk door de Regering conform verklaard middel bekendgemaakt aan de netbeheerder en de producent.

Als het definitief advies besluit tot de noodzaak, voor de netbeheerder, om de producent te vergoeden, maar de eindafnemer zonder gegronde reden afziet van de verschuldigde betaling aan de producent binnen de dertig kalenderdagen volgend op de ontvangst van het definitief advies, kan de CWaPE hem gelasten om over te gaan tot die betaling.”.

**Art. 24.** In artikel 25<sup>sexies</sup> van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "in het vorig lid" vervangen door de woorden "in het eerste lid" en worden de woorden "en licht de afnemer daarover in" ingevoegd na de woorden "aan de netbeheerder";

2° in paragraaf 3, vijfde lid, wordt de zin "Het zich voordoen van het voorval laat een tekortkoming van de netbeheerder vermoeden, die op zijn beurt met elk bewijskrachtig middel moet aantonen dat het voorval te wijten is aan een geval van overmacht, een noodsituatie zoals bedoeld in de technische reglementen, een geval van geplande onderbreking of een administratieve vergissing." ingevoegd na de woorden "van de meest gerede partij.";

3° paragraaf 3, vijfde lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

"Op straffe van onontvankelijkheid moet de klacht aan de CWaPE worden bekendgemaakt binnen een termijn van één jaar vanaf de betekening van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan beslissing, vanaf de uiterste datum waarop de distributienetbeheerder diende uitspraak te doen over de vergoedingsaanvraag."

**Art. 25.** In hoofdstuk IV, afdeling III, van hetzelfde decreet, wordt na artikel 25octies een onderafdeling VI ingevoegd met als opschrift "Informatie van de Gewestelijke Bemiddelingsdienst".

In onderafdeling VI, ingevoegd bij dit decreet, wordt een artikel 25<sup>nonies</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 25<sup>nonies</sup>. Binnen een termijn van 60 dagen te rekenen van de kennisgeving van het advies uitgebracht krachtens de bepalingen van dit hoofdstuk, stelt de netbeheerder de Gewestelijke Bemiddelingsdienst in kennis van de gevolgen die aan zijn advies of aan dat van de CWaPE gegeven worden."

**Art. 26.** In hetzelfde decreet wordt tussen artikel 25<sup>nonies</sup> en artikel 26 een hoofdstuk IV<sup>bis</sup> ingevoegd met als opschrift "Aansluiting op de netten".

**Art. 27.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 25<sup>decies</sup>, luidend als volgt :

"§ 1. Transparante en efficiënte procedures worden door de netbeheerders bepaald en bekendgemaakt voor de niet-discriminerende aansluiting van de productie-installaties op hun net.

§ 2. De beheerder van het plaatselijke transmissienet mag de aansluiting van een productie-installatie niet weigeren wegens eventuele beperkingen van de beschikbare capaciteiten van het net, zoals congesties op afgelegen delen van het net of in het net stroomopwaarts of om de reden dat deze aansluiting bijkomende kosten zou teweegbrengen die zouden voortvloeiën uit de eventuele verplichting om de capaciteit van de elementen van het net in het gebied gelegen in de nabijheid van het aansluitingspunt op te voeren.

§ 3. De aansluiting op het distributienet van de installaties met een vermogen van meer dan vijf KVA maakt het voorwerp uit van een voorafgaandelijk onderzoek door de netbeheerder. Het voorafgaandelijk onderzoek is niet vereist voor de installaties voor de productie van groene elektriciteit met een vermogen lager dan of gelijk aan vijf KVA.

De netbeheerders dienen de informatie te verstrekken i.v.m. de aansluiting en de toegang van de productie-installaties tot de netten.

§ 4. Om de veiligheid van het net te garanderen wat betreft de installaties aangesloten op hoog- en middenspanning, moet de producent in staat zijn om zijn productie te verminderen in geval van congestie."

**Art. 28.** In artikel 26 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt een derde zin, luidend als volgt "Ze worden uitsluitend bevoorradt door een net dat door een netbeheerder wordt uitgebaat, behalve uitzondering vermeld in het decreet voor een privénet, een gesloten beroepsnet of een directe lijn" ingevoegd na de zin. "Alle eindafnemers komen in aanmerking.";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "gerechtvaardigd door objectieve criteria die technisch en economisch gegrond zijn. Ze wordt" ingevoegd tussen de woorden "met redenen omkleed en" en "aan de aanvrager meedegeeld.";

3° in paragraaf 2, wordt lid 2 aangevuld met een zin, luidend als volgt :

"Deze beslissing kan aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst of aan de geschillenkamer bedoeld in de artikelen 47 en 48 worden onderworpen.";

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Binnen 30 dagen na de weigering van toegang bedoeld in het eerste lid, 1°, 2° en 4°, maakt de netbeheerder de relevante informatie over aan de CWaPE i.v.m. de noodzakelijke maatregelen om het net aan te passen.";

5° de paragrafen 2<sup>bis</sup> tot 2<sup>quinquies</sup> worden ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2<sup>bis</sup>. Onverminderd de bepalingen bedoeld in paragraaf 2, geeft de netbeheerder voorrang aan groene elektriciteit.

Voor de aansluitingen op het netwerk op hoog- en middenspanning en op het plaatselijke transmissienet, vermeldt het contract de permanente injectiecapaciteit die onmiddellijk beschikbaar is op het net voor de geproduceerde groene elektriciteit alsook, in voorkomend geval, de capaciteitsverhogingen die economisch gerechtvaardigd zijn t.o.v. het onderzoek bedoeld in § 2<sup>quater</sup> en hun uitvoeringsagenda om zo volledig mogelijk te voldoen aan de vraag om totale injectie van de afnemer.

§ 2<sup>ter</sup>. Voor de installaties die na de datum van inwerkingtreding van deze bepaling zijn ingeschakeld, wanneer het net niet toelaat om de contractuele capaciteit te aanvaarden onder normale uitbatingsvoorwaarden, wordt voor de installaties aangesloten op het hoog- en middenspanningsnet en voor de installaties van meer dan 5 kVA aangesloten op het laagspanningsnet een compensatie toegekend aan de producent van groene elektriciteit voor de inkomensverliezen die te wijten zijn aan de injectiebeperkingen opgelegd door de netbeheerder, behalve in de volgende gevallen :

1° wanneer de netbeheerder de maatregelen toepast die voorzien zijn in geval van noodsituatie overeenkomstig het technisch reglement;

2° wanneer de aansluiting en/of de gevraagde extra injectiecapaciteit t.o.v. de injectiecapaciteit die onmiddellijk beschikbaar is, geheel of gedeeltelijk als niet economisch gerechtvaardigd wordt geacht na afloop van de kosten-batenanalyse bedoeld in § 2<sup>quater</sup>.

Als de netbeheerder de totaliteit van de injectiecapaciteit vermeld in het toegangscontract niet kan aanvaarden en dat de betrokken aansluiting, geheel of gedeeltelijk geacht werd als economisch gerechtvaardigd op basis van het onderzoek bedoeld in § 2<sup>quater</sup>, voert de netbeheerder de nodige investeringen uit en zal de compensatie voor capaciteitsbeperking niet meer verschuldigd zijn tijdens de aanpassingsperiode van het net voor het gedeelte dat de onmiddellijk beschikbare capaciteit overschrijdt. Deze beperking wordt tot vijf jaar beperkt. Deze termijn kan worden verlengd door een gemotiveerde beslissing van de CWaPE wanneer de vertraging in de aanpassing van het net te wijten is aan omstandigheden die de netbeheerder niet beheerst.

Op voorstel van de CWaPE in overleg met de netbeheerders zal de Regering de berekenings- en uitvoeringsmodaliteiten van de financiële compensatie bepalen.

§ 2<sup>quater</sup>. Op basis van de kosten-batenanalyse zal de CWaPE in overleg met de producent/projectontwikkelaar het economisch gerechtvaardigd karakter van het aansluitingsproject beoordelen. Deze analyse onderzoekt het economisch gerechtvaardigd karakter van de investeringen die nodig zijn om een overtollige injectie toe te laten t.o.v. de onmiddellijk beschikbare capaciteit onder normale uitbatingomstandigheden op grond van de verwachten inkomsten van de productie van groene elektriciteit. Deze kosten-batenanalyse is o.a. gebaseerd op de volgende criteria : kostprijs van de noodzakelijke investeringen voor de netbeheerder, overeenstemming met het aanpassingsplan, relatief aandeel van de bijdrage van de productie bedoeld in de Waalse doelstelling van productie van hernieuwbare energie en mogelijke alternatieven voor deze productie om goedkoop de Waalse doelstellingen inzake productie van hernieuwbare energie te bereiken, impact van de tarieven.

De CWaPE onderzoekt het project op basis van een technisch-economisch dossier dat de gegevens verstrekt door de netbeheerder en producent opneemt, met name, de kostprijs van de nodige investeringen voor de netbeheerder, de overeenstemming met het aanpassingsplan en de impact van de tarieven op het aansluitingsproject.

Op voorstel van de CWaPE, in overleg met de netbeheerders en de producenten/projectontwikkelaars, zal de Regering de berekeningsmodaliteiten van de analyse bedoeld in het eerste lid bepalen.

§ 2<sup>quinquies</sup>. De compensatie is verschuldigd door de distributienetbeheerder of de beheerder van het plaatselijke transmissienet in functie van de infrastructuur die de contractuele capaciteit beperkt.”;

6° paragraaf 3, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

”Elke afnemer die aangesloten is op het openbare distributienet en, in voorkomend geval, elk afnemer die aangesloten is op het privénet en op het gesloten beroepsnet, heeft het recht om de plaatsing van een individuele elektriciteitsmeter te eisen.

Er kan van de vorige leden worden afgeweken in geval van technische onmogelijkheden en in functie van de uitzondering omschreven in het technisch reglement.

Uiterlijk 1 januari 2024 moet de eigenaar van een flatgebouw dat niet met individuele elektriciteitsmeters is uitgerust, op eigen kosten, het flatgebouw laten renoveren om er individuele elektriciteitsmeters te laten plaatsen.”;

7° paragraaf 4 wordt aangevuld als volgt :

”De afnemer mag, volgens de modaliteiten bepaald door de distributienetbeheerder en op basis van een periodiciteit die minstens drie maanden bedraagt, zijn indexopmetingen meedelen voor informatie doeleinden of voor een simulatie van het verbruik of een aanpassing van de voorschotten.”.

**Art. 29.** Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 30.** In artikel 29 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden ”de Minister, na advies van” en ”, die wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*” opgeheven;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een nieuw derde lid, luidend als volgt :

”Onverminderd de eventuele toepassing van de administratieve geldboete bedoeld in artikel 53 kan de CWaPE een directe lijn regulariseren die zonder voorafgaande toelating is gebouwd en die voldoet aan de voorwaarden om een toelating te krijgen. In geval van weigering kan de CWaPE de ontmanteling van de betrokken lijn bevelen.”;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

”§ 2. Na advies van de CWaPE bepaalt de Regering de objectieve en niet-discriminerende criteria, alsook de toekennings- of de regularisatieprocedure voor de toelatingen bedoeld in paragraaf 1, de bijdrage die moet worden betaald voor het onderzoek van het dossier, alsook de rechten en verplichtingen van de houder van de toelating.”.

**Art. 31.** In artikel 30 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de woorden ”de Minister” vervangen door de woorden ”de CWaPE”;

2° in paragraaf 3 wordt in de inleidende zin het woord ”drie” vervangen door het woord ”twee”;

3° in paragraaf 3, 2°, worden de woorden ”de beperkte vergunning” aangevuld met de woorden ”toegekend in één van de volgende situaties :”;

4° in paragraaf 3, 2°, tweede streepje, worden de woorden ”en/of” opgeheven;

5° in paragraaf 3, 2°, derde streepje, worden de woorden ”, met uitzondering van autoproduktie bedoeld in artikel 31, § 2, tweede lid, 1°.” ingevoegd tussen de woorden ”voor zijn eigen levering” en de woorden ”De toekenning van deze vergunning wordt vereist”;

6° in paragraaf 3, eerste lid, wordt punt 3° opgeheven;

7° in paragraaf 3, tweede lid, wordt het woord ”drie” vervangen door het woord ”twee”;

8° in paragraaf 3, laatste lid, worden de woorden ”bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 2°, alsook de leveranciers die houder zijn van een leveringsvergunning toegekend op federaal vlak, in de andere Gewesten of in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte,” ingevoegd tussen de woorden ”beperkte leveringsvergunning” en het woord ”vrijstellen”;

9° in paragraaf 4 worden de woorden ”de Minister” vervangen door de woorden ”de CWaPE”;

10° paragraaf 4 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

”De Regering kan een vereenvoudigde procedure voorzien voor de leveranciers die houder zijn van een leveringsvergunning toegekend op federaal vlak, in de andere Gewesten of in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte.”.

**Art. 32.** In artikel 31 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Vóór het eerste lid, wordt er een paragraaf 1 ingevoegd, luidend als volgt :

”§ 1. Elke eindafnemer is vrij om zijn eigen leverancier te kiezen.

In een privénet of gesloten beroepsnet kunnen de stroomafwaartse afnemers die aangesloten zijn op dit net de betrokken netbeheerder machtigen om in hun naam en voor hun rekening, hun in aanmerkingneming uit te oefenen. Om geldig te zijn moet deze machtiging uitdrukkelijk worden voorzien.”;

2° de woorden ”§ 2.” worden ingevoegd vóór de woorden ”Elke eindafnemer dient beroep te doen op”.

**Art. 33.** In artikel 31*bis*, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden "op verzoek van de leverancier" opgeheven en worden de woorden "met de procedure voor niet-betaling tot gevolg" opgeheven.

**Art. 34.** Artikel 31*ter*, § 3, derde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De leverancier dient zijn facturatie recht te zetten binnen een termijn van 2 maanden te rekenen van de ontvangst van de verbeteringen op straffe van toepassing van de vergoeding bedoeld in dit artikel. De rechtzetting slaat op de hele periode waarop de vergissing betrekking heeft."

**Art. 35.** Artikel 31*quater* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

"§ 3. Binnen een termijn van 60 dagen te rekenen van de kennisgeving van het advies uitgebracht krachtens één van de bepalingen van dit hoofdstuk, stelt de leverancier de Gewestelijke Bemiddelingsdienst in kennis van de gevolgen die aan zijn advies of aan dat van de CWaPE gegeven worden."

**Art. 36.** In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de woorden "aan de Minister" vervangen door de woorden "aan de CWaPE".

**Art. 37.** Artikel 32*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt opgeheven.

**Art. 38.** In artikel 33 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"§ 1<sup>er</sup>. De residentiële afnemers die tot een van de volgende categorieën behoren, zijn beschermde afnemers :

1° elke verbruiker beschouwd als een beschermde afnemer die het specifiek sociaal tarief geniet bij of krachtens de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

2° elke verbruiker die het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot opvoedingsbegeleiding van financiële aard genomen door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een opvolging uitgevoerd door een instelling erkend krachtens het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling en door de schuldbemiddelaars bedoeld in artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek;

3° de verbruikers die in aanmerking komen voor de maximumfactuur krachtens de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wet van 5 juni 2002, titel III, hoofdstuk III*bis*, Afdeling III en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, op basis van de inkomensschijven bepaald door de Regering.

§ 2. Na advies van de "CWAPE" bepaalt de Regering de procedure en de modaliteiten inzake toekenning en verlies van het statuut van beschermde afnemer. Zij kan de lijst van de beschermde afnemers uitbreiden met andere categorieën eindafnemers."

**Art. 39.** In artikel 33*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"De distributienetbeheerder levert elektriciteit tegen het sociaal tarief aan de beschermde afnemer bedoeld in artikel 33, § 1, 2° tot en 3°, en § 2, behalve als de afnemer vraagt om door een leverancier van zijn keuze geleverd te worden tegen het commercieel tarief.

De distributienetbeheerder wordt ertoe gemachtigd elektriciteit tegen het sociaal tarief te leveren aan de beschermde afnemer bedoeld in artikel 3, § 1, van dit decreet, als de afnemer erom vraagt.

De overheveling van de afnemer naar de distributienetbeheerder heeft de automatisch opzegging van het lopende leveringscontract tot gevolg zonder opzeggingskosten of -vergoeding."

**Art. 40.** In hoofdstuk VII, afdeling I, van hetzelfde decreet wordt een artikel 33*bis*/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 33*bis*/1. Bij aanmaning van de afnemer dient de leverancier een redelijk betalingsplan voor te stellen en moet hij zijn afnemer of de hoogte brengen van de mogelijkheid om zich te laten bijstaan door een O.C.M.W. in zijn onderhandeling. De Regering omschrijft het begrip redelijk betalingsplan.

Bij gebrek aan reactie van de afnemer in wanbetaling, van weigering of niet-naleving van een redelijk betalingsplan, of op verzoek van de afnemer, vraagt de leverancier aan de netbeheerder om een budgetmeter te plaatsen. Voor de beschermde afnemers wordt deze budgetmeter gekoppeld aan een vermogensbegrenzer om een gewaarborgde minimale levering van elektriciteit te verzekeren. Deze gewaarborgde minimale levering heeft betrekking op een vermogen van 10 ampère en is gedurende een periode van zes maanden aan de beschermde afnemer verzekerd. De beschermde afnemer wordt bevoorrad door zijn distributienetbeheerder zodra zijn leverancier hem als wanbetaler heeft aangegeven. De distributienetbeheerder zal ook zorgen voor de plaatsing van een budgetmeter met een vermogensbegrenzer.

Na advies van de CWaPE, beschrijft de Regering de procedure voor de plaatsing van budgetmeters en bepaalt ze de technische, medische, structurele of sociale redenen die de plaatsing van de budgetmeter zouden kunnen beletten en bepaalt ze ook het (de) alternatief (ven). In geval van betwisting, op schriftelijke of elektronische wijze meegedeeld aan de netbeheerder, van de plaatsingsprocedure van de budgetmeter door de afnemer, wordt deze opgeschort om de netbeheerder de mogelijkheid te bieden om de toestand van de afnemer te onderzoeken vóór het al dan niet voortzetten van de procedure betreffen de plaatsing van een budgetmeter. De Regering bepaalt de betwistingsprocedure betreffende de plaatsing van de budgetmeter.

De gewaarborgde minimale levering van elektriciteit aan een beschermde afnemer die niet betaald mag niet worden stopgezet tijdens de winterperiode, in elke woning die als hoofdverblijfplaats wordt gebruikt. Onverminderd artikel 33*ter*, § 2, 2°, blijft de elektriciteit die tijdens deze periode wordt verbruikt, ten laste van de beschermde afnemer."

**Art. 41.** In artikel 33*ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, 3°, wordt het woord "hulp" vervangen door het woord "actie";

2° paragraaf 1, eerste lid, 3°, wordt aangevuld met de volgende woorden "behalve als deze vertegenwoordiger als leverancier van de afnemer tussenkomt".

3° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "Voor 31 maart van elk jaar" vervangen door de woorden "Binnen zes maanden na de hernieuwing van de raad voor maatschappelijke actie" en worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de CWaPE";

4° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "de leverancier of het O.C.M.W." ingevoegd tussen de woorden "van de netbeheerder," en de woorden ", of van de afnemer";

5° in paragraaf 2, eerste lid, 1°, worden de woorden "en belast het O.C.M.W. met de sociale energetische begeleiding van de betrokken afnemer" vervangen door de woorden ", het O.C.M.W. kan aan de afnemer een sociale energetische begeleiding voorstellen";

6° in paragraaf 2, eerste lid, wordt een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt :

"3° over het voorstel tot sluiting van een redelijk betalingsplan gericht aan een beschermde residentiële afnemer of onderhandeld met het O.C.M.W.";

7° in paragraaf 2 wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Minstens vijftien dagen voor de vergadering wordt de leverancier uitgenodigd om deel te nemen aan de vergadering in geval van aanhangigmaking bij de Commissie met betrekking tot een betalingsplan of met betrekking tot de te nemen maatregelen wanneer het onmogelijk is om een budgetmeter te plaatsen om technische, medische, structurele of sociale redenen.";

8° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "en de leveranciers" ingevoegd na de woorden "de netbeheerders";

9° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "sturen de plaatselijke commissies voor energie de gemeenteraad een rapport" vervangen door de woorden "mogen de plaatselijke commissies voor energie de gemeenteraad een rapport sturen";

6° in paragraaf 5 wordt het tweede lid opgeheven;

11° artikel 33ter wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt :

"§ 6. De beslissingen van de plaatselijke commissies voor energie kunnen het voorwerp uitmaken van een beroep bij de vrederechter van de plaats waar de aansluiting van de betrokken afnemer gelegen is."

**Art. 42.** In artikel 33quater van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Deze begeleiding bestaat uit preventieve en curatieve acties. Ze wordt voorgesteld aan residentiële afnemers met betalingsproblemen en bij voorrang aan de beschermde afnemers."

**Art. 43.** In artikel 34 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2° wordt *b)* vervangen als volgt : "de meet- en teltoestellen installeren en het geheel van de meet- en telgegevens beheren die nodig zijn voor het beheer van het net en de marktprocessen";

2° in punt 2° wordt *d)* aangevuld met de volgende woorden : ", met inbegrip van de plaatsing van de budgetmeters, het beheer van de klachten van de gebruikers van het net en het beheer van de vergoedingsaanvragen en de procedure die er recht op geeft, de respectievelijke prestaties van elke distributienetbeheerder t.o.v. deze doelstellingen wordt jaarlijks bekendgemaakt door de CWaPE";

3° in punt 2° wordt *e)* opgeheven;

4° punt 2° wordt aangevuld met een *i)*, luidend als volgt :

"i) de indexopmetingen van de afnemers valideren en overmaken aan de leverancier op basis van een periodiciteit die minstens drie maanden bedraagt, voor informatie doeleinden of voor een simulatie van het verbruik of voor aanpassingen van de voorschotten rekening houdend met het afvlakken van het verbruik over 12 maanden;

5° in punt 2° wordt een *j)* ingevoegd, luidend als volgt :

"j) een rol van marktfacilitator vervullen. Na advies van de CWaPE en overleg met de distributienetbeheerders, bepaalt de Regering de omschrijving van deze rol van marktfacilitator en de praktische modaliteiten van zijn uitoefening";

6° in punt 3°, wordt *b)* aangevuld met de woorden ". Het eventueel verschil vastgesteld tussen het sociaal tarief toegepast op de gewestelijke beschermde afnemer bedoeld in artikel 33, § 1, 2°, en het sociaal tarief toegepast op de federaal beschermde afnemer bedoeld in artikel 33, § 1, 1° en 3°, blijft ten laste van de distributienetbeheerder";

7° in punt 3° wordt *c)* vervangen als volgt :

"c) behalve als de plaatsing van een budgetmeter onmogelijk is om technische, medische, structurele of sociale redenen, de plaatsing van en budgetmeter verzekeren overeenkomstig artikel 33bis/1, tweede en derde lid. Als de distributienetbeheerder, om redenen die voortvloeien uit gebreken in hoofde van de netbeheerder, de plaatsingstermijn vastgelegd door de Regering overschrijdt, zal hij de leverancier die de plaatsingsaanvraag voor budgetmeter heeft ingediend, een forfaitaire tegemoetkoming verschuldigd zijn waarvan de berekeningsmethode van het bedrag wordt bepaald door de Regering na advies van de CWaPE.";

8° in punt 3°, *d)*, worden de woorden "of waarvan de leveringsovereenkomst werd opgeschort" geschrapt;

9° in punt 4°, *a)*, worden de woorden "inzake toegang en aansluiting" ingevoegd tussen de woorden "voorrang geven" en "aan milieuvriendelijke elektriciteit";

10° in punt 4° wordt een punt *h)* ingevoegd, luidend als volgt :

"h) de voorrang geven aan milieuvriendelijke elektriciteit om de verliezen te dekken wanneer ze geen meerkost tot gevolg heeft overeenkomstig artikel 11, § 2, tweede lid, 9°";

11° in punt 6°, wordt in de Franse versie, tussen de woorden "article 14" en "le Gouvernement", het leesteken "," vervangen door het leesteken ";" en wordt het woord "et" tussen de woorden "la CWaPE" en "concertation" vervangen door het woord "en";

12° in punt 9° wordt het punt "." vervangen door een puntkomma ",";

13° artikel 34 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt :

"10° een financiële compensatie van de producent van milieuvriendelijke elektriciteit verzekeren overeenkomstig artikel 26, § 2ter tot *quinquies*."

**Art. 44.** In artikel 34*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2°, *c)* worden de woorden "en communiceren met de indicatoren" ingevoegd tussen de woorden "doelstellingen" en "inzake prestaties" en wordt in de Franse versie tussen de woorden "gestion des plaintes" en "la CWaPE", het leesteken "," vervangen door het leesteken";;

2° in punt 2°, *d)* wordt het woord "eventueel" opgeheven;

3° in punt 4°, *b)*, worden de woorden "in gebreke van betaling is" vervangen door de woorden "betalingsmoeilijkheden heeft";

4° punt 4°, *b)* wordt aangevuld met de volgende woorden :

“, namelijk, een redelijk betalingsplan voorstellen;“;

5° punt 4° wordt aangevuld met een *c)* en een *d)*, luidend als volgt :

“*c)* in het kader van de procedure van niet-naleving van het betalingsplan, indien het onmogelijk is om een budgetmeter te plaatsen om technische, medische, structurele of sociale redenen bevestigd door de netbeheerder, dient de leverancier voor de plaatselijke commissie voor energie een aanvraag in tot onderbreking voor wanbetaling, de plaatsingstermijn van de budgetmeter wordt opgeschort tot de beslissing van de plaatselijke commissie voor energie;

*d)* overgaan tot een aanpassing van de voorschotfacturen van de afnemer op basis van de indexen opgemeten door de afnemer en gevalideerd door de distributienetbeheerder rekening houdend met het afvlakken van het verbruik over 12 maanden;“.

**Art. 45.** In artikel 34*ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de woorden "die krachtens artikel 34 aan de netbeheerders worden opgelegd" vervangen door de woorden "die door de CWaPE worden gecontroleerd".

**Art. 46.** In artikel 36*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2007, worden de volgende "artikel 5 van Richtlijn 2001/77/EG" vervangen door de woorden "artikel 15 van Richtlijn 2009/28/EG".

**Art. 47.** In artikel 39, § 1, van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007, worden de volgende leden ingevoegd tussen de leden 2 en 3 :

"De levering van milieuvriendelijke elektriciteit in directe lijn is vrijgesteld van de verplichting bedoeld in het eerste lid.

De CWaPE evalueert jaarlijks de impact van de vrijstelling bedoeld in het derde lid op het volume van de betrokken groene certificaten in het kader van zijn jaarlijks specifiek rapport over de markt van de groene certificaten."

**Art. 48.** In artikel 43 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de paragrafen 1 en 2 worden een paragraaf 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 1*bis*. In het kader van haar opdrachten beoogt de CWaPE de volgende doelstellingen :

1° een concurrentieële, competitieve, veilige en duurzame gewestelijke elektriciteitsmarkt bevorderen en ook een effectieve opening van de markt voor het geheel van de afnemers en leveranciers van de Europese Economische Ruimte, en gepaste voorwaarden garanderen om de netten op een effectieve en betrouwbare manier te laten werken, rekening houdend met de doelstellingen op lange termijn;

2° bijdragen tot de totstandbrenging van veilige, betrouwbare en performante elektriciteitsnetten, tot een niet-discriminerende toegang tot het net, tot de verbetering van de energie-efficiëntie alsook tot de ontwikkeling en de integratie van de elektriciteitsproductie uit hernieuwbare energiebronnen en kwaliteitswarmtekraftkoppeling en de toegang tot het net van de nieuwe productiecapaciteiten vergemakkelijken, o.a. door de hindernissen af te schaffen die de komst van nieuwkomers op de markt zou kunnen hinderen;

3° ervoor zorgen dat de beheerders en de gebruikers van de elektriciteitsnetten, met inbegrip van de privénetten en de gesloten beroepsnetten, aangespoord worden, op korte en lange termijn, tot het verbeteren van de prestaties van deze netten en tot het bevoordelen van de integratie van de markt;

4° bijdragen tot een kwaliteitsvolle openbare en universele dienst in de sector van de elektriciteitslevering, en bijdragen tot de bescherming van de beschermde afnemers en tot de boekhouding van de mechanismen vereist voor de gegevensuitwisseling om aan de afnemers de mogelijkheid te geven om van leverancier te veranderen;";

2° in paragraaf 2, tweede lid, 1°, worden de woorden "de beheerders van privénetten en de beheerders van gesloten beroepsnetten," ingevoegd tussen de woorden "door de netbeheerders, " en de woorden "van de verplichtingen die onderhavig decreet en zijn uitvoeringsbesluiten hen opleggen";

3° in paragraaf 2 wordt tussen punt 1° en punt 2°, een punt 1°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"1°*bis* het toezicht op het beheer van de congestie van de netten, met inbegrip van de interconnecties, en de uitvoering van de beheersregels van de congestie;";

4° in paragraaf 2, tweede lid, 2°, wordt het woord "standaardovereenkomsten" vervangen door de woorden "algemene voorwaarden";

5° in paragraaf 2, tweede lid, wordt punt 3° aangevuld met de woorden "alsook de toekenning van de leveringsvergunningen";

6° in paragraaf 2, tweede lid, 4°, worden de woorden "de beheerders van privénetten en de beheerders van gesloten beroepsnetten," ingevoegd tussen de woorden "door de netbeheerders, " en de woorden "en de leveranciers" alsook tussen de woorden "indien de netbeheerders, " en de woorden "de dagelijkse uitbating";

7° in paragraaf 2, tweede lid, 7°, worden de woorden "en, in voorkomend geval, de beheerders van privénetten en de beheerders van gesloten beroepsnetten," ingevoegd tussen de woorden "door de netbeheerders, " en de woorden "moeten verstrekken" en worden de woorden "met het oog op het opstellen van energiebalansen en van het rapport voorzien door de Richtlijn 2006/32, wat de elektriciteit betreft" vervangen door de woorden "met het oog op het opstellen van energiebalansen en van de rapportageverplichtingen van het Waalse Gewest bij de Europese Unie inzake energie";



8° in paragraaf 2, tweede lid, punt 12°, worden de woorden "op federaal, gewestelijk en Europees vlak" ingevoegd tussen de woorden "de andere instanties met een regulerende rol" en de woorden "ten aanzien van de elektriciteitsmarkt" en worden de woorden "de ACER en" ingevoegd tussen de woorden ", alsook met" en de woorden "elke Belgische, buitenlandse of internationale overheid of organisme";

9° in paragraaf 2, tweede lid, wordt punt 14° aangevuld met de woorden "alsook overeenkomstig de artikelen 15bis en 15ter, de bezoldigingsvoorwaarden van de privénetten en de gesloten beroepsnetten";

10° in paragraaf 2, tweede lid, wordt tussen punt 14° en punt 15°, een punt 14°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"14°bis de uitoefening van tarifaire bevoegdheden, met name de bepaling van de tariefmethodologie en het toezicht op en de controle van de uitvoering van de aanpassingsplannen van de netbeheerders, overeenkomstig artikel 15, §§ 4 en 5";

11° paragraaf 2, tweede lid, wordt aangevuld met een punt 16°, luidend als volgt :

"16° wanneer de distributienetbeheerder, of de dochteronderneming aangewezen overeenkomstig artikel 16, andere activiteiten uitoefent dan het beheer van de elektrische en gasnetten, is de CWaPE gemachtigd om na te gaan of er geen gekruiste subsidiëring bestaat tussen de beheersactiviteiten van de elektrische netten en gasnetten en de andere activiteiten, daartoe moet de beheerder of de dochteronderneming ingaan op elk verzoek of aanvraag van documenten afkomstig van de CWaPE.";

12° in paragraaf 3 worden de woorden "De CWaPE legt jaarlijks aan de Regering een verslag voor over" vervangen door de woorden "Uiterlijk 30 juni deelt de CWaPE aan de Regering en het Waals Parlement een verslag mee over" en worden de woorden "De minister deelt dit verslag uiterlijk voor het eerste semester mee aan de Waalse Gewestraad. Hij zorgt voor een gepaste bekendmaking van het verslag." vervangen door de zinnen "De CWaPE stelt haar jaarlijks verslag voor aan het Parlement. Het verslag wordt op de website van de CWaPE bekendgemaakt.".

**Art. 49.** In artikel 43bis van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "of van de Regering" ingevoegd tussen de woorden "van de Minister" en ", ofwel op verzoek van derden";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "van de Regering, in toepassing van artikel 47ter, § 3bis" vervangen door de woorden "van het Waals Parlement";

3° in paragraaf 2, vijfde lid, worden de woorden "zijn niet bindend" vervangen door de woorden "hebben geen bindend karakter".

**Art. 50.** In artikel 44 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"De CWaPE legt een huishoudelijk reglement vast. Dit reglement wordt aan de Regering overgemaakt voor akteneming.".

**Art. 51.** In artikel 45, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008 en bij het decreet van 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "vijf directeurs" vervangen door "vier directeurs onder wie een vice-voorzitter" en worden de woorden "overeenkomstig de procedure ingevoerd bij dit artikel," ingevoegd tussen de woorden "door de Regering," en de woorden "na een openbare oproep tot kandidaten";

2° in paragraaf 1<sup>er</sup>, eerste lid, laatste zin, worden de woorden "en de Minister-President" ingevoegd na de woorden "bij de Minister";

3° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden ", vice-voorzitter" ingevoegd na de woorden "nieuwe voorzitter";

4° in paragraaf 1, vierde lid, worden in de Franse versie de woorden "leur fonction" vervangen door de woorden "leurs fonctions" en worden de woorden "overeenkomstig artikel 45quater" ingevoegd na de woorden "na ze te hebben gehoord";

5° in paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden ", van de vice-voorzitter" ingevoegd na de woorden "Het mandaat van de voorzitter";

6° in paragraaf 1, zesde lid, worden de woorden ", van de vice-voorzitter" ingevoegd na de woorden "van voorzitter" en worden de woorden "in § 3" vervangen door de woorden "in de paragrafen 2 tot 2quater";

7° in paragraaf 1, lid 8, worden de woorden "een door zijn gelijken gekozen directeur" vervangen door de woorden "de vice-voorzitter";

8° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. De voorzitter en de directeurs onder wie de vice-voorzitter, zijn aangewezen door de Regering op basis van een SELOR procedure en op voordracht van een selectiejury die samengesteld is als volg :

1° de Bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde;

2° voor de betrekkingen van directeur, drie leden met de volgende profielen, onder wie minstens één lid in elk profiel :

A. één of twee leden, hetzij :

- een hoge functie uitoefenen of uitgeoefend hebben in de regulering van netmarkten zoals de telecommunicatie, de spoorwegen of de postdiensten

- tot het academische personeel behoren van een universiteit;

B. één of twee leden die een hoge functie in de elektriciteits- of gasector uitgeoefend hebben;

3° voor de posten van voorzitter en vice-voorzitter, twee leden met respectievelijk de profielen bedoeld in 2° en een lid met een hoge functie in de openbare sector.

In het kader van hun opdrachten nemen de juryleden de vertrouwelijkheidsregels in acht en zijn ze gehouden tot het beroepsgeheim.";

9° Tussen de paragrafen 2 en 3 worden de paragrafen *2bis* en *2quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

"§ *2bis*. De kandidatuuroproep, samen met de opdrachtbrief voor de voorzitter, de vice-voorzitter en de directeurs, wordt door de Regering goedgekeurd en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt alsook in vier Belgische dagbladen die op landelijk niveau verspreid worden. Een minimumtermijn van dertig kalenderdagen en van maximum 45 kalenderdagen is voorzien tussen de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en de einddatum voor indiening van de kandidaturen.

SELOR onderzoekt de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de kandidaturen opgenomen in de kandidatuuroproep. Hij weigert de kandidaten waarvan het dossier niet voldoet aan de voorwaarden vereist om de functie uit te oefenen."

§ *2ter*. Om geldig in aanmerking te komen, moeten de kandidaten aan de volgende ontvankelijkheidscriteria voldoen :

1° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

2° houder zijn van het diploma van het hoger onderwijs van het lange type of van de tweede cyclus van het universitair onderwijs;

De kandidaten zullen worden beoordeeld op basis van de volgende selectiecriteria :

1° een ervaring voorleggen van minstens vijf jaar op het gebied van elektriciteit en gas of op het gebied van de netmarkten zoals de telecommunicatie, de spoorwegen of de postdiensten;

2° over de nodige managementvaardigheden beschikken;

3° in een multidisciplinair team kunnen werken;

4° naast het Frans, een degelijke kennis van het Nederlands en het Engels kunnen aantonen;

5° blijk geven van belangstelling voor het algemene belang, onafhankelijkheid ten opzichte van de spelers van de energiemarkt, en de energiebezorgdheden, met inbegrip van de duurzame ontwikkeling;

6° een goede kennis hebben van de institutionele, economische, sociale en milieutoestand van het Waalse Gewest, België en op Europees vlak;

7° een diepgaande kennis hebben van de elektriciteit en gassector met betrekking tot ten minste een van de volgende aspecten, in functie van de in te vullen posten :

a) werking van de elektriciteit en gassector;

b) juridisch, bescherming van de verbruiker, mededinging;

c) tarifair, economisch, financieel, openbare dienstverplichting;

d) bevordering van de hernieuwbare energieën en markten van de groene certificaten;

of, bij gebrek, in de netmarkten zoals de telecommunicatie, de spoorwegen of de postdiensten;

8° beschikken over de capaciteit om de elektriciteits- en gasmarkt te ontleden en in te schatten, meer bepaald de sociale, economische en milieudimensie.

De kandidaat voor de post van voorzitter voldoet bovendien aan de volgende voorwaarden :

1° over minstens vijf jaar ervaring beschikken inzake vertegenwoordiging van een instelling naar de buitenwereld toe;

2° over een bijkomende ervaring van minstens vijf jaar beschikken in het teambeheer en in onderhandelingen;

3° over een ervaring beschikken in het leiden van beheersorganen.

§ *2quater*. De voorzitter en de directeurs, onder wie de vice-voorzitter, zijn aangewezen door Regering na afloop van de SELOR procedure.

Voor iedere functie, kent de jury aan de kandidaten een van de volgende vermeldingen toe :

1° volledig geschikt voor de functie;

2° geschikt voor de functie;

3° niet geschikt voor de functie.

De Regering benoemt de voorzitter en de directeurs, onder wie de vice-voorzitter, uit de kandidaten die de vermelding "volledig geschikt voor de functie" of "geschikt voor de functie" hebben gekregen, rekening houdend met hun complementariteiten inzake vaardigheden en expertise.

De Regering motiveert zijn beslissing en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte. De namen van de niet-weerhouden kandidaten worden niet bekendgemaakt.

§ *2quinquies*. In afwijking van de paragrafen 2 tot *2quater*, na afloop van een eerste mandaat, wordt de verlenging van een mandaat van voorzitter of directeur, onder wie de vice-voorzitter, onderworpen aan een voorafgaande evaluatie uitgevoerd door een jury samengesteld door de Bestuurder van SELOR, de Minister, de Minister-President, of hun afgevaardigden, en volgens de evaluatieprocedure van titel VIII van de Ambtenarencode.;

10° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

" § 3. De Regering bepaalt de bezoldigingsmodaliteiten van de leden van het Directiecomité van de CWaPE.;"

11° in paragraaf 4, worden de woorden ", onder wie de vice-voorzitter," ingevoegd na de woorden "en de directeurs".

**Art. 52.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *45bis*, luidend als volgt :

"§ 1. De leden van de wetgevende Kamers, van het Europees Parlement en van de parlementen van de Gemeenschappen en de Gewesten, de Ministers, de Staatssecretarissen, de leden van een gemeenschaps- of gewestregering, de leden van een provinciale of gemeentelijke executieve, alsook de leden van de intercommunales die actief zijn in de energiedistributie mogen de functies van voorzitter of directeur niet uitoefenen.

§ 2. De leden van het directiecomité mogen geen enkele functie of activiteit, bezoldigd of niet, uitoefenen in dienst van de netbeheerder, van een producent, van een leverancier of van een tussenpersoon die actief is in de energiesector.

Het verbod bedoeld in het eerste lid blijft bestaan gedurende een jaar na het einde van het mandaat van de houder.

§ 3. Behalve de onverenigbaarheden bedoeld in paragraaf 2, mogen de voorzitter en de directeurs, onder wie de vice-voorzitter, zonder voorafgaandelijke instemming van het directiecomité, geen enkele bezoldigde beroepsactiviteit die niet behoort tot hun mandaat uitoefenen, noch tussenkomen als personeelslid van en ander bedrijf voor activiteiten die niet tot hun mandaat behoren.

Een dergelijk activiteit mag in ieder geval niet worden uitgeoefend ten nadele van de taken die verbonden zijn met de uitoefening van hun mandaat van voorzitter of directeur.

§ 4. De leden van het directiecomité van de CWaPE mogen geen aandelen, of andere met aandelen gelijk te stellen waardepapieren, uitgegeven door een producent, een leverancier of een tussenpersoon die actief is in de energiesector, bezitten, noch financiële instrumenten die de mogelijkheid bieden om dergelijke aandelen of waardepapieren bij voorkeur te verwerven of over te dragen, of die aanleiding geven tot een betaling in contanten welke hoofdzakelijk afhankelijk is van de evolutie van de waarde van dergelijke aandelen of waardepapieren.

§ 5. Indien de voorzitter, de vice-voorzitter of een directeur, rechtstreeks of onrechtstreeks, een belang heeft bij de aanneming van een beslissing, een advies of een andere akte die onder de CWaPE ressorteert, mag hij de betreffende beraadslagingen van het directiecomité niet bijwonen, noch deelnemen aan de stemming. Hij moet de overige leden van het directiecomité hierover vooraf inlichten. Het proces-verbaal van de vergadering maakt daarvan melding.”.

**Art. 53.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 45ter, luidend als volgt :

“§ 1<sup>er</sup>. De leden van het directiecomité zien toe op de naleving van de regels van de gas- en elektriciteitsmarkten met de nodige waakzaamheid, bekwaamheid, eerlijkheid, onafhankelijkheid en ernst.

Ze vermijden elk gedrag dat het vertrouwen van het publiek in de CWaPE en het vervullen van de opdrachten in het gedrang zou kunnen brengen.

Ze vervullen hun taken met eerlijkheid en integriteit.

Ze verbinden zich ertoe, zelfs buiten hun ambt als dit aan de oorzaak ervan ligt, rechtstreeks of onrechtstreeks geen giften, beloningen of enig voordeel te vragen, te eisen of aan te nemen.

§ 2. De leden van het directiecomité houden zich aan de beslissingen en richtlijnen aangenomen door het directiecomité van de CWaPE en voeren ze loyaal en te goeder trouw uit.

§ 3. Het is de voorzitter en de directeurs, onder wie de vice-voorzitter, verboden, tijdens de duur van hun functie of na de stopzetting ervan, om eender welke vertrouwelijke informatie aan derden te onthullen, alsook elk zakengeheim betreffende de CWaPE en haar activiteiten waarvan zij wegens hun functie kennis zouden krijgen.

§ 4. Na afloop van hun mandaten, bezorgen de voorzitter en de directeurs, onder wie de vice-voorzitter, elk materieel, gegeven of informatie terug, ongeacht of het gaat om een schriftelijke, verbale of elektronische drager die door de CWaPE en in verband ermee te hunner beschikking is gesteld. Ze behouden geen afschriften of uittreksels van het (de) bovengenoemde materieel, gegevens of informatie.”.

**Art. 54.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 45quater, luidend als volgt :

“De voorzitter, de vice-voorzitter, en de directeurs kunnen uit hun ambt worden ontzet als ze niet meer voldoen aan de onafhankelijkheidsvoorwaarden vastgelegd in dit decreet of de wettelijke en reglementaire bepalingen schenden. Daartoe beslist de Regering over het ontslag van één of meerdere leden met inachtneming van de rechten van de verdediging, na de partijen te hebben gehoord en, in voorkomend geval, hun raadsman.

Vóór het verhoor bedoeld in het eerste lid, mag de betrokkene het dossier ter zijnen laste raadplegen.

De bepalingen van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, betreffende de Raad van beroep zijn van toepassing in geval van tuchtstraf.”.

**Art. 55.** In artikel 46 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht in paragraaf 1, eerste lid :

1° in de inleidende zin wordt het woord “vijf” vervangen door het woord “vier”;

2° in punt 1° worden de woorden “, met inbegrip van het gas uit hernieuwbare energiebronnen, alsook de werking van de gas- en elektriciteitsmarkten en de desbetreffende onderzoeken” ingevoegd na het woord “elektriciteitsmarkten”;

3° in punt 2° wordt de woorden “en tarief” ingevoegd tussen de woorden “socio-economische” en “directie”;

4° in punt 2° worden de woorden “met de werking van de gas- en elektriciteitsmarkten en” vervangen door de woorden “met de goedkeuring van de tarieven van de distributienetbeheerders van gas en elektriciteit”;

5° in punt 3° worden de woorden “van hernieuwbare energie” vervangen door de woorden “van groene elektriciteit”;

6° in punt 3° worden de woorden “enerzijds en van gas uit hernieuwbare energiebronnen, anderzijds;” opgeheven;

7° punt 5° wordt opgeheven.

**Art. 56.** In artikel 47 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 luidt als volgt : “Bij de uitvoering van de opdrachten die hem worden gegeven, kan de CWaPE de netbeheerders en, desgevallend, het filiaal bedoeld in artikel 16, § 2, alsook de beheerders van het privé-net en van de gesloten beroepsnetten, producenten, leveranciers en tussenpersonen die op de gewestelijke markt actief zijn en elke persoon die als cessionaris of makelaar groene certificaten van de CWaPE kan krijgen, verplichten om haar alle informatie te leveren die ze nodig heeft om haar taken uit te voeren, binnen een termijn die ze verduidelijkt. Ze motiveert haar beslissing”;

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden “van het directiecomité” ingevoegd tussen de woorden “schriftelijk mandaat” en “met de redenen van de controle ter plaatse”;

3° paragraaf 2, lid 4, luidt als volgt “De netbeheerders en, desgevallend, hun filialen, de beheerders van privé-netten en de beheerders van gesloten beroepsnetten, de producenten, leveranciers en tussenpersonen die op de gewestelijke markt actief zijn, alsook elke persoon die als cessionaris of makelaar groene certificaten van de CWaPE kan krijgen, moeten zich onderwerpen aan de controle ter plaatse die op basis van onderhavige paragraaf wordt uitgevoerd, op straffe van een administratieve boete in de zin van artikel 53.”;

4° paragraaf 3 luidt als volgt : “De CWaPE mag in elk geval een automatische controle ter plaatse doen van de rekeningen en meetgegevens van de netbeheerders en, desgevallend, hun filialen, van de beheerders van privé-netten en de beheerders van gesloten beroepsnetten, producenten, leveranciers, en tussenpersonen die op de gewestelijke markt actief zijn, alsook van elke persoon die als cessionaris of makelaar groene certificaten van de CWaPE kan krijgen”.

**Art. 57.** In artikel 47ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt in limine een nieuw eerste lid ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 1. In het kader van haar reguleringsopdrachten is de CWaPE onafhankelijk van de Regering.”;

2° in paragraaf 1 luidt het eerste lid dat het tweede lid is geworden, als volgt “Behoudens voor beslissingen die de kamer voor geschillen en vorderingen van de gewestelijke bemiddelingsdienst neemt en voor de andere bevoegdheden die niet onder de reguleringsopdrachten vallen in de zin van Richtlijn 2009/72/EG, en aan haar overgedragen bij of krachtens dit decreet, is de CWaPE onderworpen aan de controle van de Regering door toedoen van twee commissarissen die worden benoemd en ontslagen door de Regering. Voor de opdrachten die onder de reguleringsopdrachten ressorteren, vervullen de commissarissen een rol van waarnemer. De Regering bepaalt het bedrag van de presentiegelden en de kosten die hun worden toegekend. Deze kosten zijn ten laste van het Gewest.

3° in paragraaf 2 worden de woorden “§ 2. “De commissarissen van de Regering” vervangen door “Zij”;

4° in paragraaf 3 dat paragraaf 2 is geworden, worden de woorden "§ 2. Voor de bevoegdheden die niet onder de reguleringsopdrachten vallen, beschikken de commissarissen van de Regering over" ingevoegd bij het begin van de paragraaf;

5° in paragraaf 3*bis*, worden de woorden "§ 3*bis*" geschrapt;

6° in paragraaf 4, worden de woorden "§ 4" vervangen door "§ 3" en wordt het woord "juli" vervangen door "augustus";

7° in paragraaf 5, worden de woorden "§ 5" vervangen door "§ 4" en worden de woorden "voor het geheel van zijn activiteiten" ingevoegd tussen de woorden "is onderworpen" en de woorden "aan de controle" en worden de woorden "en van het Parlement. In de uitoefening van deze controle verhoort het Parlement de CWaPE twee keer per jaar." ingevoegd in fine.

**Art. 58.** In artikel 48 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "een privénetbeheerder of een beheerder van een gesloten beroepsnet" ingevoerd tussen de woorden "een netbeheerder," en "op voorwaarde dat";

2° in paragraaf 2 luidt het tweede lid als volgt : "De klachten zijn pas ontvankelijk wanneer de eiser aantoonbaar dat hij vooraf een minnelijke regeling heeft proberen te treffen met de betrokken leverancier of netbeheerder en als de laatste stappen van de klachtindiener t.o.v. de speler met wie hij een geschil heeft niet teruggaat tot meer dan één jaar voor de neerlegging van de klacht".

**Art. 59.** In artikel 49, derde lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 wordt het woord "minimum" ingevoegd tussen het woord "en" en de woorden "twee directeurs".

**Art. 60.** In artikel 49*bis* van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "betreffende de toegang tot het net of de toepassing van de technische reglementen," vervangen door de woorden "met inbegrip van de privé-netten en de gesloten beroepsnetten wat betreft de verplichtingen opgelegd aan de betrokken netbeheerder bij of krachtens dit decreet,";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Wanneer het geschil betrekking heeft op de toepassing van het technisch reglement maar dat het werkelijk doel van de aanvraag berust op de betwisting van een energiefactuur, met name ten gevolge van een rechtzetting van de meetgegevens, zal de Geschillenkamer slechts bevoegd zijn als een poging tot minnelijke oplossing van het geschil reed plaatsgevonden heeft voor de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie of voor de Bemiddelingsdienst inzake energie opgericht op federaal niveau. Voor de andere geschillen is de Geschillenkamer gemachtigd om het verzoek aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie over te maken indien blijkt dat een bemiddelingspoging opportuun zou zijn. In dat geval brengt zij de partijen daarvan op de hoogte. Indien het verzoek aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie wordt overgemaakt, worden de vigerende proceduretermijnen voor de Geschillenkamer opgeschort gedurende de tijd die nodig is voor het afsluiten van de bemiddelingsprocedure.";

6° in paragraaf 2, eerste lid, wordt in de Franse versie het woord "courrier" opgeheven;

4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden ", indien zij het opportuun vinden of op verzoek van één van de partijen." ingevoegd tussen de woorden "verschijnen" en "De partijen die het wensen";

5° paragraaf 3, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

"Een nieuwe verlenging van de termijn is mogelijk mits toestemming van de klachtindiener.";

6° het tweede lid van paragraaf 3 luidt als volgt : "De beslissingen van de Geschillenkamer zijn met redenen omkleed en bindend".

**Art. 61.** Artikel 50 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 17 juli 2008, wordt hersteld als volgt :

"Art. 50. De beslissingen van de CWaPE worden volkomen gemotiveerd en gerechtvaardigd.

De modaliteiten van toepassing voor deze motiveringen en verantwoordingen worden bepaald in het huishoudelijk reglement van het directiecomité, rekening houdend met de volgende beginselen :

1° de motivering vermeldt het geheel van de gegevens waarop de beslissing is gebaseerd;

2° de elektriciteitsbedrijven hebben de mogelijkheid, voorafgaandelijk aan het nemen van de desbetreffende beslissing, om hun opmerkingen te laten gelden;

3° het gevolg gegeven aan deze opmerkingen wordt in de eindbeslissing gerechtvaardigd.

De handelingen met individuele of collectieve strekking aangenomen ter uitvoering van de opdrachten alsook elke voorbereidende handeling, verslag van deskundigen, bijhorende opmerkingen van de geraadpleegde partijen worden bekendgemaakt op de website van de CWaPE, met inachtneming van de vertrouwelijkheid van de commercieel gevoelige informatie en/of van de persoonsgegevens."

**Art. 62.** In Hoofdstuk XI*bis* van hetzelfde decreet wordt een artikel 50*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 50*bis*. Onverminderd de gewone beroepsmiddelen heeft elke partij het recht om, voor de CWaPE, een klacht neer te leggen, met het oog op zijn heroverweging binnen twee maanden na de bekendmaking van een beslissing van de CWaPE of van het voorstel van beslissing bepaald door de CWaPE in het kader van een raadplegingsprocedure. Deze klacht heeft geen schorsende werking tenzij ze is ingesteld tegen een beslissing tot het opleggen van een administratieve boete.

De CWaPE beslist binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de ontvangst van de klacht of van de bijkomende informatie die zij gevraagd heeft. De CWaPE motiveert zijn beslissing. Bij gebrek wordt de oorspronkelijke beslissing bevestigd."

**Art. 63.** In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 50<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 50<sup>ter</sup>. De beslissingen van de CWaPe kunnen, binnen dertig dagen na de datum van hun kennisgeving het voorwerp uitmaken van een beroep tot nietigverklaring bij het hof van beroep waaronder de maatschappelijke zetel van de CWaPe ressorteert, uitspraak doende zoals in kort geding. Bij ontstentenis van beslissing van de CWaPe binnen de in het decreet vastgelegde termijn, kan de meest gereede partij het geschil binnen zestig dagen na afloop van de vastgelegde termijn aanhangig maken bij het hof van beroep waaronder de maatschappelijke zetel van de CWaPe ressorteert.

In geval van klacht in heroverweging wordt de termijn bedoeld in het eerste lid opgeschort tot de CWaPe een beslissing heeft genomen, of bij gebrek aan beslissing, gedurende twee maanden te rekenen van de ontvangst van de klacht of van de bijkomende informatie gevraagd door de CWaPe.

De Regering kan in de zaak tussenkomen, zonder dat deze tussenkomst de procedure evenwel kan vertragen.

Het beroep bedoeld in het eerste lid heeft geen schorsende werking tenzij het is ingesteld tegen een beslissing tot het opleggen van een administratieve boete. Het hof van beroep waaronder de maatschappelijke zetel van de CWaPe ressorteert en waarbij een beroep aanhangig wordt gemaakt, kan evenwel, alvorens recht te doen, de schorsing bevelen van de tenuitvoerlegging van de beslissing die het voorwerp uitmaakt van het beroep als de aanvrager ernstige middelen inroept die de vernietiging of hervorming van de beslissing kunnen rechtvaardigen en als de onmiddellijke tenuitvoerlegging ervan hem een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel dreigt te berokkenen.

Het hof van beroep waaronder de maatschappelijke zetel van de CWaPe ressorteert, doet uitspraak binnen zestig dagen te rekenen van de indiening van het verzoek. ».

**Art. 64.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van Hoofdstuk XII vervangen door de woorden "Algemene raad".

**Art. 65.** Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

" § 1. Er wordt een Algemene raad opgericht waarvan de opdrachten erin bestaan :

1° op eigen initiatief of op verzoek van de Minister, oriëntaties bepalen voor de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

2° binnen 40 dagen na ontvangst van het verzoek van de CWaPe, een advies uitbrengen over elk vraagstuk dat hem door de CWaPe wordt voorgelegd;

3° een discussieforum vormen voor de doelstellingen en de strategieën van het Waals energiebeleid.

§ 2. De Raad is samengesteld uit vierentwintig leden aangewezen door de Regering na oproep tot belangverklaring, namelijk :

1° drie vertegenwoordigers van de gewestelijke openbare overheden;

2° vier vertegenwoordigers van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest);

3° twee vertegenwoordigers van de residentiële gebruikers;

4° drie vertegenwoordigers van de steden en gemeenten en twee vertegenwoordigers van de O.C.M.W.'s respectievelijk voorgedragen door de Vereniging van de steden, gemeenten en provincies van Wallonië en door de Federatie van de O.C.M.W.'s;

5° vier vertegenwoordigers van de producenten, onder wie een vertegenwoordiger van de gecentraliseerde producenten, een vertegenwoordiger van de producenten van hernieuwbare energie, een vertegenwoordiger van de producenten van energie uit kwaliteitswarmtekrachtkoppeling en een vertegenwoordiger van de zelfproducenten;

6° drie vertegenwoordigers van de beheerders van de plaatselijke transmissie- en distributienetten;

7° twee vertegenwoordigers van de gas- en elektriciteitsleveranciers;

8° een vertegenwoordiger van de milieuverenigingen.

§ 3. De Voorzitter van de Raad wordt aangewezen door de Regering onder de vertegenwoordigers bedoeld in paragraaf 2, 3°.

§ 4. De voorzitter of de directeur van de CWaPe wonen de vergaderingen van de Raad bij met raadgevende stem.

§ 5. Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door de Administratie.

§ 6. De Regering neemt akte van het huishoudelijk reglement van de Raad.

§ 7 De werkingskosten van de Raad zijn voor rekening van het Energiefonds

**Art. 66.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk XIII<sup>bis</sup> vervangen door de woorden "Fonds voor energie en duurzame ontwikkeling".

**Art. 67.** Artikel 51<sup>bis</sup>, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, wordt gewijzigd als volgt :

1° de zin luidt als volgt : "De Regering richt een begrotingsfonds op, Fonds voor energie en duurzame ontwikkeling genoemd, in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit";

2° punt 4° luidt als volgt : "de studies, acties en steunmaatregelen ter bevordering van de productieprojecten en -kanalen van gas, warmte en elektriciteit die gebruik maken van hernieuwbare energie en van de installaties voor kwaliteitswarmtekrachtkoppeling";

3° in punt 7° worden de woorden "en de sociale acties" ingevoegd in fine;

4° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 11, luidend als volgt :

"11° de werkingskosten van de Algemene raad."

**Art. 68.** In artikel 51<sup>ter</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin van paragraaf 1 luidt als volgt : "Het Fonds voor energie en duurzame ontwikkeling wordt aangevuld";

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt de zin "Het bedrag van de dotatie van de CWaPe bedraagt (3.610.950) euro." vervangen door de zin "Het bedrag van het jaarlijks globale budget van de CWaPe bedraagt 5.600.000 euro.", de zin die daarop volgt, luidt als volgt : "Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijzen, door het te vermenigvuldigen met de index van de consumptieprijzen voor de maand juni van het jaar en te delen door de index van de consumptieprijzen van de maand juni 2012. Dit globaal budget is gedeeltelijke afkomstig van een vergoeding op de groene certificaten, geïnd door de CWaPe, in functie van de geproduceerde MWh, ter hoogte van een jaarlijks bedrag van 1.800.000 € dat overeenstemt met haar beheerslast van het mechanisme en de behandeling van de groene certificaten, en voor het saldo van de dotatie van de CWaPe.";

**Art. 69.** In artikel 53 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "de termijn" vervangen door "de termijn bedoeld in het eerste lid";

2° in paragraaf 2, worden de woorden "de indicatoren en" ingevoegd tussen de woorden "en leverancier die "en de woorden "de doelstellingen inzake prestaties".

**Art. 70.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 64, luidend als volgt :

"Art. 64. De CWaPE beoordeelt de bepalingen van dit decreet en maakt haar evaluatieverslag over aan de Regering en aan het parlement voor 1 januari 2017.

De Algemene raad kaan de bepalingen van dit decreet ook beoordelen en een evaluatieverslag overmaken aan de Regering en aan het parlement in de loop van het jaar 2017."

**Art. 71.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 65, luidend als volgt :

"Art. 65. Wat betreft de distributienetbeheerders, treden artikel 26, § 2<sup>ter</sup> tot *quinquies* en artikel 34, 3°, b) in werking op de datum van inwerkingtreding van de nieuwe tarieven die op de distributienetbeheerders worden toegepast."

**Art. 72.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 66, luidend als volgt :

"Art. 66. Vanaf de inwerkingtreding van de wet van overdracht van bevoegdheden inzake de distributietarieven voor gas en elektriciteit worden verricht door de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming en met inachtneming van artikel 1 van dit decreet, kan de CWaPE :

1° bij gebrek aan beslissing door de bevoegde federale overheden vóór de overdracht van de tariefbevoegdheid, de hoogte en/of de bestemming en de verdeling van de regulerende saldi bepalen van de jaren vóór de inwerkingtreding van de nieuwe tarieven goedgekeurd door de CWaPE. De bestemmingsregel van de niet-beheersbare saldi op de tarieven en van de beheersbare saldi op het resultaat van het boekjaar blijft geldig;

2° de op die datum bestaande tarieven verlengen, wijzigen, opheffen of vervangen of elke andere maatregel nemen betreffende de tarifaire methodologie en de tarieven die zij nuttig zou achten tot de goedkeuring van de nieuwe tarieven;

3° alle nodige overgangsmatregelen nemen voor de aanneming van tarifaire methodologieën en de goedkeuring van de tarieven voor de tarifaire periode 2015-2016.

Wanneer ze de vorige leden gebruikt, houdt de CWaPE rekening met de vigerende richtlijnen.

**Art. 73.** In afwijking van art. 51 van dit decreet wordt het mandaat van de voorzitter in functie op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, verlengd tot 31 januari 2017.

**Art. 74.** In artikel 591 van het Gerechtelijk wordt punt 24° aangevuld als volgt :

" 24° van alle vorderingen die ingesteld worden op basis van 33<sup>quater</sup>, § 6, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, tegen de beslissingen van de plaatselijke commissies voor energie."

**Art. 75.** De artikelen 47, 12, 47, 48, 10°, 72 en 76 van dit decreet treden in werking op 1 juli 2014.

**Art. 76.** Artikel 15 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt vervangen als volgt :

"Art. 15. De netbeheerder maakt jaarlijks de tarieven bekend die van toepassing zijn op het net waarvoor hij aangewezen is, met inbegrip van de tarieven betreffende de ondersteunende diensten, zoals goedgekeurd door de CWaPE. "

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 april 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewelkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 1020 (2013-2014). Nrs. 1, *1bis* tot 18.

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 april 2014.

Bespreking.

Stemming.